DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE Nº 13341 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 20-LUNDI 21 DÉCEMBRE 1987

L'Afrique de l'Est à son tour

Saltimbanques

Section of the second section of the second section of the second section section of the second section sectio

Manufacture of the state of the

And the last of th The state of the s

The control of the co

Section of the second section of the section o

Predain et Banania

in the adverty of Combi

Broger Farms (See Fr. See

the block to moveme

the reference of a great

grove datem in Adda

4 / 4 23 - 24 PM

Transfer to

ים יישבי חו

*** *** ***

12 months (12)

5 4 TO 445 ...

10 mg / Ng

7.0

le Gla

THE REPORT OF

ATT NAL COM

Same Sale

10000

conflit menace d'éclater, en Afridont la frontière entre le Kenya et l'Ougande a été le théâtre cas derniers jours. Nairobi s, en effet, vendredi 18 décembrs, rompu « de facto » sus relations diplomatiques avec Kampela, en expulsant l'ambassadeur ougandais et son premier conseiller en rappelant son propre repré-sentant dans le pays voisin. Auparavant, le président Arap Moi avait ordonné la fermeture de l'ambassade libyenne à Nairobi, l'accusant de « grossières ingérences dans les affaires intérieures de pays ».

Les relations entre les anciens territoires britanniques d'Afrique orientale n'ont jamais été aisées. On se souvient du mai que se donnaît, dans les années 70, Jomo Kenyatta pour tenter de tempérer les cécerts» du sanguinaire kli Amin Dada. Le Kenya n'avait guère apprécié, pour autant, que des troupes tanza-niernes anvablesent l'Ouganda en 1979, pour en chesser le dictateur, soutenu per le colonei Kadhafi. D'autant que l'homme alors ramené au pouvoir par les ms, après un court intérim, l'ancien président Obots,

L'Ouganda d sujourd'hui n's, apparennment, aucun intérêt à charcher querelle zu Kenya. Son président. M. Museveni, tait face à une pourrait expliquer l'origine des incidents, qui ont déjà fait plusieurs morts. En outre, l'armée ougandaise, pour être plus aguerria, set nettement moins bien équipée que évilé du Kenya. Enfin, ce dernier peut toujours recourir à l'anné décisive du blocus de son voisin encievé et dont le seut véritable accès à l'extériour passe per le Kenya.

Mais, quand on Etat coonsit des difficultés intérioures, il est toujours tenté d'opèrer une diversion à l'extérieur. C'est là, sens doute, une des explications de la tension actuelle.

Les béritiers de Kenyatta ont, depuis plusieurs mois, durci le ton à l'égard de leur oppposition interne, l'accusant notamment de connivence avec la Libya, ennemi de toujours du Kenya pro-occidental. Des accusations de torture ont contribué à ternir l'image d'unrégime qui passait, autrefois, pour relativement libéral.

Dans l'Afrique post-coloniale. des gouvernements aux prises avec d'énormes difficultés n'out pas toujours tort d'affirmer que la « main de l'étranger » attise les feux qui couvent sur leurs territoires, d'autant que la balkanisation ethnique est la règle sur le continent. Mais cette évidence sert un peu trop souvent de prétexte à des querelles régionales qui peuvent tout avest bien s'évanouir que déboucher sur des situations incontrôlables.

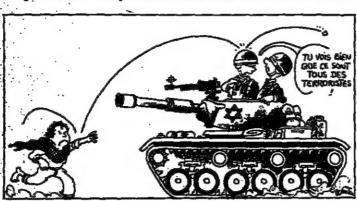
> Le voyage de M. Barre en Afrique noire



Les manifestations anti-israéliennes à Gaza et en Cisjordanie

dans les territoires occupés

Les affrontements ont repris, vendredi 18 décembre. dans les territoires occupés par Israel. Les heurts les plus durs ont eu lieu à Gaza, où trois Palestiniens ont été tués. selon des sources palestiniennes; les autorités israéliennes ne reconnaissent que deux morts. Le gouvernement de M. Shamir doit faire face non seulement aux critiques des Occidentaux et de Washington en particulier, mais également à celles de la presse israélienne pour la façon dont il réprime, depuis dix jours, des manifestations au cours desquelles dix-huit personnes au moins ont trouvé la mort.



Lire nos informations page 3

Envisageant une hausse du prix du gaz importé

Washington critique la répression M. Chirac veut régler rapidement le contentieux franco-algérien

Le contentieux gazier entre la France et l'Algérie devrait connaître incessamment une évolution décisive, affirmait-on le samedi 19 décembre. Sur intervention directe du premier ministre. Paris pourrait accepter d'augmenter immédiatement le prix du gaz acheté à Alger, avant même la signature du contrat définitif, en renégociation depuis un an et demi. Cette înitiative devrait coûter 600 millions de francs à Gaz de France. Le premier ministre pourrait d'autre part se rendre au mois de janvier à Alger.

déclaré qu'il ne «contestait pas l'opportunité d'un geste de solido-rité et de compréhension » à l'égard de l'Algérie, semble donc pressé de régier le contentieux dans le sens ouhaité par le gouvernement algérien. Outre la normalisation des relations commerciales avec Alger de plus en plus dégradées, le pre-mier ministre paraît auxieux de régler sa « dette » vis-à-vis des autorités algériennes qui ont joué, et jouent encore un rôle dans les négo-ciations pour la libération des otages français détenus au Liban. Rappelons que M. Charles Pasqua s'était rendu personnellement à Alger le

M. Chirac, qui le 14 décembre a 6 décembre pour porter un messa de remerciements (le Monde du 15 décembre) et que, selon la presse algérienne, M. Chirac lui-même avait téléphoné au président Chadli Bendjedid au lendemain de la libération, vendredi 27 novembre, des deux otages français.

Le problème posé par le « geste de solidarité » ainsi consenti par la France en cette veille de Noël est equ'il risque de compromettre les efforts faits depuis plus d'un an par Gaz de France.

> VÉRONIQUE MAURUS. (Lire la suite page 17.)

Crise monétaire

Les sept grands pays industrialisés pourraient faire prochainement une déclaration commune.

PAGE 20

Les relations entre Moscou et le Vatican

Une lente amélioration. PAGE 20

Après les élections en Corée du Sud

La chape de plomb retombe lentement..

PAGE 3

«Grand Jury RTL-le Monde»

M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, directeur de la campagne électorale de M. Barre, invité dimanche de 18 h 15 à 19 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20

Le vote du budget de la région Champagne-Ardenne

Le PS bousculé par l'effet Le Pen

Champagne-Ardenne se rémuit le le soutient, ils auront droit - ces landi 21 décembre afin d'examiner le budget présenté par notoires - à la bénédiction de mer le budget présenté par notoires — à la bé M. Stasi (CDS). Les socialistes l'épiscopat français. out reçu la consigne de voter contre, comme le PCF et le Front national M. Stasi, dans une interview à l'Union de Reins, appelle à dépasser les « clivages partissus » créés par des « considérations tactiques ». « Entre Le Pen et Bernard

l'ouverture contre l'exclusion es le racisme »: la leçon, brutale, ainsi administrée aux « élé-phants » du Parti socialiste émane d'un député nationalement inconnu, Michel Cartelet, cinquante-deux aus, directeur de collège, chi du département de l'Anbe. Elle a le mérite du cou-rage et de la clarté. MM. Mauroy, Fabius, Joze, Poperen et Chevè-nement devront déployer des trésors de pédagogie pour expliquer au rebelle pourquoi ils ont donné l'ordre aux élus régionaux de Champagne-Ardenne de voter, lundi 21 décembre, contre le budget présenté par le centriste et antilepéniste Bernard Stasi. Ce budget, auquel les socialistes locaux ne trouvent pas grand-chose à redire, sera repoussé, si la consigne est respectée, par les votes conjugués des communistes, des socialistes et du Front natio-

Stasi, je choists la tolérance et

Les «éléphants» du PS marchent sur la tête, de la même mamère que ceux du RPR diva-guaient dans la brousse lorsque Michel Noir, au mois de mai dernier, à propos des alliances avec. l'extrême droite, leur avait servi tout cru sa vérité : il vant mieux perdre les élections que de perdre son âme.

Voilà un beau sujet de médita-Hos pour les évêques français, qui remarquaient à point nommé jeudi dernier : «La démocratie est fragile, elle se s'accommode. ni des affronsements stèriles ni de l'indifférence des chopens.» Croix de bois, croix de fer, mes-sieurs les éléphants front en enfer d'où ils feront, dans l'indifférence générale, la morale à ceux de leurs adversaires qui, comme eux, préférent les « affrontements sté-riles » aux débats d'idée. Quant à Lionel Jospin, mis en minorité par

Le conseil régional de ses pairs, et à Michel Rocard, qui d'émerger, entre ces deux carica-

Comment Laurent Fabius, qui, avant les élections législatives de mars 1986, prêchait pour la constitution d'un « front, républicain - peut-il aujourd'hui, sans en être troublé, inviter ses amis à méler leurs voix à celles d'un autre Front? Comment Jean-Pierre Chevenement, qui lorgnait naguère en direction du gaullosocialisme et d'une possible alliance de « salut public » peut-il ainsi se réfugier dans un refus fri-leux, comme si, hors de l'opposition aveugle et systématique, il n'y avait point de salut ?

La fameuse « morale » de la gauche socialiste, déjà fortement mise à mal par quelques «affaires» retentissantes, va en souffrir encore un peu pius. A ceux qui invoquent Pierre Mendès France et ses « mains propres » en politique, ou qui, au contraire, se recommandent de François Mitterrand et de ses « mains sales ». on répondra qu'est en train

tures - l'une est trop flatteuse et l'autre injuste, - une nouvelle génération politique. Une « génération morale. comme on a dit iennes gens de l'hiver passé Ceux-là ont de la bouteille, mais leur morale n'a pas d'âge. Ils sont de droite, ou de gauche, mais en cela se rejoignent, ils s'appellent Stasi, Noir, Rocard, Jospin. Puisque l'on fonctionne, dans la politi-que française, par références et qu'à gauche les références sont Pierre Mendès France et François Mitterrand, il faut mesurer le chemin parcouru en regard de ces deux personnages mythiques.

Michel Rocard est né à la politique dans le sillage de Pierre Mendès France. Il s'est aujourd'hui détaché du cliché des « mains propres » et a, au moins, appris de François Mitterrand qu'on ne fait pas de politique sans se les salir. Il a appris que le « parler vrai » a ses limites : on ne ment pas, mais on ne dit pas tout. Lionel Jospin est né à la politique pendant la guerre d'Algérie.

JEAN-YVES LHOMEAU. (Lire la suite page 7.)

Chère Task Force 623...

Diibouti et la guerre du Golfe

Le président Mitterrand fera étrangers, américains, britanni une visite officielle les 22 et ques et italiens notamment. Mais 23 décembre à Djibouti. Il ren- ce sont les bâtiments de la flotte contrera aussi les officiers de la française - la Task Force 623 flotte française dépêchée dans la le groupe aéronavai avec à sa tête le Ciemenceau, qui font les beaux région du Golfe.

DJIBOUTI de notre envoyé spécial

Le vieil Ali est rayonnant : sa boutique - Au chic parisien - ue désemplit pas de chalands marins. Ses affaires, assure-t-il, n'ont jamais aussi bien marché depuis l'indépendance de Djibouti, il y a dix ans. Depuis que, fin juillet, la marine nationale a été appelée en renfort dans le Golfe et que ses bâtiments font escale ici à intervalles réguliers, il a vendu des centaines de magnétoscopes, des dizaines d'appareils de photos et de mini-chaînes...

Pour Djibouti, cette affaire du Golfe est un vrai pactole. Son port - à quatre jours de mer du détroit d'Ormuz - a déjà comptabilisé, entre début août et début décembre, plus d'une cinquantaine de passages de navires de guerre

jours de cette jeune République. N'a-t-on pas calculé que, toutes dépenses confondues, ceux-ci laissaient sur place entre 15 et 20 millions de francs par mois ? Tout ce qui tient commerce à

Djibouti craint donc que ne s'achève dans les semaines à venir la mission du groupe séronaval, maintenant que la crise francoiranienne pourrait être en voie de règlement. . En tout cas, constate le vice-amiral Jacques Lanxade, commandant des forces maritimes de l'océan Indien, cette mission nous a posés vis-à-vis des Etats-Unis. Nous sommes des alliés qui comptent et cela a ajouté au rayonnement politique de la France dans le monde. . Et d'ajouter: « Si on part, on est capable de revenir vite, en cas de besoin. >

Environ le tiers de la marine nationale est aujourd'hui engagé sur ce théâtre d'opérations; 140 000 tonneaux de bâtiments environ vingt-cinq bateaux et six mille hommes. Placée sous l'autorité du vice-amiral Lanzade, la Task Force 623 comprend une unité de protection de la flotte de commerce française qui escorte en moyenne un navire marchand par semaine, une unité de déminage qui a déjà retiré neuf mines entre Khor-el-Fakkan et Al-Fujayrah, au large des Emirats arabes unis et une unité de dissuasion avec le porte-avions Clemen-

« Le coût de sonctionnement du Clemenceau a doublé, explique son « pacha ». Les soldes sont majorées et, surtout, nous opérons loin de la métropole. » Avec son escorte (deux frégates lancemissiles et un pétrolier ravitailleur), ce porte-evions qui, par exemple, dévore 500 tonnes de mazout par jour et a besoin de dizaines de milliers de pièces de rechange, représente ainsi les trois quarts du coût de renforcement de la flotte française, qui s'élève à plus de 100 millions de francs par

> JACQUES DE BARRIN. (Lire la state page 3.)

JEAN-LOUIS HUE



Dernières nouvelles du Père Noël

Le Père Noël existe, Jean-Louis Hue l'a rencontré, dans tous ses états.

GRASSET

A L'ETRANGER: Algérie, 3 DA; Merce, 6 dir.; Tuninia, 700 m.; Alemagne, 2,50 DM; Aurriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Carecta, 2 5; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Danemerk, 10 kr.; Espegne, 175 pes.; G.-B., 50 p.; Grien, 190 dr.; Hande, 30 p.; Italia, 2000 L.; Unye, 0,400 DL; Luxamburg, 40 fr.; Novège, 13 kr.; Paya-Bas, 2,50 ft.; Portugel, 130 esc.; Séreigel, 335 F CFA; Suinia, 1,80 f.; USA, 1,50 f.; USA, 1,50 f.; USA, (West Coast), 1,75 ft.

RENDEZ-VOUS

Lundi 21 décembre. - Arabie saoudite : réunion des ministres des affaires étrangères du Conseil de coopération du

Mardi 22 décembre - Diibouti · visite de M. François Mitterrand aux forces françaises (jusqu'au 23).

Belgique : réunion des ministres de l'industrie de la CEE à Bruxelles. Suisse : ouverture du procès

Genève. Samedl 26 décembre. - Arabie

de Lucio Gelli, loge P2 à

saoudite : sommet du Conseil de coopération du Golfe.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS. 75427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 660 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

directeur de la publication

Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fazvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du

620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile - Les rédacteurs du Monde -Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondates

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Corédocteur en chef: Claude Sales.



rae de Monttessey, 75007 PARIS Tél : (1: 45-55-91-82 on 45-55-91 Télex MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72

9 mass 6 mass FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 1 337 F 1952 F 2 536 F ETRANGER (par messageries)

- 8ELGOUE/LIXEMBOURG/FAYS-RAS

399 F 762 F 1089 F 1380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1404 F 1800 F

Par voie aériesme : barif sur demande, Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnes sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la demière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir Pobligeance d'écrire tous les nous propres en capitales d'imprimerse.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO 365 jours par an. 24 heures sur 24

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ÉCONOMIE

La négociation de Brest-Litovsk

Il y a soixante-dix ans

ÈS la prise du pouvoir, le gouvernement bolchevik avait promulgué le décret sur la terre et le décret sur la paix. Par le premier texte. il partageait les domaines des grands propriétaires et distribuait des parcelles aux paysans. Cette affaire en effet pouvait être réglée par décret. Dans le second texte, il annonçait la paix sans annexions ni indemnités et invitait tous les gouvernements des Etats belligérants à entrer immédiatement en négociations, et à conclure la paix sur les bases qu'il venait de définir.

Du temps qu'il préparait l'insurrection, Lénine avait su exploiter la lassitude d'un peuple recru de souffrances, obsédé par la faim, pressé de sortir d'une guerre qui lui était devenue étrangère et à laquelle il payait chaque jour un effroyable tribut. Les gouvernements provisoires, les révolutionnaires modérés qui, entre février et octobre, avaient tenté de maîtriser les événements, n'avaient pas compris que pour eux l'arrêt des hostilités était une des conditions, sinon - la - condition du succès. Lénine n'avait rien d'un pacifiste. S'il

l'avait connue, il aurait pu entonner la chanson de Brassens : « Moi, mon colon, celle que j'préfère, c'est la guerre de 14-18. - Cette guerre mettait à vif, en effet, les contradictions de l'impérialisme, et l'ennemi de classe se suicidait dans cette conflagration déjà - longue et massacrante -. Pour accoucher de la société nouvelle, il suffisait presque aux bolcheviks d'exploiter le néo-pacifisme engendré par cette épreuve.

Arrivés aux commandes, les léninistes n'allaient pas renouveler l'erreur d'un Kerenski. Il fallait dans les plus brefs délais tenir la « promesse de paix » et puis les soldats-laboureurs étaient pressés de prendre possession du lopin quí venait de leur être donné. Et encore, et surtout, il ne restait dans ce qu'on appelait l'armée que des hommes en uniforme, des apparences de soldats qui vendaient leurs armes. Il n'y avait plus de combattants. Ordre fut donné au commandant en chef le 21 novembre (1) de proposer des conver-sations d'armistice. L'officier refusa. Il fut immédiatement destitué et remplacé au poste de généralissime par le lieutenant Krylenko. Allemands et Autrichiens acceptérent la proposition et une trêve fut très vite instaurée. En même temps, des dirigeants essayaient, mais sans résultat, d'associer les alliés occidentaux à cette affaire.

La ville n'existait plus

La trêve fut transformée le 15 décem bre en un armistice conclu pour vingt-huit jours. Un mois pendant lequel les négociateurs devaient passer à l'étape ultime : le traité de paix. L'accord stipulait évidemment que les deux armées ennemies cessaient de faire mouvement. Les bolcheviks avaient même fait écrire que les forces austro-allemandes, dégagées à l'est des missions de combat ne pourraient être transférées sur le front occidental. Pourquoi le nouveau gouvernement communiste prenait-il un tel soin des intérêts des anciens alliés de son pays? Les plus avisés se souciaient de ne pas couper les ponts avec un partenaire répudié mais qui pourrait redevenir indispensable. Que faire si les pourparlers avec les empires centraux n'aboutissaient pas? D'autre part, on se rendait parfaitement compte que les lasses ouvrières de Grande-Bretagne, de France n'étaient pas entrées dans les considérations - internationalistes - de Lénine. Ces prolétaires-là n'avaient pas lu Marx. En tout cas, ils gardaient le sentiment d'avoir une patrie. Les bolcheviks jugeaient nécessaire de ménager les sentiments de ces camarades - retardés -. Mais la disposition prise n'avait guère d'importance pratique: le commande-ment germano-autrichien s'était réservé le droit d'effectuer les mouvements de troupes qu'il avait décidés avant l'armis-

De la mi-décembre 1917 au début de mars 1918 se déroula la plus étrange des négociations dans une cité de l'actuelle Biélorussie, non loin de la frontière polo-

naise: Brest-Litovsk. C'est actuellement une agglomération de 160 000 habitants. Mais en 1917 ce n'était que ruines. C'est là que « résidait » le général Hossmann. qui menait les pourparlers au nom de l'état-major allemand. Pour la partie politique, il allait être relayé et parfois contredit par Kühlmann, ministre allemand des affaires étrangères, et par le ministre autrichien Czernin.

Dans ses Mémoires (Ma vie, Ed. du Seuil). Trotski raconte: - A l'exception de quelques édifices qui se trouvaient à l'écart de la vicille ville et qui étaient occupés par l'état-major allemand, Brest-Litovsk, à proprement parler, n'existait plus. Tout en avait été incendié dans un accès de rage impuissante par les troupes du tsar quand elles battirent en retraite. C'est très probablement pour cela que le général Hoffmann y avait établi son étaimajor afin de le tenir mieux en main.

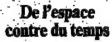
- L'installation et la nourriture étaient d'une remarquable simplicité. Le service était fait par des soldats allemands. Nous étions pour eux les messagers de la paix, et ils nous regardaient avec espoir.

première phase, très conviviale, les deux délégations prenaient leurs repas ensemble. Dans ses souvenirs, Hoffmann fait état de l'impression étrange que lui laisserent ses hôtes. En particulier le paysan, qui demandait simplement . Lequel est le plus fort? » Lorsqu'on lui proposait du vin blanc ou du vin rouge. Trotski ne dément pas cette version. Il écrit : . La première délégation soviétique, à la tête de laquelle se trouvait Joffe, fut circonvenue de toutes parts à Brest-Litovsk... Le général Hoffmann devait regarder avec quelque curiosité Bitsenko, qui avait tué autrefois le général Sakharov. Les Allemands prenaient place à la table entre les nôtres et tâchaient d'apprendre amicale-ment ce qu'ils avaient besoin de savoir. Il y avait dans la première délégation un ouvrier, un paysan et un soldat. Cétalent des hommes venus là par hasard, peu préparés à de telles intrigues. Le paysan, un vieil homme, se laissa même un peu griser pendant un repas. ..

La délégation soviétique fut modifiée lorsqu'il s'agit de passer aux pourparlers de paix. Cette fois, c'est Trotski qui en prit le direction. N'était-il pas commis

négociations, et à part entière, les représentants de la rada, qui faisait office de gouvernement et de Parlement dans l'Ukraine révolutionnaire mais hostile aux soviets. La situation variait de jour en jour. Lorsque les prosoviétiques ukrai-niens remportèrent des succes, Trotski lança: « Désormais, le territoire de la rada est limité à la superficie des chanbres qu'occupent ses délégués à Brest. - [] lui faudra quand même subir un camouflet : le 8 février, la rada signait un traité séparé. Les autorités soviétiques, elles, se

débattaient en plein drame interne. Les Germano-Autrichiens posaient des conditions draconniennes. Evacuation totale de la Finlande, indépendance de la Pologne. des pays baltes, de l'Ukraine et d'ane partie de ce qui deviendra la Biélorussie. Ils appuyaient les Roumains, qui réclamaient la Bessarabie. C'est inacceptable, déclara Lénine: mais nous sommes obligés de l'accepter.



Une première confrontation eut lieu le 21 janvier à l'occasion d'une réunion informelle d'une sorte de comité central élargi. Signons tout de suite cette paix, dit en substance Lénine, parce qu'il nous faut ceder de l'espace pour gagner le temps qui nous est vital. Il s'agit de szuver la seule révolution socialiste existante, en espérant que d'autres peuples mieux préparés prendront le relai.

1 2 2 1

Title

-17, 1, 175

Renforcer

de la coc

entre l'E

Parameter Street

\$14.00 PE 15.00

-14-

Section 1999 . .

E Comment

The second second

1

Tarrest Const

Chère?

Service Services

partial 1-

Straight in

200

C'est vrai, repartit Trotski, mais nous pouvous entrer en paix sans signer. Donc ni guerre ni paix. Nous proclamons que nous cessons les hostilités. Que ferons nous, objecte Lépine, si l'adversaire reprend le combat ? La réponse de Trotski est faible : cette attaque sera désavouée par le prolétariat des empires centraux, et les gouvernants devront y renoncer. En fait, une nouvelle avancée allemande ne pouvait être limitée que par les difficultés ferroviaires et par le manque de troupes disponibles pour occuper un vaste terri-

Un troisième groupe, animé par Bouk-harine, se faisait alors le champion du communisme de gauche et le chantre de la guerre révolutionasire. Si nous signons et si-nous renençons à-combattre, disait-il. nous trahissons le prolétariat européen. Dussions-nous y laisser nos forces ultimes. nous devons faire la guerre à tous les impérialisme.

Ce langage de Boukharine plaisait aux militants. A la réunion informelle, il fut approuvé par treme-deux voix. Trotski en cut seize et Lénine seulement quinze. Le « patron » amonça sa démission, mais le comité central se ravisa. Trotski lui même proposa un compromis qui donna satisfaction à Lépine mais fit perdre encore du temps. Le 10 février, à Brest, le commissaire aux affaires étrangères fit cette déclaration : « Tout en refusant de signer une paix annexionniste, la Russie déclare que pour sa part elle cesse d'être en état de guerre avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie.

Pour sa part, le général Hoffmann annonça le 17-février que les hostilités reprenaient. C'était l'échec de Troiski. Les Soviets sollicitérent la reprise des négociations. Les empires centraux les firent lanterner et ne donnerent une réponse favorable que le 27 février. Non seulement les Russes n'obtinrent aucune amélioration mais au dernier moment il leur fallut encore ceder à la Turquie Batoum ainsi que les vilayets de Kars et d'Abadan.

Trotski s'était rallié à la position de Lénine mais il cessa d'exercer les fonctions de commissaire aux affaires étrangères. Sokolnikov prit in extremis la tête de la délégation qui conclut le 3 mars 1918 le traité de Brest-Litovsk. Il signa le texte sans même prendre la peine de le

FRANÇOIS BREVENT

(1) La Russie a changé de calendrier entre le début et la fin des négociations. Toutes les cont données ici seion le nouveau calendrier.



· Autour des bâtiments occupés par l'état-major s'étendaient de hautes clôtures en fil de ser barbelé. Pendant mes promenades matinales, je tombai sur des écriteaux où était dit : « Tout Russe qui sera trouvé ici sera fusillé. » Je me demandais si ce n'était pas aussi pour moi, car nous étions à demi prisonniers et je revins sur mes pas.

 Brest est traversée par une excellente route stratégique. Durant les premiers jours, nous stimes quelques promenades dans les automobiles de l'état-major. Mais un des membres de notre délégation eut à ce sujet une altercation avec un saus-officier allemand. Hoffmann m'en fit une plainte par lettre. Je lui répondis que, tout en remerciant, nous renoncions à nous servir désormais des automobiles qu'on avait mises à notre disposition.

- Les pourparlers trainaient en longueur. Nos adversaires et nous devions consulter par fil direct nos gouverne-ments. Assez fréquemment la ligne se trouvait hors service. .

Très convivial

Au début, les Russes avaient vainement demandé que les négociations se déroulent en territoire neutre (en Suède). La première délégation soviétique comprenait Kamenev, un des principaux dirigeants du parti, et Sokolnikov, alors membre du comité central. Elle était dirigée par Adolph Joffe, un révolutionnaire qui avait suivi le même itinéraire que Trotski et s'était rallié au bolchevisme en juin 1917. Il y avait bien sûr des experts militaires. mais aussi un ouvrier, un paysan. Dans la ministre pour ses interlocuteurs, habitués à des méthodes plus classiques. Il avait pour tout programme la publication des traités secrets conclus aux derniers temps du tsarisme. D'ailleurs, en prenant son poste, il avait affirmé : « Je feral quelques proclamations révolutionnaires puis je fermerai boutique. . Il vint à Brest accompagné de son ami; Radeck, celui qui publait un pumphlet

saire aux affaires étrangères? Drôle de

quotidien à l'usage des soldats allemands : Die Fackel « la Torche ». Ils avaient à profusion dans leurs bagages des exem-plaires de ce journal. Première décision du commissaire: désormais, chaque délégation fera table à part. Fin de la convivis lité. Et, en séance, un Trotski qui s'adressait plus aux « masses prolétariennes » d'Allemagne qu'à ses interlocuteurs. Chaque point débattu était bourré de propagande. Les Allemands se faisaient les champions de l'indépendance des Polonais et autres peuples européens qui, jusqu'aux dernières débacles, étaient sous autorité russe : les bolcheviks ne pouvaient rejeter l'autodétermination qu'ils prêchaient. Indépendance ? Oui, s'ils le veulent, dit Trotski, mais cela sera décidé lorsque ces territoires cesseront d'être occupés par les Allemands: -

Les conversations trainaient. Parfois, Trotski aliait à Petrograd donner des informations ou discuter de la conduite à tenir. Quand il était à Brest, il lui restait suffisamment de temps libre pour rédiger une première histoire de la révolution

Les Allemands savaient profiter des feiblesses de l'adversaire. Ils invitèrent aux .

"GRAND JURY" RTL- Le Monde dimanche 18h15 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Thierry BREHIER (Le Monde) Dominique PENNEQUIN

Etranger

CORÉE DU SUD : la défaite électorale de l'opposition

La chape de plomb retombe lentement...

Le président Reagan a adressé, jeudi 17 décembre, un message au nouveau président sud-coréen, M. Roh, dans lequei il l'assure de son « soutien complet ». Le porte-parole de la Maison Blanche a d'autre part rejeté les critiques portées contre la validité du scrutin, affirmant que « chaque élection est remise en cause par chaque candidat ».

SÉOUL de notre envoyé spécial

Entre la résignation et la rancœur, entre les enseignes des rues commerçantes et, çà et là, des effluves de gaz lacrymogènes, Séoul vit un lendemain d'élection incertain.

L'affrontement violent entre la police et des contestataires, vendredi 18 décembre, à la mairie du quartier ouvrier de Kuro, dix-huit heures après la victoire de M. Rob Tae Woo, tend à démontrer que le pouvoir, qui parle aujourd'hui de « réconciliation nationale », n'a rien changé à ses méthodes « musclées ». Il y a en des victimes à Kuro. Sans doute des morts, bien que, pour l'instant, on n'en ait aucune confirmation. Une jeune enseignante présente au moment de l'assaut, donné alors qu'il faisait encore nuit, affirme avoir vu des « ombres tomber du toit en hurlant ». A la police, on déclare laconiquement que « des matelos avaient été placés sur le sol ». On peut se demander si cette « précaution » était suffisante alors que la batille finale à eu lieu au cinquième étage... Amer baptême pour la démocratie!

Les contestataires de Kuro avaient confisqué une une supposée bourrée de faux builetins de vote et

voulaient que des représentants de la commission électorale viennent l'ouvrir devant eux. Fort de sa viotoire, le pouvoir a fait donner l'assant par 4 500 policiers antiémeutes. Parmi les personnes arrêtées figure le prêtre de la paroisse. Deux étudients se seraient suicidés en se jetant du toit de la mairie et un homme s'est immolé par le seu. A Chun-ju, un partisan de M. Kim Dae Jung, l'un des deux candidats de l'opposition, s'est également suicidé, laissant une note demandant à M. Roh « de ne pas abuser de son pouvoir et d'être généreux », et aux deux candidats désunis de l'opposition d'accepter le résultat de l'èlec-

Séquelles des passions de la campagne électorale ou grondement de mécontentement, les manifestations sont encore sporadiques et de faible ampleur. Si, quarante-huit heures après la victoire de M. Roh, les Coréens semblent prêts à accepter son élection et si les critiques se concentrent davantage sur les deux Kim, jugés responsables de la défaite des opposants, ane déception où se mêlent lassitude, frustration et impuissance n'en transparaît pas moins dans les propes ou l'attitude de beaucoup.

« Il fant accepter... »

Il règne à Séoul, au lendemain de la victoire de M. Rob, un calme résigné. Cette ville, creuset s'il en fut d'une formidable énergie humaine, semble faire comme si les élections n'avaient jamais en lieu. Elle a retrouvé son atmosphère « normale » : à peine deux heures après que M. Roh s'est proclamé vainqueur en milieu de journée jeudi, la police antiémeute casquée, bottée, bouclier aux pieds avait été placée en faction à l'entrée des passages

souterrains pour piétons aux environs de la mairie de Séoul où devait

L'ordre a repris ses droits sur une pratique peut-être aussi illusoire qu'échevelée de la démocratie. La chape de plomb retombe lentement. Les opposants ont disparu des écraus de télévision, les journaux, qui s'étaient monirés un peu audacieux, sont rentrés dans le rang, insistant dans leurs éditoriaux sur la nécessité de respecter le résultat des élections. Dans les bistrots, le soir, on parle peu politique, comme lorsque l'on préfère oublier un espoir déqu: « Il faut accepter, il n'y a rien à faire pour l'instant », dit un étudiant, favorable à M. Kim Dae Jung. « Je sais que pendant cinq ans je me regarderal plus la télévision et que s'ouvre un nouveau règne de l'arrogance et du mensonge. »

Le premier acte du nouveau président a été de se rendre au stade olympique pour bien marquer que, avec lui à la barre, les Coréens et la communauté internationale pouvaient être rassurés : les Jeux auront lieu dans la stabilité. Quelle qu'ait été l'ampleur de la fraude électorale, la victoire de M. Roh reflète jusqu'à un certain point au choix de stabilité. Elle démontre aussi combien le pays est tenu en main, quelle qu'ait pu être l'ampleur de certaines manifestations en ville. Dans les campagnes, le pouvoir dispose d'un réseau capillaire de contrôle des habitants qui, conjugué à l'information biaisée donnée par la télévision, lui donne un avantage certain :

Dans un petit pays où un village, les habitants sont persuadès que l'on saura en définitive pour qui ils lont voté et, s'ils reçoivent de l'argent, ils se sentem obligés. Ils

ne sont pas aussi cyniques qu'en ville », commente un sociologue. Si le parti majoritaire a effectivement dépensé 2000 milliards de wons comme beaucoup le disent, chaque voie en faveur de M. Roh aura coûté dans les 200000 wons «, ajoute, en souriant, notre interlocuteur (740 wons font un dollar).

Cette victoire, qui constitue un triomphe du statu quo, n'en pose pas moins de questions. La loi de la majorité relative a joué, mais il est aussi clair que 54 % des électeurs ont voté contre un système de pouvoir dont M. Roh est l'héritier, quelles que soient ses promesses et sa figure d'-homme ordinaire, sur laquelle personne ne se fait grande illusion. - Quand on tue un homme, on est un meurtrier: quand on en tue mille, on est un homme ordinaire, dit ce chauffeur de laxi en colère, faisant allusion à la responsabilité de M. Roh dans le massacre des habitants de Kwangju en mai 1980. Beaucoup ont le sentiment de repartir à zéro avec un pouvoir ayant l'appui des militaires et dont le détenteur aura simplement

changé de visage. Si un état de confrontation semble fatent, la responsabilité des deux Kim dans la défaite des opposants est aussi un sacteur de démobilisation. Unie, l'opposition avait sa chance : mais l'apre rivalité des deux hommes la lui a fait perdre. Reslétant cette opinion, les caricaturistes des quotidiens de ce samedi représentaient les deux Kim fouettés par les électeurs. Ce qui est perçu par certains comme une « trahison » pourrait bien constituer un tournant dans leur carrière politique. Déjà, dans les rangs de leurs partis, des voix se font entendre pour demander la relève d'une vicille garde qui a

PHILIPPE PONS.

PAKISTAN: le mariage de Benazir Bhutto La politique d'abord

NEW-DEHLI de notre correspondant en Asie du Sud

Benazir Bhutto elle est, Benazir Bhutto elle restera : il n'y aura pas de M™ Zardari. Asir Zardari, son époux, déjà résigné, a accepté le statut de prince consort : « C'est son problème, pas le mien », dit-il. Benazir Bhutto, chef de file de l'opposition pakistanaise et fille de l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto (exécuté en 1979) s'est mariée, vendredi 18 décembre a Karachi, et les mauvaises langues disent qu'elle a « pris » un mati pour asseoir son avenir politique.

Ce fut un nikah, mariage musulman, avec tout ce qu'il faut de prières, de musique, de danses et de feux d'artifice. Asif, comme le veut la coutume, fut le premier à découvrir le beau visage longtemps voilé de la jeune manée. Mais pour le reste, il fut fait selon les vœux de Benazir. Sa belle-famille ne lui offrit que deux robes au lieu des cinquante et une qu'exige la cou-

La dot, dit-on, fut très modeste, les invités furent dissuadés d'offrir des cadeaux somptueux, et M" Bhutto n'accepta de porter qu'un jeu de bijoux au lieu de cinq ou six. Ce fut donc un maniage « populaire », puisque la mariée est le chef incontesté du Parti du peuple pakistanais (PPP), et vingt mille partisans en délire purent fêter leur pasionaria au cours d'une réception dans le quartier de Kakri, un lieu hautement symbolique : c'est là que, le 14 août 1986, après de violents affrontements avec les forces de l'ordre, Benazir qui était rentrée d'exil cinq mois plus tôt fut arrêtée.

Peu avant, une réception net-

tement plus mondaine svait été offerte par la mère de la manée, la bégum Nusrat Bhutto, ellemême « rentrée au pays » pour l'occasion. Avant et après la cérémonie, Benazir répéta qu'elle était d'abord mariée à la politique. Asif Zardari, de son côté, s'efforce de gommer, mais c'est difficile, son image de play-boy qui passe ses journées à jouer au polo et ses nuits dans les discothèques Entre-terrins une jeune femme, qui assistait de son balcon à la cérémonie, a été tuée per une « baile perdue »...

LAURENT ZECCHINI.

■ LAOS: incident de frontière avec la Thaïlande. — Le viceministre laotien des affaires étrangères, M. Soubanh Srithirath, a accusé la Thaïlande d'avoir bombardé les 15 et 16 décembre une partie du territoire laotien, a rapporté Radio-Ventiana. Dans un commentaire, dont le manuscrit est parvenu vendredi 18 décembre à Bangkok par l'entremise d'une source occidentale, Radio-Ventiana, citant le ministre, a indiquê que cet incident « était le plus grave enregistré au cours des douze demières années ». De son côté, le chef de l'armée de terre thaitendaise, le général Chaowalit, a déclaré joudi à Phitsanulok, village frontalier, que l'escalede dans la région était le fait du Laos, qu'il a accusé d'avoir récemment tiré des coups de feu en direction du territoire thellandais. — (AFP.)

La guerre du Golfe

Renforcement «sans limite» de la coopération militaire entre l'Egypte et le Koweït

LE CAIRE de notre correspondant

Un mois à peine après le rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats arabes du Golfe, l'Egypte vient de concrétiser ses promesses de soutien militaire. « Face à la menace iranienne », un accord est intervenu cette semaine entre l'Egypte et le Kowell, l'Etat le plus « menacé » après l'Irak, pour le « renforcement sans l'imite ou condition de la coopération militaire entre les deux pays ». Il a été conclu au terme d'une visite plusieurs jours au Kowell du vicepremier ministre et ministre égyptien de la défense, le maréchal

Première conséquence de cet accord : l'accroissement du nombre d'experts militaires égyptiens, déjà important, au Kowell, principalement chargés de la défense antiaérienne et du déminage. Par all-

Abdel Halim Abou Chazala.

leurs, les académies militaires et les différents centres de formation de l'armée égyptienne accueilleront, dorénavant, un nombre accue d'officiers koweitriens. L'éventualité de l'acquisition par le Koweit d'armes et de munitions fabriquées par l'Egypte a aussi été examinée au cours du séjour du maréchal Abou Ghazala.

Ce dernier a refusé en revanche de dire si la question de l'envoi d'un contingent de l'armée égyptienne au Kowelt avait été étudiée. Des rumeurs avaient récemment circulé sur l'éventuel remplacement des troupes pakistanaises, présentes dans plusieurs Etats du Golfe et en Arabie saoudite, par des soldats égyptiens. On indique enfin, de source bien informée au Caire, que l'accord intervenu avec le Kowelt devrait être le premier d'une série comprenant notamment l'Arabie saoudite et les Emirats.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

ISRAEL: la répression dans les territoires occupés De neuveeure effrontements à Caza

De nouveaux affrontements à Gaza auraient coûté la vie à trois jeunes Palestiniens

Le sang a de nouvezu coulé, le vendredi 18 décembre, dans les territoires occupés par Israel, où trois jeunes Palestiniens auraient été tués par balles à Gaza après deux jours d'une légère accalmie, selon des sources palestiniennes. Il s'agirait d'un Palestinien du camp de réfugiés de Bureij, dans le sud de Gaza, et de deux résidents du quartier de Sedjayeh, dans le ville de Gaza. La radio israélienne n'a confirmé la mort que de deux manifestants palestiniens, indiquant que neuf autres avaient été blessés.

Le bilan des victimes, après dix jours d'affrontements, s'élevait vendredi en fin d'après-midi à dix-buit morts par balles, selon des sources palestiniennes en Israël, à dix-sept tués, selon des souces israéliennes et à vingt et un morts, selon l'office de l'ONU d'aide aux réfugiés de Palestine (UNRWA).

Les événements de vendredi, survenus à la sortie des mosquées après la prière, ont brusquement ravivé la tension qui avait quelque peu baissé les deux jours précédents. De violents affrontements avec les forces de l'ardre se sont notamment poursuivis vendredi autour de l'hópital Shifa de Gaza, où les blessés et les morts avaient été transportés. Par ailleurs, un fidèle musulman âgé de soixante-dix ans est décédé d'une crise cardiaque sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem, troisième lieu saint de l'islam, au moment où la police dispersait une manifestation anti-israélienne à coup de grenades lacrymogènes.

Pourtant, les responsables politiques du pays, soumis à de fortes pressions internationales, avaient semblé ces derniers jours vouloir éviter à tout prix de nouvelles effusions de sang et avaient donné à l'armée des ordres stricts de ne tirer qu'en dernier recours.

Une délégation composée des ambassadeurs de RFA, de Belgique et du Danemark, représentant l'ensemble de la CEE, a encore exprimé, vendredi, la très forte préoccupation des pays européens face à la dégradation de la situation dans les territoires occupés. Recevant cette délégation, le ministre des affaires étrangères par intérim, M. Ezer Weizman, a reconnu que la situation était « très grave » et a promis de faire tout son possible pour que cessent les essuisons de sang.

M. Weizman s'est déclaré également très soucieux des réactions en Egypte et a demandé, vendredi, l'autorisation au premier ministre israélien, M. Ytzhak Shamir, de se rendre dans la région de Gaza, mais le chef du gouvernement a refusé.

La politique d'intransigeance de ce dernier ne fait cependant pas l'unanimité dans l'opinion publique israélieme. La presse surtout, ne mênage pas ses critiques contre le gouvernement, qu'elle accuse de « mener la politique de l'autruche » en minimisant la gravité des événements. Les journaux, toutes tendances confondues, s'en prement aussi bien à M. Shamir qu'à ses par-

tengires travaillistes du gouvernement d'union nationale.

Le gouvernement devra également tenir compte de la réaction des 650 000 Arabes israéliens, dont les représentants ont appelé la population arabe d'Israél à une grève générale lundi.

A l'étranger, les critiques contre

l'attitude des autorités israéliennes se sont poursuivies vendredi. A Washington, le président Reagan s'est déclaré - très préoccupé - par les événements dans les territoires occupés, et la Maison Blanche a rappelé que les Etats-Unis avaient demandé a Israél - de faire preuve de retenue -.

Les Britanniques ont, pour leur

part, souligné le côté - excessif - du recours à la force par - les autorités d'occupation - israéliennes, - nettement en contradiction avec l'obligation faite à la puissance occupante par l'article 27 de la [quatrième] convention [de Genève sur le traitement des civils en temps de guerre], lequel stipule que toutes les personnes protégées soient traitées humainement à tout moment ». Cette déclaration a été faite par le représentant de Londres au Conseil de sécurité des Nations unies qui a reporté ses débats, sur la situation

en Cisjordanie et à Gaza, à luadi.

Par ailleurs, le Jihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP) a menacé, vendredi, de s'en prendre aux quatre otages (trois Américains et un Indien) qu'il détient depuis le 24 janvier 1987, si Israël poursuit sa répression dans les territoires occupés. Un communiqué en ce sens, parvenu à une agence de presse occidentale à Beyrouth, est accompagné d'un cliche instantané en couleurs de l'otage américain, Robert Polhill, vêru d'une combinaison kaki et d'un t-shirt jaune, et sur lequel sont pointés deux fusils mitrailleurs. — (AFP, Reuter).

Une déclaration de Mª Marie-Claire

Mendès France

Présidente du Comité français pour la paix au Moyen-Orient, M= Marie-Claire Mendès France nous a fait parvenir le communiqué suivent.

 La grave tension qui ne cesse de monter depuis quelques semaines dans les territoires occupés par Israel démontre l'urgence d'une véritable négociation entre les responsables israéliens et palestiniens, y compris l'OLP, en vue de réaliser la coexistence entre ces deux peuples sur la base de l'autodétermination.

Le sang n'a déjà que trop coulé dans cette région de part et d'autre. Il faut que cesse le cycle infernal des violences, afin de ne pas conforter les extrémismes et ainsi gâcher les chances de paix. On ne peut pus impunèment dénier à un peuple le droit à l'autodétermination. Il y va de la sécurité et de l'inlégrité même d'Israël.

A TRAVERS LE MONDE

La retraite de M. Husak avait été décidée en novembre

Prague (AFP). — La décision de remplacer Gustav Husak par Milos Jakes à la tête du PC tchécoslovaque avait été prise dès novembre dernier, lors d'une réunion du présktium de ca parti, a révélé le vendradi 18 décambre à Prague, M. Michal Stefanak, chef du département de la politique internationale du comité central du PCT. Entendu lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion de deux jours du plénum du comité central. D'après lui M. Milos Jakes « a été le saul candidat » à la succession.

Le nouveau numéro un a tenu à enlever toute illusion à ceux qui espéraient des mesures de libéralisation à la suite de ce changement de la démocratie sera toujours basé fermement sur les principes socialistes. Aucun espoir de légalisation d'une opposition politique, qui ne pourrait être qu'antisocialiste, n'a de fondement », a-t-il notamment déclaré dans son rapport devant le CC. Et il n'y a selon lui « aucun motif d'afficher une position défensive face aux attaques des entemis, qui vont sans doute se mutiplier à l'approche du 20° anniversaire des événements de 1968 » dans son pays.

République sud-africaine

MM. Fernand Wibaux et Jean-Yves Ollivier ont été décorés

par M. « Pik » Botha

Deux personnalités françaises
été décorées la jauril 17 décer

Deux personnalités françaises ont été décorées, le jeudi 17 décembre, par l'Afrique du Sud pour leur rôle dans l'échange de prisonniers entre Luanda et Pretoria en septembre dernier. Il s'agit de MM. Fernand Wibaux, conseiller diplomatique du gouvernement, et Jean-Yves Offivier, homme d'affaires ayant effectué dans la région des missions pour le premier ministre.

Ces deux Français, ont été promus dans l'ordre de Bonne Espérance, la plus haute distinction civile sud-africaine qui puisse être décernée à des étrangers. La remise de ces distinctions organisée à la résidence du Cap du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, était destinée, selon un communiqué officiel sud-africain, à récompenser « le rôle-clé qu'ont joué » ces deux personnalités « dans la libération par l'Angola du commandant Wynand

Interrogé sur ces décorations, le Quai d'Orsay a déclaré tout ignorer de cette affaire. M. Wibaux avait joué un rôle actif dans l'échange de prisonniers qui avait permis la libération du jeune coopérant français Pierre-André Albertini.

Chère Task Force 623...

(Suite de la première page.)

Parti de Toulon le 30 juillet, le groupe aéronaval qui se tient à l'entrée de la mer d'Oman a déjà fait trois patronilles dans le Golfe, les deux premières d'un mois, la dernière de dix-huit jours seulement afin d'éviter aux marins d'avoir à passer Noël à terre sans famille. Parmi les deux mille hommes du Clemenceau, cinq cents out moins de vingt ans.

La flotte française engagée près

du Goife paraît de dimension modeste comparée à l'armada que les Étars-Unis out mise sur pied : plus de 400 000 tonnes de bateaux de combat, 90 avions, 25 000 hommes. Politique d'intimidation qui a, en partie, porté ses fruits puisque, depuis le mois d'août, les iranieus n'ont plus posé de mines en mer, sauf des mines dérivantes, et ne se livrent plus à des attaques aérieunes.

En revanche, les Iraniens disposent de missiles Silkworm, de fabrication chinoïse, dont ils peuvent se servir à partir de la presqu'ile de Fao et dans le détroit d'Ormaz. Pour le moment, ils utilisent des frégates armées de canons et de petites vedettes. « C'est une guerre très intelligente et très contrôlée, avec le choix des moyens et des lieux », notent des experts militaires qui relèvent, en passant, que quatre pêtroliers, sous pavillon britamique, postés à l'île de Larak, servent de citernes aux forces iraniennes...

Ce fut un pétrolier soviétique qui, en mai 1987, alore qu'il évacuait du brut de Koweit, fut le premier bateau étranger à servir de cible aux Iraniens. Aujourd'hui, l'Union soviétique dispose sur place d'une dizzaine de navires de combat qui mouillent au large de Khor-al-Fakkau. Les Britanniques, les Italiens, les Belges et les Néerlandais sont aussi présents.

Malgré tout, la protection de ces flottes concerne seulement 10 % du trafic. La grande majorité des navires marchands — panaméens, japonais, grecs, chypriotes, etc. — qui vont se ravitailler au Kowelt ou en Arabie saoudite, naviguent sans escorte et sont donc la cible favorite des forces iramiennes ou des gardiens de la révolution (Pasdarans).

Ancune marine nationale n'a encore, en effet, décidé d'accorder sa protection à un navire de commerce qui ne bat pas pavillon de son propre pays. Pas question de sortir du concept de légitime défense et de s'ériger en gendarme du Golfe, chargé de faire respecter la liberté de navigation. En définitive, beaucoup de moyens mis en œuvre pour peu d'effet.

JACQUES DE BARRIN.

Selon un médecin palestinien Des soldats ont brutalisé des blessés dans un hôpital

Gaza (AFP). — Un chirurgien palestinien de l'hôpital Shifa à Gaza, qui a demandé à conserver l'anonymat, de crainte de repré-sailles des autorités militaires israéliennes, a dénoncé, le ven-dredi 18 décembre, dans la soirée, « l'assaut meurtrier et inhu-main des gardes-frontières israéliens » contre son établisse-ment hospitalier. « Vers midi, les deux premiers blessés légers [palestiniens] sont arrivés. En moins d'une heure, deux morts et une dizaine d'autres blessés par balles nous ont été amenés », a-t-il déclaré. « Les familles, comme cela est la tradition ici, accompagnaient les victimes, a-t-il poursuivi. Très ranidement, près de cinq cents personnes se trouvaient dans l'ençeinte de l'hôpital. Devant les grilles, entre-temps fermées, des aroupes de jeunes ont commencé à manifester, lançant des pierres et des cocktails Molotov sur les soldats — plus de trois cents, nous n'en avions jamais

vus autant jusqu'à présent – qui encerclaient l'hôpital. a Vers 2 heures locales [12 heures GMT], deux des manifestants ont été blessés par

[12 heures GMT], deux des manifestants ont été blessés par belles. Les soldats ont brutalisé les deux jeunes blessés que leurs canarades tentaient de protéger en faisant diversion. Comme les garçons saignaient abondamment, nous avons laissé leurs camarades et des infirmiers les trainer à l'intérieur de l'enceinte. Pendent ce temps, les hélicoptères survolaient l'hôpital. »

a Comme nous refusions de livrer les manifestants qui avaient pu entrer pendant ce bref délai, a affirmé le médecin, les gardes-frontières (...) ont fait truption de force. Ca tirair dans tous les sens, les Israéliens se battaient evec les parents des victimes. A coups de crosse contre des femmes et des enfants. Ils ont même brutalisé les blessés par balles sur les lits et les infirmiers qui tenteient de s'interposer. »



ÉTATS-UNIS: les discussions sur le budget

M. Reagan menace d'opposer son veto si des aides à la Contra ne sont pas débloquées

de notre correspondant

Depuis vendredi 18 décembre à minuit, Washington joue à se faire peur, suspendue au résultat d'une classique épreuve de force entre la mêlée, comme il se doit, est confuse, la question infiniment « sensible » de l'aide aux « contras » du Nicaragua se superposant au problème infi-niment complexe de la réduction du déficit budgétaire américain.

Mais l'enjen est d'importance, aussi bien pour les parties en pré-sence an Nicaragus que pour tous ceux, aux Etats-Unis et dans le monde, qui attendent depuis des semaines que l'accord sur la réduc-tion du déficit, péniblement obtenn le 20 novembre, entre enfin dans les faits. De plus, le blocage de la situa-tion force théoriquement l'administration à mettre la clé sous la porte, puisque, faute de budget et donc de ressources, les services de l'Etat devraient en principe cesser de fonc-

Un diplomate soviétique accusé d'espionnage va être expulsé

M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, a confirmé, dredi 18 décembre, que M. Mikhall Katkov, second secrétaire à la mission soviétique auprès de l'ONU, avait été arrêté, jeudi, par la sûreté fédérale (FBI) et serait expulsé pour avoir abusé de ses privilèges de résidence », c'est-à-dire, en clair,

Un responsable, qui a demandé à conserver l'anonymat, a précisé que le diplomate soviétique avait été pris la main dans le sac -. - Il se livrait sans doute possible à l'espionnage, et cela ne concernait pas que des informations sur le sec-

rement, l'imbroglio illus tre à la perfection les graves inconvénients de la procédure budgétaire qui permet au Congrès de voter d'un souffle d'énormes « paquets » législatifs où les autorisations de dépenses essentielles au fonctionnement de l'Etat se mélent à des ques-tions de politique étrangère, tandis

tionner à partir du samedi 19 décembre 0 heure.

Accessoirement, l'imbroglio illus-Accessoirement, l'imbroglio illus-

Restait encore à s'entendre sur le détail des mesures, la nature exacte des impôts et ressources d'une part, des économies de l'autre, nécessaires pour arriver à un résultat considéré comme tout juste satisfaisant Nécessité faisant loi, les deux par-



que certains élus profitent des innombrables possibilités offertes par le système pour rajouter, à la dernière minute, les dispositions favorisant les intérêts financiers des lobbies qui sont leurs bailleurs de

Depuis la chute de Wall Street à la mi-octobre et l'inquiétude qu'elle a suscitée dans l'ensemble du monde financier et économique, une très forte pression s'était exercée sur les responsables politiques américains pour qu'ils trouvent enfin les moyens de réduire leur déficit budgétaire. Après bien des atermolements, la Maier Blanche et le Compiler des la com gie à implications militaires », a-t-il fini par trouver un accord de prindit. — (AFP.) Maison Blanche et le Congrès out

ties s'acheminaient vers une solu-tion, en dépit d'un premier dépasse-ment des délais (tout en principe aurait dit être au point avant le

points litigieux plus politiques qu'économiques : une loi que le Congrès a fait figurer dans le «paquet», et dont M. Resgan ne veut pas (il s'agit d'obliger les chaînes de radio et de télévision à diffuser systématiquement des points de vue différents sur tous les sujets controversés). Et suriout, des crédits pour les rebelles antisandi-nistes, dont la Chambre des représentants ne vent pas, alors que le président en fait une question de principe.

Au cours des derniers mois, il semblait évident que l'administra-tion éprouverait d'extrêmes diffi-cultés à l'aire accepter par le Congrès une quelconque aide aux contras ». Mais, dernièrement, les circonstances avaient un peu circonstances avaient un peu changé: la réalisation dans les faits du plan Aries pour une paix en Amérique centrale semble de plus en plus aléatoire. Le régime de Managua se raidit sur ses positions, et surtout les révélations récentes et controversées d'un transfuge du Nicaragua, le commandant Miranda, qui affirmait que les sandinistes projetaient un développement considérable de leurs forces armées, ont inquiété certains memarmées, ont inquiété certains mem-bres du Congrès, même parmi ceux qui avaient été très sensibles, à l'automne, à l'offensive de charme

de Managua. Du coup, la thèse de la Maison Blanche (les sandinistes renieront tous leurs engagements dès qu'ils seront débarrassés de la pression de la Contra) a retrouvé une plus grande crédibilité, et le Sénat a voté le 12 décembre une side non militaire de 16 millions de doilars sur deux mois aux anti-sandinistes. Mais la Chambre des représentants, sons l'impulsion du speaker Jim Wright, personnellement très engagé dans l'affaire nicaraguayenne, a persisté dans son refus, ce qui a conduit M. Reagan à brandir sa menace de

Le président, peut-être parce qu'il se sent revigoré par le succès de sa rencontre avec M. Gorbatchev, semble fermement résolu à livrer ble fermement résolu à livrer bataille et à utiliser à fond l'avan-tage que lui offre le calendrier. En hloquant le vote du budget, il contraint en effet les congressistes à rester en session à l'approche des fêtes de Noël, perspective très dou-loureuse pour eux. M. Reagan lui-même a décidé de ne pas se rendre ce week-end à Camp David et s'est déctaré disposé à remoncer s'il le faut à ses vacances en Californie. faut à ses vacances en Californie. ce qui, de sa part, confine à

JAN KRAUZE.

De passage à New-York après avoir reçu le prix Nobel de la paix

Le président du Costa-Rica critique sévèrement le Nicaragua

Le président du Salvador, sition politique », à expliqué L Duerte, à annoncé vendredi M. Arias: M. Duarte, a amoucé vendredi 18 décembre qu'il n'avait pas l'intention de décréter une trêve avec la guérilla pour Noël sem-blable à celle dont sont convenus au Nicaragua le gouvernement sundiniste et les forces de la Contra. Par ailleurs, les rebelles antisandinistes out accepté de mener la semaine prochaine une troisième série de négociations en République dominicaine « dans l'intérêt de la paix ».

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

tournée diplomatique dans quatre pays nordiques, au cours de iaquelle il a reçu le prix Nobel de la paix, le président Arias (Costa-Rica) a rendu visite au secrétaire gén des Nations unies. Au cours d'une conférence de presse, vendredi 18 décembre, il s'est montré déçu et 18 décembre, il s'est montré depu et irrité par les attaques du gouvernement de Managua contre l'opposition nicaraguayenne, surtout par le discours prononcé la semaine dernière par le président Ortega (dans ce discours, M. Ortega avait notamment affirmé qu'il était « prêt à quitter le souvernement mais par le quitter le gouvernement mais pas le pouvoir »). « L'essentiel des accords de paix de Guatemala consiste à restaurer la démocratie en Amérique centrale. Or la démocratie suppose le respect de l'oppo-

Commentant les affirmations d'un transfug nicaraguayen, le major Roger Miranda Bengoechea, selon lequel le régime de Managua aurait l'intention de maintenir une armée d'environ cent mille hommes, appuyé par six cent mille réservistes, le président du Costa-Rica s'est dit

Arrivé aux Etats-Unis il y a envi-ron deux mois, le major Miranda occupait, à Managua, les fonctions de directeur de cabinet du ministre les intentions belliquenses des San-dinistes sont mises en doute par cer-tains responsables de la CIA et par le département d'Etst, qui estiment que « les chiffres avancés par le major Miranda ne sont corroborés par aucune autre source ».

Alors que la tension monte à l'approche de la décision que le Congrès doit prendre au sujet de l'aide américaine aux «contras», le président Arias reproche à Moscon et à Washington de ne pas s'intéres-ser au plan de paix. Déplorant que le sujet n'ait été abordé que brièvement lors du récent sommet de Washington, M. Arias a l'intention de provoquer, pent-être avant le 15 janvier, une prise de contact avec ces deux pays : « Maintenant que je porte les insignes du prix Nobel, Moscon et La Havane voudront peut-être enfin m'adresser la parole », 2-t-il conchi.

BRÉSIL: en conflit avec le président Sarney

M. Pereira, ministre des finances, quitte le gouvernement

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

Nouvelle turbulence dans la Nouvelle turbulence cans a temporare de l'économie brésilienne: Ac ministre des finances, M. Bresser-Pereira, a remis sa démission, le vendredi 18 décembre. Il était entré en conflit avec le président Sarney à propos d'un train de mesures fiscales destiné à réduire le déficit public. Son successour sera le quatrième Son successeur sera le quatrième titulaire du poste en un peu moins de trois ans de «nouvelle Républi-

Le ministre avait indiqué claire-Le ministre avait indiqué claire-ment qu'il engageait son autorité dans le plan d'austérité proposé au-président de la République. Sans une augmentation des recettes et une restriction des dépenses de l'Etat, il se disait incapable de contrôler les comptes de la nation l'an prochain et de lutter contre l'inflation, qui a batta un nouveau record en 1987 (entre 370 % et 400 %).

400%).

Appelé en mai dernier à réparer les effets désastreux du plan Cruzado, lancé en 1986 (hyperinflation et épuisement des réserves de change), M. Bresser Pereira avait lancé, un mois après, un nouveau programme de stabilisation. Après trois mois de blocage des prix, l'inflation est repartie de plus belle (13 % en novembre, 14 % prévus en décembre), tandis que le déficit public ne cessait de s'aggraver.

Pour accroître les recettes de Pour accroître les recettes de l'Etat, M. Bresser Pereira deman-

dait d'augmenter l'imposition sur les revenus du capital, ce que M. Sar-ney a refusé. Même refus présidentiel des coupes sévères proposées par le ministre dans les dépenses publi-ques : M. Bresser Pereira voulait tailler dans la graisse d'un État nettement hypertrophie, par suppres-sion ou privatisation d'entreprises et réduction d'effectifs. Le but était d'obtenir une économie équivalant à 2 % dn PNR: Mais la réaction a été vive de la part des administrations intéressées et M. Sarney a reculé. Le ministre démissionnaire n'a pas échoué sur tous les plans : il a

merciale, qui a retrouvé un excédent annuel de 10 à 11 milliards de dollars, et préparé la voie à un accord avec les créanciers étrangers, en abendonnant le moratoire unilatéral abandonnant le moratoire unilateral décidé en février dernier pour le paiement des intérêts de la dette privée à moyen et à long terme et en ramenant le Brésil à la table des négociations avec le FMI, revire-ment important qu'il a su imposer à son parti, le Mouvement démocrati-que brésilien (PMDB), qui ne vou-

lait pas en entendre parier. M. Sarney a désormais les mains libres pour choisir un nouveau res-ponsable de l'économie. Jusqu'à pré-sent, ses choix lui avaient été imposés par le parti majoritaire, le PMDB, dont une fraction importante est désormais favorable à une rupture avec le gouvernement.

CHARLES VANHECKE

Diplomatie

Le « grand Maghreb » en gestation

L'Algérie multiplie les contacts avec le Maroc

ALGER

de notre correspondant

Le rêve de l'édification du - grand Maghreb - progresse. Une délégation algérienne conduite par M. Ahmed Attas, directeur des affaires étrangères, a conclu, vendredi 18 décembre, une série d'entretiens à Rabat. La mission était essentiellement technique, a-ton précisé à Alger. Mais les confins du technique et du politique se rejoignent forcement lorsqu'il s'agit de parler d'échanges et de coopération conomique, de circulation des biens et des personnes, de réouverture des frontières. Sujets mineurs peut-être, mais préludes nécessaires à la normalisation des rapports entre deux pays voisins, qui n'ont plus de rela-1976 pour cause de conflit au Sahara occidental

Ces · consultations d'experts », en fait, débroussaillent le terrain pour une rencontre beaucoup plus

5th lessibet privé des Sciences et Techniques Unquines depois 1954

NOUVEAU PROGRAMME 1988

SCIENCES-PO

· Methodologie de la dissertation

ENTRÉE EN AP

Annee complete OCTOBRE # JUH
Sessions semestrielles - JANY-FEV # JUN
Session intensire JURIET-AOUT

TEL.: 42.24.10.72

45.85.59.35

solitique : celle d'une commission nterministérielle qui devrait se réunir prochainement, présidée par les ministres des affaires étrangères algérien et marocain. La décision de mettre sur pied cette commission aurait été prise le 21 novembre, lors de la dernière visite à Alger (le Monde du 24 novembre) du chef de la diplomatie marocaine. La voionté de dialoguer, malgré la persistance de la guerre au Sahara occidental, pe s'est pas démentie depuis le som-met tripartite d'Akid Lofti (à la frontière algéro-marocaine), où le président Chadli avait rencontré le roi Hassan II en présence du souve-rain d'Arabie saoudite (le Monde du 5 mai 1987). Les deux ministres depuis lors une bonne demizaine de fois, et il n'est pas exclu que M. Ibrahimi se rende à Rabat le mois prochain.

Qu'en est-il alors de la position officielle de l'Algérie, selon laquelle il ne peut y avoir de rapproch avec le Maroc qu'après l'amorce d'un processus de règlement du pro-

9 M. Jean-Bernard Raimond & affaires étrangères a effectué à Dublin, vendredi 18 décembre, une visite de travail su cours de laquelle il s'est entretenu avec les dirigeants rlandais des problèmes de la CEE. M. Jean-Bernard Raimond a estimé mt que les questions qui n'ont pas trouvé leur solution au Conseil européen de Copenhague devraient être réglées au niveau des ministres des affaires étrangères avant le sommet extraordinaire de Bruxelles, en février, qui ne devrait avoir à se prononcer que sur les principes directeurs de la réforme des finances de la Communauxé. - (Cor-

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialise dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à: MSE,LM

blème sahraoui? L'Algérie considère t-elle la visite de la com-mission technique de l'ONU et de l'OUA, chargée d'étudier les modalités d'organisation d'un éventuel référendum d'autodétermination au Sahara occidental, comme un premier pas? C'est possible. D'autant que les responsables algériens lais-sent volontiers entendre, en privé, que cette mission a été mise sur pied à l'instigation de l'Algérie, qui s'était auparavant assurée des itions marocaines

La normalisation tuniso-libyenne

Pendant que la délégation du ministère algérien des affaires étrangères séjournait au Maroc, le pre-mier ministre, M. Abdelhamid Brahimi, était en visite officielle en Libye jusqu'au dimanche 20 décembre. Il était accompagné d'une importante délégation gouverne-Le premier ministre algérien a

entrepris cette visite une semaine après que le commandant Hamidi Khouildi, envové spécial du colonel Kadhafi, eut remis un message de l'Etat libyen au président tunisien, M. Zin El Abidine Ben Ali, et déclaré que le rétablissement des relations diplomatiques entre Tunis et Tripoli u'était plus qu' - une question de détails -. Optimisme partagé à Alger où l'on espère une normalisation avant la fin de l'année. Pour en arriver là, les dirigeants algériens n'ont pas ménagé leurs efforts. Pression sur les Libyens pour qu'ils indemnisent totalement les Tanisiens expulsés de Libye en 1985 et incitation à la magnanimité en direction de Tunis.

Cependant, les Algériens ne sont pas dupes non plus. Ils connaissent le colonel Kadhafi et son caractère fantasque. C'est en partie pour cela qu'il n'n jamais été sérieusement question d'union entre Alger et Tripoli, mais plutôt d'- unité -, de - complémentarité économique - et d'- approfondissement des relations

Il est clair, dans l'esprit des dirigeants algériens, que cette unité, tant réclamée depuis dix-huit mois, ne peut passer qu'à travers le cadre plus général et plus contraignant à la fois du traité de fraternité et de concorde qui lie déjà, depuis 1983, la Tunisie, l'Algérie et la Mauritanie. Une réunion — la première du geure — des ministres des affaires ctrangères des trois pays signataires devait, du reste, se tenir, le dimanche 20 décembre, à Alger, et le traité pourrait bien servir de colonne vertébrale à ce que les chefs d'Etat de la région appellent - le grand

Les trois ministres devaient étudier l'opportunité de l'adhésion libyenne au traité. Pour être sûr qu'aucun arriéré ne traîne en Tuniie, Tripoli a versé sur le coinpte d'une banque tunisienne une somme considérable, qui sera renouvelée dès que de nouveaux travailleurs tunisiens spoliés en Libye se feront connaître. Les relations diplomatiques entre Tunis et Tripoli rétables, rien ne s'opposera plus, théorique-ment, à l'adhésion de la Libye au traité. Mais Tunis peut-il accepter de voir ainsi Rabat isolé sur la scène

Certes, non. Alors, pour contour-ner l'écueil de l'absence de relations officielles entre Alger et Rabat, une solution doit être trouvée, et c'est ici que l'on parle de ressortir des car-tons les vieux textes signés à Tanger, en 1958, entre l'Istiqual marocain, le Destour tunisien et le FLN algéries encore en guerre. Le com signé à l'époque entre les trois partis ne prévoyait-il pas déjà l'établisse-ment, après l'indépendance de l'Algérie, d'un Parlement maghré-bin (algéro-tuniso-marocain) consultatif ?

La compatibilité entre les textes du traité et celui de la réunion de Tanger devrait permettre, malgré l'acuité du problème sahraoui, d'envisager un « grand Maghreb » à cinq (1). En attendant, si l'éventua lité se présente, de voir an jour un Etat sahraoui entrer de plain-pied dans le concert régional en tant que sixième Etat maghrébin...

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Europe

URSS: jugé pour corruption « à une grande échelle »

Le gendre de Léonide Brejnev est passible de la peine de mort

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Le gendre de l'ancien numéro un soviétique, Léonide Brejnev, M. Youri Tchourbanov, sera jugé « dans un mois ou deux » et encourt a aons un most ou eeux » et encourt la peine de mort pour corruption et pou-de-vin « à une grande échelle », a indiqué, vendredi 18 décembre, un haut fonctionnaire soviétique. M. Tchourbanov, cinquante ans, premier vice-ministre de l'intérieur, de 1979 à 1984, avait été arrêté en de 1979 à 1904, avant etc arrête en février dernier et incarcéré à la pri-aun de Lefortovo à Moscou. L'ins-truction ett à présent terminée et l'acte d'accusation en cours d'élabo-

An terme de la loi soviétique, les crimes dont est accusé M. Tchourbanov sont passibles de la peine de mort par fusillade, ou de quinze ans de détention. Cependant, souligneton dans les milieux officiels, la tendance acquelle servir puyét à limite. dance actuelle serait plutôt à limiter dans la mesure du possible les condamnations à la peine capitale, et, compte têms du contexte politique et des liens familiaux de l'accusé — même en période de débrejnévisation — il est plus probable que le tribunal opte pour la pri-

Troisième mari de Galina Brej-nev, Youri Tchourbanov avait été subitement répressedé vation de liberté. subitement rétrogradé au ministère de l'inférieur en décembre 1984, deux ans après la mort de Léonide Brejnev. Selon la rumeur publique, il était impliqué en particulier dans un trafic de voitures de luxe. Son arrestation était la troisième dans une série de scandales qui ont éclaboussé la famille Brejn un ami très proche de Galina Brej-nev, Lev Kolevatov, directeur du Cirque de Moscou, avait été condamné à treize ans de prison en 1984 pour corruption, et un autre ami de la turbulente fille de Léonide Brejnev, Youri Sokolov, directeur du Gastronom nº1, le plus grand magasin d'alimentation de la capitale, était condamné à mort en 1984, toujours pour corruption.

SYLVIE KAUFFMANN

Pour Noël, faites-vous offrir un Miele par un petit vieux.

ercira, ministre des fa

guitte le gouverneme

De pariage à New-York

Nobel de la la

ésident du Costa-Rio

severement le Nico

Comment? Il suffit de faire part de vos désirs à un monsieur un peu mûr qui se fera un plaisir de vous gâter. L'ILELE Tiens, c'est bientoi Noël! En d'autres termes, c'est le moment de vous faire offrir un Miele, voire même plusieurs. Un détail : le monsieur en question porte une houppelande rouge et une barbe blanche. Profitez-en, il est généreux. LA PAIX N'A PAS DE PRIX.

6 Le Monde Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987

Politique

La fin de la session parlementaire

La session d'automne du Parlement s'achève, le dimanche courte session extraordinaire. Le ministre chargé des relations avec 20 décembre à minuit, sans que les deux Assemblées aient pu venir à bout d'un ordre du jour passablement bouscuié, et les parlementaires devraient être conduits, dès landi, à prolonger leurs travaux pour une courte session extraordinaire. Le ministre cange des resattois avec qui restent en pavette entre l'assemblée manosme et le Sessit. Aucun le Parlement, M. André Rossinot, l'a confirmé : le gouvernement texte aouveau ne devrait être soumis, sans imprévu, aux parlement des natures à cette occasion. Une autre session extraordinaire du Parlement devraient être conduits, dès landi, à prolonger leurs travaux pour une probablement dès le début de la semaine, afin d'épuiser les projets

Sénat

qui restent en navette entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Aucun

Assemblée nationale

La contribution des employeurs pour le logement est réduite et devrait être mieux gérée

adopté, le jeudi 17 décembre, un projet de loi présenté par M. Pierre Méhaignerie qui dimimue de 0,77 % à 0,72 % de la masse salariale la contribution des employeurs pour le logement et qui crée une agence nationale chargée de contrôler et de coordonner l'action des organismes gérant les sommes ainsi recueillies. Seuls le RPR et l'UDF l'ont approuvé, le PS, le PC et le FN rotant contre.

- La réforme consensuelle » qu'espérait défendre le ministre de l'équipement et du logement a été mise à rude épreuve au Palais-Bourbon. Pourtant, tout le monde reconnaît la nécessité de demander aux entreprises un effort pour linancer le logement social. Tout le monde, à l'exception du Front national, dont le porte-parole, M. Jean-Pierre Schenardi, (Val-de-Marne), a affirmé que ce n'est pas « le rôle des entreprises de contribuer à la solidarité nationale -, le 1 % étant, à ses yeux, «l'exemple type de la socialisation de notre société ».

Le consensus existe pour critiquer des ans 0,77%, est actuellement géré par les comités interprofessionneis du logement (CIL) à qui il est reproché de ne plus privilégier l'habitation sociale, de se livrer à des placements financiers et de dépenser des sommes trop importantes pour leurs frais de gestion. Les communistes, qui ont profité de ce débat pour contester l'ensemble de la poli-

Le projet de loi de pro-

gramme sur le patrimoine monu-

mental a été adopté en première

lecture à l'Assemblée nationale

le vendredi 18 décembre. Les

députés ont approuvé à l'unani-

mité le texte présenté par le

ministre de la culture. Les socia-

listes et les communistes se sont

L'Assemblée nationale a dénoncé le texte « qui porte un coup au droit au logement dont devrait bénésicier tout citoyen », a dit Mª Muguette Jacquemain (PC, Hauts-de-Seine).

> Il surait fallu que le taux de contribution des entreprises remonte à 1 % et atteigne progressivement 2% et que les représentants des salariés solent véritablement associés à la gestion des sommes ainsi récoltées et à la répartition des logements qu'elles permettent de

Diminner la charge financière des entreprises

Loin d'avoir une opposition de principe à cette réforme, les socialistes avaient pensé qu'ils pourraient contribuer à l'améliorer. Ainsi, la gauche étant majoritaire lors de la réunion de la commission de la production, elle avait désigné le rapporteur, M. Gay Malandin (PS, Yvo-lines). Celui-ci n'a démissionné qu'au cours du débat en séance publique, la majorité ayant réfusé de le suivre dans son souhait de voir garantir que la diminution de la pas une baisse des crédits consacrés au logement, des économies n'étant faites que sur les frais de gestion.

Il serait même possible de descendre à 0,62 % affirme, pour sa part M. Mébaignerie - sans diminuer les investissements », tant les dépenses annexes sont importantes. Pour lui, diminuer les charges financières tique de M. Méhaignerie, ont imposées aux entreprises sans abais-

Les députés approuvent la loi de programme

sur le patrimoine monumental

- La dégradation de notre patri-

moine monumental nécessite une réaction à la fois vigoureuse et

urgente. - Ce constat du rapporteur

de la commission des affaires cultu-

relles, M. Jean-Pani Fuchs (UDF,

Haut-Rhin) a fait l'unanimité sur

les bancs du Palais-Bourbon. Pour le

député UDF, le projet du gouverne-

ser l'effort pour le logement. Les socialistes auraient aussi souhaité qu'un fonds de péréquation permette de faire profiter les salariés des petites entreprises des habitations ainsi construites, alors que la faible cotisation de leurs employeurs ne leur permet pas d'en profiter.

A l'initiative de M. Malandin et de M. René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire) le statut et les missions de l'agence nationale ont été renforcés. Elle sera un établissement public à caractère industriel et commercial à qui l'Etat transmettra une partie de ses pouvoirs réglementaires et qui aura les moyens de contrôler l'action et la gestion des CIL. De plus, ceux-ci seront soumis à la loi sur la prévention des difficultés des entreprises, ce qui leur impose des règles comptables, et un contrôle par un commissaire anz

L'agence gérera la part de cette contribution (0,1 %) destinée aux logements des travailleurs immigrés. M. Jeas-Paul Viraponilé (UDF, la Réanion) aurait souhaité que les habitants des DOM-TOM puissent aussi profiter de cette partie des cré-

part faite aux étrangers - dont la vocation n'est pas de rester en France », car, pour eux, « les foyers - sont suffisants. Ces propos ont fait dire à M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise) qu'ils étaient inadmissibles sur le plan humain - et à M. Robert Montdargent (PC, Val-d'Oise) qu'ils étaient

Adoption du projet de loi sur la transmission des entreprises

Le Sénat a adopté, dans la mit du jeudi 17 au vendredi 18 décembre, le projet de loi relatif au développe nt et à la transmission des entre-

Ce texte accroît les avantages de Ce texte accroît les avantages de la donation-partage pour les collatéraux et les tiers. Comme à l'Assemblée nationale (le Monde des 19 et 20 novembre), cette extension a suscité un débat aussi vif que technique. Pour les socialistes, le droit successoral a certes besoin d'être réformé, mais «pas à la sauvette» sous peine, en en réforme une rierre sous peine, en en retirant une pierre, d'écronler l'édifice comme l'a expliqué M. Michel Darras (Pas-de-Calais). Le gouvernement, en se proposant de régler au plan civil mais aussi indirectement au plan fis-cal les problèmes liés aux trausmissions d'entreprises, a été conduit à mettre au point ni plus ni moins qu'une réforme du régime des successions des donations-partages afin de régler les cas où les enfants du chef d'entreprise se refusent à la reprise ou en sont jugés incapables

Le gouvernement avait réussi à imposer ses vues malgré les réti-cences du président RPR de la com-mission des lois, au Palais-Bourbon. Dans l'hémicycle du palais du

Luxembourg, M. Georges Chavanes, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, n'a pas eu antant de succès : c'est en vain qu'il s'est opposé à la version de l'article mise au point par le rappor-teur de la commission des lois, M. Etienne Dailly (Gauche dem Seine-et-Marne), avec l'aval de M. Jacques Oudin (RPR, Vendée), rapporteur de la cummission des finances. L'amendement de la commission réserve l'extension du régime aux seules donationspartages dans lesquelles entre une entreprise et à la double condition que les tiers ne puissent se voir attri-buer que tout on partie de l'entreprise ou sa jonissance et qu'ils s'engagent à en assurer la gestion pendant une durée minimum obligatoire de cinq ans.

Il étend, d'autre part, la possibi-lité pour les ascendants de recomir à la donation-partage, quel que soit le nombre de leurs enfants et descendants, dès lors qu'une entreprise entre dans le champ de distribution ou du partage, ce qui permet la transmission d'entreprisea par cette voie même si l'ascendant n'a qu'un

• RAPATRIES : le RECOURS

intent. - Au nom des repetriés

EN BREF

· NOUVELLE-CALÉDONIE : une délégation à Paris. - Une délégation du Parti fédéral d'Opao (un petit mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie) achèvera, le tundi 21 décembre, une visite d'une dizaine de jours à Paris, au cours de laquelle elle a mis en gerde ses inter-locuteurs contre les risques de nouveaux troubles dans ce territoire d'outre-mer. MM. Gebriel Paits et Christian Brunelet ont notamment rencontré des élus du groupe cen-triste au Sénat et M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de Assemblée nationale. Ils se sont également entretenus avec un conseiller du président François Mit-terrand, M. Gilles Ménage, ainsi qu'avec un collaborateur de M. Raymond Barre. Ils ont aussi été reçus par les dirigeants de l'Eglisa protes-tante. « Une des conclusions de notre voyage, c'est que les canaques ne peuvent compter que sur eux-mêmes », ont indiqué les deux hommes à l'AFP en déplorant que la question néo-calédonienne ne soit pas un des enjeux de la campagne pour l'élection présidentielle.

d'Afrique du Nord, le porte-parole du mouvement du RECOURS, M. Jacques flosesu, a vivement protesté, le vendredi 18 décembre, contre l'intension du ministère des finances de subordonner le remboursement des dettes des rapatriés réinstallés - prévu par la loi de finances 1987 - à la jurisprudence concernant les dettes « professionnelles ». Cela reviendrait, a-t-il estimé, à cécarter 90 % des familles de cette disposition ». M. Rosezu a affirmé que le codicile ajouté au texte d'application de cette disposition e interdit, étant donné les précédents de la Cour de cassation, à la presque totalité des huit mille familles concernées de pro-fiter du remboursament qui leur est dûs. Il a exprimé ason désaccord formel avec l'esprit et la lettre de la circulaire d'application que le minie tre Camille Cabana s'apprête à publier», en considérant que cles

services des finances ont une fois de

plus managuero pour restraindre la

portée de la loi s.

Approbation de la réforme de l'instruction

M. Jean-Marie Girault (UDF) impute au gouvernement la responsabilité du « discrédit » de la justice

Le Sénat a adopté dans la muit du vendredi 18 au samedi 19 décembre le projet de réforme de l'instruction judiciaire dont il avait commencé l'examen le matin même. Le texte amendé a été approuvé par deux cent vingt voix contre quatre-vingt-onze. Quelques sénateurs de la majorité n'out pas voté pour les modifications ainsi apportées au code de procédure pénale (1).

M. Albin Chalandon pouvait à juste titre nourrir quelques inquiétudes pour le passage devant le Sénat de l'ultime texte auquel il voulait tant attacher son nom. La loi Badinter du 10 décembre 1985, que l'actuel garde des sceaux a décidé de supprimer, avait été adoptée an palais du Luxembourg à l'unani-mité, les sénateurs RPR s'abstenant. Certains s'en souvienneut, à commencer par le rapporteur de l'épo-que, M. Jean-Marie Girault (RI, Calvados). S'interrogeant sur les raisons qui ont conduit la chancellerie à refuser cette loi, il se demande si ce n'est pas parce qu'elle portait le péché originel d'avoir été le fruit d'un gouvernement de gauche ». Le maire de Caeu se montre sévère pour la réforme proposée : il parie qu'elle ne sera pas appliquée dans quinze mois, comme il est prévu, car « jamais un gouverne-ment issu de l'élection présiden-tielle, quel qu'il soit, ne voudra l'appliquer »; il observe que l'objec-tion faite à la loi Badinter est identi-tie à velle qu'il sont l'être à le que à celle qui pourra l'être à la future loi Chalandon, c'est-à-dire

manque d'effectifs et nécessité de créer de nombreux emplois.

Avant d'accuser le ministre de la stice d'« assassiner » la loi de 1985 elors qu'il faudrait l'appliquer « sans délai », le maire de Caen évoque le procès des auteurs de la fusillade de Hienghène en termes encore plus vigoureux qu'il ne l'avait fait face à M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, lors de l'examen du nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie. Lorsqu'il y va de la dignité de la justice, le gouvernement a le devoir de prendre des initiatives », dit-il, avant de demander pourquoi le gouvernement justement « l'en abstient » et pins précisément pourquoi il n'a pas prescrit le dessai-sissement de la cour d'assisses de Nouméa et pourquoi le procureur n'a pas formé un pourvoi devant la Cour de cassation. La cause est entendue pour M. Girault : le gouvernement a une « lourde responsabilité . dans le . discrédit qui entoure la juxtice ».

Soulignant le caractère « très grave - des paroles prononcées, M. Chalandon doute qu'une jaridiotion de l'Hexagone ait été mieux à même de juger des agissements survenus à des milliers de kilomètres, et il objecte qu'un pourvoi n'aurait pas permis de revenir sur l'acquitte-

Le plaidoyer en favour de la loi Badinter (qui devait entrer en appli-cation le 1 janvier prochain) et le réquisitoire contre le projet de loi en discussion (dont la mise en œuvre n'est prévue que pour le 1= mars 1989) prononcés par M. Girault n'étaient guère en degà de ceux qu'ent prononcés les porte-

percie de l'opposition de ganche. M. Félix Ciccolini (PS, Bouches-du-Rhône) a tenté en vain de démontrer que le texte, sorte d'« embardée législative »; est contraire et à la Constitution et à la convention caropéenne de sauve-garde des droits de l'hoanne et des libertés fondamentales. Sans plus de succès, M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Bellott) a essayé de conveincre une majorité de sénateurs qu'il n'y avait pas lieu de délibérer. « Vous avances en zigzag sur un terrain glissant », lance-t-il à M. Chalandon avant de l'accuser d'avoir « ramassé dans les poubelles de l'histoire » des disposi-tions arrachées à la loi dite «sécu-rité et libertés» qui étaient aux magistrats des tribunaux et des cours le droit bicentenaire de fixer le ibelles de l'histoire » des disposicalendrier de leurs travaux.

M. Charles Lederman (PC, Valde Marze) n'était pas en reste pour soupçonner M. Chalandon de « mesotter les magistrats » et de vouloir « estomper le principe de la présomption d'innocence afin de frayer la voie à un système accusatoire particulièrement ambigu ».

La majorité prête blen évidem-ment des desseins moins noirs à M. Chalandon. Il n'empêche que Yvelines) s'interroge sur la hâte mise à faire voter, en fin de ses une réforme qui - même si elle complète, selon lui, les garanties des prévenue - manque de cohérence. Il n'y a guère que du côté du RPR, avec M. Michel Ruffu (Meuse), que le soutien sera sans Squivoque.

Les sénateurs out adopté ensuite quelques amendements, dont l'un débaptise la chambre de gazantie des libertés individuelles » pour l'appeler - chambre des des de mise en détention provisoire ». ANNE CHAUSSEBOURG.

4.47

WRES

1227

1100

50 to 150

(1) Ont voté contre : les scinante-quatre socialistes, les quinze commu-nistes, dix Gauche démocratique ser trente-cinq (MM. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Stéphane Bondael, Emile Didier, Maurice Faure, François Giscobbi, Josy Moinet, Hubert Peyon, Michel Rigon et Jean Roger), deux RI sur cinquante-trois (MM. Jean-Marie Gizzalt et Hubert Martin).

Caranti et Bubert Martin).

Deux RPR sur soixante-dix-sept n'ont pas pris part au vote (MM. Jean Chérioux, qui présidait la séance, et Jacques Bracounier), ainsi que deux Union centriste sur soixante-dix (MM. Alain Poher, président du Sénat, et André Fosset) et trois RI (MM. Christian Bounet, Jean Delaneau et Pierre Louvot). En outre, M. Jean Cinzel (Un. cent.) s'est abstensi.

L'élection cantonale de Tourcoing-Nord est anniée par le tribunal administratif

LILLE

de notre correspondant

Le tribunal administratif de Lille a annulé, le mercredi 16 décembre, l'élection cantonale partielle de Tourcoing-Nord (Nord) des 11 et 18 octobre, au terme de laquelle le candidat socialiste. M. Alexandre Faidherbe, avait été étu, emportant un sière insdictements. un siège traditionnellement déterm par la droite. Le premier tour de ce scrutin avait donné lieu à une véritable mascarado électorale avec la présence, à l'estrême droite, de trois « candidats fantômes ». M. Chris-tian Baeckeroot, député du Nord et candidat du Front national lors de ce scrutin, avait alors dénoncé ane manœuvre destinée à disperser les voix du FN et avait déposé un

recours en annalation. Le tribunal administratif, suivant les conclusions du commissaire du gouvernement, a considéré que les fausses indications portées sur les affiches électorales et les professions de foi ainsi que l'utilisation de pho-tographies de mannequins profes-sionnels etalent de nature à tremper les électeurs ». Il a, de surcrolt reconnu que l'étiquette sous laquelle Se présentait l'un des candidats («Front national, pour la défense de l'identité française») et même celles des deux autres (« irop d'immigrés, la France aux Francais + ot «Stop à l'immigration») ttaient propres à stabile une confusion vec celle du Front national

ment est « dense et concis », et s'il abstenus. Ce projet tend à la est positif, il ne suffit ras à lui seul à préservation des monuments historiques, à leur sauvegarde et à répondre à l'ampieur des problèmes posés. Des mesures réglementaires

Congé individuel de formation

Les députés ont adopté en première lecture, le vendredi 18 décem-bre, le projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle. La majorité a voté pour le texte du ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Philippe Séguin. Le groupe communiste a voté contre, les députés socialistes se sont abstenus (huit élus socialistes n'ont pas participé au vote). Les députés du Front national n'ont pas pris part au vote pour protester contre les modifications successives de l'ordre du jour, à l'exception de sept d'entre eux, qui ont voté pour le texte de M. Séguin (il s'agit de MM. Descaves, Frédéric-Dupont, Freulet, Mégret, Sergent, Spieler et

Wagner). Ce texte tend à améliorer la formation professionnelle en associant plus étroitement les partenaires sociaux à la gestion du congé indivi-duel de formation. Les partenaires sociaux pourront déterminer euxmêmes les règles de prise en charge des dépenses liées au congé de formation et du montant de la rémunération due aux salariés pendant la durée de ce congé. Ce projet assonplit également les conditions de prise en charge des congés individuels de formation qui dépassent la durée d'une année (le Monde du 17 décembre).

« La formation professionnelle est une arme privilégiée pour ren-forcer la compétitivité des entre-prises », a affirmé M. Philippe Seguin au début de son intervention. Le ministre a jugé indispensable qu'une plus grande souplesse et meilleure maitrise du dispositif par les intéresses eux-mêmes - soient introduites dans les principes qui sous-tendent le congé individuel de

· C'est un texte croupion que vous nous présentez alors que le premier ministre avait annoncé il y quelques mois une grande loi sus la formation professionnelle », a ironisé M. Michel Berson (PS Essonne). - Une nouvelle dynamique vo-t-elle être créée? Assuré-ment non! Car le vrai problème est celui du financement qui n'est pas abordée - [...] - Evidemment, il l'a été dans le budget -, a répliqué M. Séguin. - Pourquoi cette précipitation sinon pour masquer votre inaction pendant deux ans? », a laucé M. Gérard Collomb (PS, Rhône).

tont en poursuivant une activité :

Ce texte prévoit également la revalorisation des pensions et des retraites de 2.6 % au 1° janvier et de

et fonds national de prévention

Dans la nuit, le rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines) présenté l'économie générale du nouveau projet Séguin sur la Sécurité sociale. Ce texte annoncé par M. Chirac dans sa déclaration de politique générale, le 3 décembre, tend à créer un fonds national de prévention au sein de la branche 'assurance maladie. Il comprend également l'ouverture du droit pour ceux qui le souhaiteront de bénésicier d'une fraction de leur retraite temps partiel.

1.3 % au 1º juillet 1988. Il offre enfin la possibilité aux médecins de cesser leur activité entre soixante et soixante-cinq ans tout en bénéficiant d'une garantie de ressources. - Ce texte tire les premières conclusions des étais généraux de la Sécurité sociale », a dit M. Séguin à l'adresse de ses détracteurs.

sont en route, a-t-il précisé, mais le législateur devra, selon lui, travailler à une réforme de la fiscalité de la transmission des monuments appartenant à des personnes privées.

Le gouvernement a cu . une initiative heureuse -, a applandi M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine). Le rapporteur de la commission des finances a égalemanifestation d'- un attachement d notre identité nationale ».

-Cest un grand bonheur pour noi!-, a explique M. François Léotard, en rappelant qu'il marche sur les traces d'André Malraux, qui avait présenté, en 1962 et 1967, deux lois de programme. « La nature des travaux justifie l'engagement de programmes pluriannels », a souligné le ministre, en précisant que de quatre cents au début du siè-cle le nombre d'édifices protégés était passé à plus de trois mille sept cents aujourd'hui. . Cette loi. a-t-il précisé, donne trois assurances : que les travaux concerneront l'ensemble du patrimoine ; que les crédits progresseront; enfin que ces travaux

seront effectués régulièrement. » Ces affirmations n'ont pas tellement convaince le député socialiste de Paris, M. Alais Billon, qui a jugé regrettable que la priorité donnée au patrimoine monumental se lasse au détriment d'autres actions majeures. Il s'est, en outre, étonné du fait que les crédits de res tauration des monuments histori-

ques de l'Etat . marquent le pas .. D'autre part, les députés ont souhaité préciser par amendement la portée de l'article additionnel adopté le 5 novembre par le Sénat : cet article proposait l'exonération des droits de succession sur les édifices protégés ouverts au public (et portant sur les immeubles ainsi que sur les biens meubles). Les députés ont souhaité que soient exonérés des droits de mutations les biens immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire, ainsi que les meubles qui en constituent le complément historique ou artistique, dès lors que les héritiers, les donataires ou les légataires ont souscrit avec l'Etat une convention à durée indéterminée prévoyant les modalités d'ouverture de ces bâtiments au public. En fixant une durée indéterminée pour ces conventions, les députés ont souhaité éviter que les biens continuent à échapper aux droits de succession tout en

n'étant plus présentés au public.

Politique

La visite de l'ancien premier ministre en Afrique noire

« Jetez-vous à l'eau, vous nagerez »

recommande M. Raymond Barre aux chefs d'entreprises

conduire en cinq jours au Séné-gal, en Côte-d'Ivoire et au Cameroun.

DAKAR:

Secretary descriptions of the secretary of the secretary

de l'instruction

To avernente

de la justice

I I THE WAY

10 0 20 6

223

THE RESERVED IN

The second second

ಕ್ಷಾಗ್ರಹಕ್ಕಿ

A SATISFY TO THE PROPERTY.

A CONTRACTOR STEEL

· which was

The second of the

3.4

. 5 .

.

The second second

- 500

- -

de notre envoyé spécial

Au Sénégal, l'ancien premier ministre a séjourné trente-six heures, à l'invitation du président de la République, M. Abdou Diouf. Néanmoins, su risque de contrarier les belles dispositions de ses hôtes, M. Raymond Barre a tenu à garder. à son séjour un caractère strictement privé, inaugurant dans ce pays une façon de faire qui a même décontenancé les gens de l'ambas-sade de France. Aucun contact avec la presse locale; les journalistes parisiens – qui avaient fait le dépla-cement – totalement ignorés; TF l interdite d'images : ses proches zélés qui l'accompagnaient et qui se veu-lent soi-disant au fait de la diplomatie, auront manqué, pendant ces journées, de la plus élémentaire courtoisie.

lì ne faisait pourtant pas de doute que le gouvernement sénégalais accueillait le candidat Barre et non pas, comme on tente de nous le faire croire, le professeur lancé dans un que lonque circuit de « connais-sance du monde ». Extrêmement avertis des méandres de la politique intérieure française, les Sénégalais désiraient mieux connaître celui qui sera peut-être dans cinq mois le nouveau chef de l'Etat français, mais qui, jusqu'alors, n'était jamais venu à leur rencontre, pas même lorsqu'il était premier ministre de M. Giscard d'Estaing, il est vrai très regardant à l'époque sur le partage de sa

Pour sa dernière escapade avant la fin de l'année et la campagne présidentielle, M. Raymond Barre a entrepris, le jeudi 17 décembre, un déplacement en Afrique noire francophone, qui, successivement, devait le conduire en ring jours an Séné. tiens n'a pas été révélée, M. Barre se contentant de déclarer, selon la formule rituelle, qu'il avait pu procéder avec le président Abdou Diouf « à un large tour d'horizon ». On peut sculement supposer que le désenga-gement progressif de la France dans ce pays, démarché anjourd'hui avec habileté par les Canadiena, les Américains, voire les Italiens, aura constitué l'objet majeur de ces dis-

Le bosso de la rue Quincampoix

Mais on a su également que ses interlocuteurs avaient été soucieux de savoir ce qui le distingualt récliement, sur le registre économique, dela politique de M. Edouard Balladur. Il ne faisait non plus pas de doute que le candidat. Barre était aussi au Sénégal - coms le mot pour faire campagne. Quinze mille Français dans ce pays, neuf mille flecteurs potentiels, quatre mille inscrits pour le moment. Une communanté française fortement sollicitée par les socialistes qui, depuis quelque temps, ne ratent plus une visite; par le Front national, qui avait réussi ici, aux dernières élections législatives, un de ses meilleurs accres à l'étranger et, bien sûr, par le RPR, dopé par le ministre de la coo-pération, M. Michel Aurillac, ancien conseiller du président Sen-ghor et surnoumé « le Sénégalais du gouvernement français ». Conscients de cette apre concurrence, les barristes tentent de mus-cler sans tarder leur réseau de Français à l'étranger. Plaquette en couleur avec l'emblème du chêne

d'autorité, que nous ne pouvons pas laisser tomber en jachère ».

Après ce rendez-vous sans chaleur, un diner-débat à huis clos...

leur, un diner-débat à huis clos...
avec trois cents personnes, à cent
quarante frances le couvert. Comme
il l'aurait fait à Agen ou à Maubeuge, M. Barre a répondu à quelques lois de questions écrites, significatives toutefois des
préoccupations de ces Français
vivant loin de l'Hezagone. Privatisations, Renault, politique d'investissements: une fois de plus, M. Barre a
dù, sur un ton moderato, se justifier
de ses divergences avec M. Ballade ses divergences avec M. Balla-dur. Privatisations? Regrettant que l'on n'ait pas commencé d'abord par celles des petites banques régionales, qui auraient apporté un ballon d'oxygène aux PMI-PME, l'ancien premier ministre a convenu que » la situation était délicate ». • On a créé un état d'esprit, a-t-il televé. M= Deneuve a joué sur les écrans de la télévision le même rôle que le bossu de la rue Quincampoix au temps du système de Law. Mais il a souhaité « que le krach boursier ne compromette pas la poursuite

des privatisations ». Renault? M. Barre ne s'est pas aventuré à départager M. Mitter-rand et M. Chirac. - Il faudra, a-t-il simplement expliqué, ne pas se limiter à faire de la Régie une société avec un seul actionnaire, mals quel-que chose d'analogue à ce qu'est Elf-Aquitaine ou la Société française des pétroles, avec des actions publiques cotées en Bourse. »

Aides à l'investissement des entreprises? M. Barre s'est félicité des récentes propositions de M. Balla-dur : « Mieux vaut tard que jamais », a-t-il dit. « Mais il faut, a-t-il complété, une incitation à l'investissement offert aux chefs chasse gardée africaine.

Vendredi, M. Abdou Diouf, en froid depuis queique temps avec M. Jacques Chirac, a accordé quatre longues heures d'entratien à Jeudi soir, M. Barre a qui est jugé à Dakar d'abord, devant six cents de ces fource une paix royale », il leur tient fource une paix royale », il leur tient

Français, livré à un bref monologue sur la place de la France et des Français dans le monde, pour rappeler ce dont tons ses auditeurs étaient convaincus : dans ce monde, notre pas. Si vous n'étes pas capables de navs a un capital de confiance et gérer votre entreprise et de faire des orofits, alors il vaut mieux que vous disparaissiez et que les ressources dont vous disposez soient mieux utilisées ailleurs. - Les patrons redoutent-ils le rendez-vous de l'acte unique européen de 1992 ? Image parlante: « Je réponds: prenez un chien, jetez-le à l'eau, il nage. Faites la même chose: jetez-vous à

L'absence des responsables RPR

Autant de nobles phrases, qui ne furent pas tout à fait du goût de l'auditoire. L'orateur fut davantage entendu quand vint sa réponse en guise de conclusion sur l'union de la majorité. Semblant se soucier comme d'une guigne des sondages, M. Barre a rejeté sur les socialistes les malheurs de cette majorité. • Il ne faut pas faire le jeu des socia-listes, a-t-il plaidé. Les rumeurs selon lesquelles les événements de 1981 recommenceraient, que les reports ne se feraient pas, som lancées par les socialistes, qui veulent faire oublier leur propre situation. S'il y a guerre des chefs, c'est chez eux qu'elle a lieu; s'ils souhaitent que Mitterrand se représente, c'est parce que cela leur simplifierait la vie... Personne, dans la majorité, à moins d'être complètement irresponsable, ne veut recommencer 1981. Les esprits ont évolue dans des conditions telles qu'on peut espérer que cela ne se reproduira

Chacun en accepté l'augure. Mais l'absence remarquée à cette soirée des principaux responsables locaux du RPR contredisait quelque peu ce principe fondé sur la méthode Coué. Vendredi soir, le professeur Barre, qui ne fait pas campagne, s'est envolé pour la Côte-d'Ivoire. Cette fois, sans journalistes. Enfin seul. Le rêve, quoi !

DANIEL CARTON.

Le PS et l'effet Le Pen

(Suite de la première page.)

Le premier secrétaire du PS ne professait pas pour Pierre Mendès France une admiration sans bornes: l'homme, par son intransigeance, son ostracisme envers les communistes, s'était interdit de gouverner longtemps sous la IV. République et de gouverner tout court sous la Ve République puisqu'il en refusait les institutions. Il n'était pas, non plus, un . fan . de François Mitterrand - la guerre d'Algérie, toujours, socialiste tardif. Il a appris des deux à ne pas · passer sous la table » quand on se trouve face au PCF et à ne pas réagir seulement par réflexe, en politique robotisé.

L'affaire, en apparence · microcosmienne » du budget de la région Champagne-Ardenne, est en fait laire. Elle montre, a contrario, que l'on peut être moral et faire de la politique : car Michel Rocard et Lionel Jospin ont, peut-être, sur le sujet, une vue plus réaliste de l'après-mai 1988 que leurs camarades maioritaires.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Communication

••• Le Monde • Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987 7

Après avoir trouvé 6 millions de francs

Le sauvetage du « Matin de Paris » est en bonne voie

Pari tenu : durant la journée du cheau pouvait annoncer au vendredi 18 décembre, le groupe personnel le dénouement : aussitôt des . Dix », propriétaire du Matin de Paris depuis août, a réuni les six millions de francs de capital qui devraient leur permettre de passer le cap de fiu d'année et d'amorcer le développement du journal. La parution dans les kios-que du quotidien, le samedi 19 décembre, ressemble à un tour de force et constitue une réponse au communiqué alermiste que le Livre-CGT avait fait publier dans les colonnes du quotidien la veille (le Monde du 10 décembre).

- Que ce soient certains de nos fournisseurs ou le Syndicat du Livre, on a enterré un peu trop vite le Matin », souligne M. Didier Tourancheau, président du direc-toire. Rassembler en un jour six millions de francs, somme dont une partie va permettre de payer le solde des salaires des cent dix employés du journal, ainsi que les dettes à l'imprimerie et au personnel, n'a pourtant pas été une mince

Tot dans la matinée de vendredi, les • Dix • donnaient coups de téléphone sur coups de téléphone, suivis avec attention et anxiété par la rédaction. Dans l'après-midi, plusieurs des actionnaires qui avaient déjà souscrit au capital du Matin cet été, emmenés par M. Jean-Pierre de Kerraoul, le dirigeant de la Société Propublic (qui édite notamment la revue Art-Presse) signaient un nouveau chèque au Matin, avec l'appui de deux nouveaux actionnaires. Ils parvenaient à réunir les 6 millions de francs nécessaires et à consti-tuer la future société d'investissement. A 16 heures, M. Touranpersonnel le dénouement : aussitôt la rédaction se remettait au travail,

Pourtant, au début de la soirée. le suspense n'était pas totalement levé; le papier manquait toujours à l'appel. La médiation de M. Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne, et membre de la Société parisienne des papiers de presse (SPPP), a permis de débloquer rapidement la situation.

Après cette journée de tous les dangers, les négociations entre le Matin et d'autres actionnaires vont continuer, notamment avec l'Evé-nement du jeudi. Les « Dix » comptent aussi sur les lecteurs pour obtenir les 4 millions de francs qui leur manquent encore. Lancée en début de semaine, cette société de lecteurs avait réuni, ven-dredi, 200000 francs. Pour réussir et gagner totalement son pari, le relations avec ses fournisseurs et sa banque, et leur faire admettre qu'il est une PME comme les autres.

· Le sauvetage est véritablement terminé, il s'agli maintenant de développer le Matin, et enfin par-venir à l'équilibre », déclare encore M. Tourancheau. Cet équilibre peut être atteint avec une diffusion de l'ordre de soixante-dix mille exemplaires et des recettes publicitaires mensuelles de 2 millions de francs. Or, le Matin vend actuellement 65 000 exemplaires par jour et réalise 1 million de publicité par mois. Au printemps, l'essai e réussi, le vendredi 18 décembre, devra ètre complètement « trans-

YVES-MARIE LABÉ.

La mesure d'audience en télévision

Le CESP a choisi le système AGB

d'- audimétrie » ou de « boutonpoussoir . Mais derrière l'aspect soit pas en mesure de respecter le technique un peu rebutant du débat, se cache un enjeu économique fonse cache un enjeu économique fon-damental. La mesure d'audience de la télévision est le baromètre qui sert à répartir entre les chaînes les sept milliards de francs investis annuellement par les entreprises françaises dans la publicité audiovisuelle.

Or, depuis plusieurs mois, les

annonceurs, les publicitaires comme la rigueur des instruments de mesure en place et se plaignent sur-tout de l'hétérogénéité des résultats recueillis. Selon les instituts, les parts d'audience de TF 1, de la Cinq ou de M6 subissent parfois d'importantes fluctuations. Le Centre d'études des supports de publicité (CESP), qui regroupe annonceurs, agences et médias, s'est proposé comme « juge de paix » en deman-dant aux différents instituts de développer un système cohérent. Après avoir longuement négocié avec Médiametrie-SECODIP SOFRES-Nielsen, le CESP a finalement choisi un troisième larron. La firme britannique AGB vient de recevoir mission d'installer en six mois mille audimètres à boutonpoussoir. Ces petits baitiers permettent non seulement de savoir sur quelle chaîne est branché le téléviseur du foyer, mais aussi d'obtenir

La société AGB qui effectue déjà des mesures d'audience en Grande-Bretagne, en Italie et aux Pays-Bas, n'a pratiquement aucune expérience

des renseignements sur les individus

qui la regardent.

On s'y bat à coup de « panel » du marché français. Certains profes-SECODIP pourrait trouver dans cette société un partenaire qui lui facilite la mise en place du système.

L'avenir de Médiamétrie

Le choix du CESP pose un délicat problème aux deux autres concurrents. La SOFRES et Nielsen ont déjà réagi en contestant les conditions techniques et financières dans lesquelles a été prise la décision. Ils veulent présenter, des janvier, une autre solution à leurs clients. Pour Médiamétrie, l'avenir est encore plus incertain. Cette société a pour actionnaires les chaînes de télévision publiques et privées qui semblent avoir accepté de linancer le projet. AGB. Continueront-elles à soutenir Médiamétrie qui implante depuis quelques semaines son propre système d'audimétrie ?

Les agences et les médias qui ne veulent pas du monopole d'un seul institut dans la mesure d'audience ont demandé au CESP de lancer un nouvel appel d'offre pour un système complémentaire. Mais sa mise en place ne se ferait pas avant 1989. D'ici là, trois systèmes de mesure risquent de coexister, ce qui ne contribuera pas à la transparence du

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La CNCL refuse le projet de reprise d'Electric FM

La CNCL a refusé, le vendredi 18 décembre, la proposition de reprise d'Electric FM, radio parisienne en difficulté par Radio-Emploi. Le projet de cette dernière - n'était pas inintèressant, mais accepter l'opération aurait abouti à une transformation des règles du jeu sur la bande FM et aurait pu être interprêté comme un détourne-ment de la loi », a indiqué à l'AFP M. Yves Rocca, membre de la com-mission chargée du dossier radio,

Autorisée en août dernier. Elecactionnaires (Bouygues, la Générale des eaux, le groupe Accor et Beghin-Say) en passe de déposer son bilan. Elle avait donc conclu un accord de reprise avec Radio-Emploi. . Si elle ne pouvait tenir ses engagements pris au moment de son autorisation, a indique M. Rocca, la CNCL décidera s'il y a lieu un retrait d'autori-

La commission n'avait, en revanche, pris vendredi, aucune décision concernant le projet d'affiliation entre Europe 2 filiale à 100 7 d'Europe 1, et Hit FM, la première devant fournir des programmes à la

— LIVRES POLITIQUES par André Laurens -

 s'accompagner catte année d'une phase de révision de politique générale. Du moins si I'on yout arriver, fin prêt, à l'épreuve redoutable que constitue le choix d'un président de la République. la formation pratique, qui est l'objet de la campagne électorale, a déjà commencé, mais la formation théorique est vraiment trop négligée. Voici deux ouvrages, succinots mais très denses, qui pourront aider ceux qui ne se satisferaient pas d'une préparation trop directement liée à l'actualité.

L'Histoire de la pensée politique aux XIXº et XXº siècles, par Jean-Luc Chabot, nous fournira des références essentielles. Fautil remonter si loin pour voter, au printemps prochain, en connaissance de cause ? Non, bien six. mais le spectacle d'un débat politique mome et confus peut inciter à un retour enrichissant aux origines des idées que l'on agits devant nous. La libéralisme, le socialisme, la nationalisme, d'où vienment-ils, quelles sont leur noblesse et leurs faiblesses, et comment s'incarnent-ils aujourd'hui ? Jean-Luc Chabot retrace les itinéraires des grands courants - et des sous-courants - de la pensée politique. Les facteurs de leur genèse et de leur évolution constituent le véritable sujet de ce manuel, mais, compte tenu de la période et de l'angle choisis pour cette chronique, c'est l'actualité qui commandera les illustrations. Parmi les formes de néo-libéralisme légitiment l'État, l'auteur note, par exemple, les variations de Valéry Giscard d'Estaing. Dans un premier temps, correspondent à l'exercice du pouvoir par l'ancien président de la République, « l'idée de l'intervention légitime de l'État domine à tel point que la similitude avec les positions de la social-démocratie allemande est assez frappante », écrit Jean-Luc Chabot, mais, après l'arrivée de la gauche au pouvoir et « l'engouement simultané pour un retour aux principes du libéralisme origi- à certains historiens (Taine, Tar-

A période de révision des naire », il apparaît que « l'un des dieu) et à l'expérience du métier gique de l'Etat ».

> L'auteur relève que Raymond Barra sa récisme d'un libéralisme personnaliste, attaché aux valeurs de l'humanisme chrétien ; il se distingue du giscardisme par « une rétérence claire à une réhabilitation de l'hétéronomie », définie, par rapport à l'autonomie, comme « une représentation de l'homme et du monde faisant de la divinité, comme principe et réa-

La révision des pistes électorales

lité suprêmes, la source et la référence permanentes des comportements individuels et sociaux ».

Parmi les héritiers épars du socialisme, si Michel Rocard set proche de la deuxième gauche, qui a rejeté le marxisme, François Mitterrand incame une tentative de synthèse ambigué. Elle retient les apports des théoriciens dusocialisme scientifique tout en prenant ses distances avec l'économisme pur, pour arriver à la notion d'économie mixte, où se rejoignent la préoccupation de la solidarité, la responsabilité de l'Etat et la reconnaissance des vertus du marché et de l'entre-

Le gaultierne, celui de Charles de Gaulle, peut être analysé comme une forme de nationalisme qui rejetterait la dimension dictatoriale et totalitaire au profit d'un personnalisme d'inspiration chrétienne. S'y ajoute un pragmatisme dans l'action qui, s'il va à l'encontre de l'esprit de système de la culture française, emprunte

listes électorales devrait thèmes fondamentaux du giscar- des armes. Il débouche sur une au pouvoir d'Etat, ce dernier trouvant sa légitimité dans l'adhésion

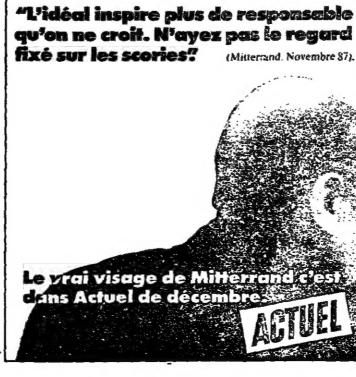
> Ces références, et bien d'autres, sur le sionisme, le khomeinisme, par exemple, on les trouvera plus sûrement dans ce petit manuel que dans le court des débets électoraux. Pour compiéter pette révision de l'histoire de la pensée politique, on peut se reporter à un autre ouvrage, aussi bref qu'instructif, qui traite de cas formes historiauement déterminées d'entreprise politique » que sont les partis.

Michel Offerlé propose un pre-

mier bilan « des connaissances, des incertitudes et des impasses » qui jalonnent l'étude « de ce corps immatériel » qu'est un parti politique. Il s'agit bien d'une approche globale et théorique et non d'une succession de monographies. Après avoir vu comment se développait l'idée politique, on observe comment elle se propage et s'applique, encore que les partis ne disposent pas d'un monopole dans ces domaines. L'auteur est d'ailleurs très circonspect à l'égard de l'influence qui leur est généralement prêtée. La marché des prodults politiques est vaste et complexe; sa conquête va bien au-delà « des simples stratégies de gestion d'image ou de bonne communication puisqu'il s'agit, souligne-t-il, des ressorts profonds de l'entretien de la croyance collective ». Michel Offerié, qui ne craint pas de combattre les idées reçues, estime qu'un parti « n'agit pas à proprement parier ». Il existe, mais sans existence réalle. Aussi bien, restera-t-on réservé à l'égard de ceux qui en magnifient la puissance, comme de ceux qui en prédisent la fin.

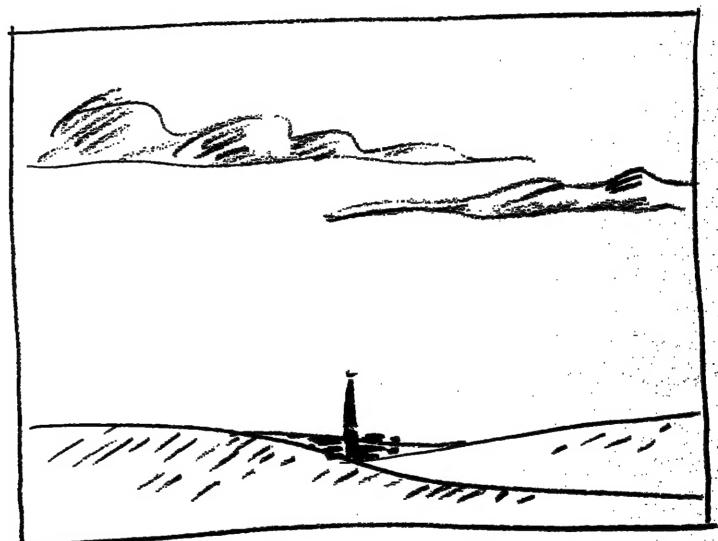
* Histoire de la pensée politique (XIXº et XXº siècle) par Jean-Luc Chabot, Masson, 205 p., 125 F.

* Les Partis politiques par Michel Offerle, PUF - Que saisje ? », 125 p., 25 F.





8 Le Monde Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987



Au même moment, les autres avaient pour horizon Tokyo, Singapour et Hong-Kong

Pendant 5 ans la France a vécu dans l'ombre de son petit clocher. Pendant que nos concurrents européens se battaient sur tous les marchés du monde, les entreprises françaises, handicapées par les impôts, le contrôle des changes, et des contraintes administratives et sociales excessives, perdaient des parts de marché, des dizaines de milliards et des centaines de milliers d'emplois.

Depuis 1986, l'action du gouvernement de Jacques CHIRAC, baisse de la T.V.A. sur différents produits, réduction des impôts sur les entreprises de 50 à 42 %, suppression de l'autorisation administrative de licenciement, encouragement à l'investissement en recherche et développement par diverses subventions et incitations fiscales, liberté des prix et des changes, privatisations, a pour but de nous remettre à niveau.

Dans un même esprit de recherche, et de coopération européenne, la France a fait adopter le programme spatial européen (Ariane V, Hermes, Colombus).

Et ça marche. L'O.C.D.E. prévoit même que nous serons le premier des pays industrialisés pour l'investissement productif dans les 2 années à venir.

C'est ainsi que nous sommes en train

de nous préparer à 92.

Avec 320 millions de consommateurs, le Grand Marché Européen de 92 sera le plus grand marché du monde. Cela veut dire plus de débouchés pour nos produits. Et donc plus d'emplois et plus de pouvoir d'achat.

Mais pour l'aborder en bonne position, il faut se battre. C'est ce que fait Jacques CHIRAC. Pendant que les autres parlent, lui, il agit.

92. Qui peut le mieux nous préparer?

a necessive to

grobeevine

A la cour d'assises de Paris

Le crime absurde de Pierre Goguet

La cour d'assisses de Paris a jugé, vendredi 18 décembre, l'une des formes de crime les plus déconcertantes : celle où aucun mobile n'explique clairement le geste meur-triet. Ainsi personne ne saura sans trier. Ainsi personne ne saura saus doute jamais pounquoi dans Faprèsmidi da 5 avril 1984, un homme alors âgé de soixante-quarre ans, a
iné un gardien de la paix de vingthuit aus, marié, père de deux
enfunts, en lui tranchant la gorge
d'un coup de cuater. Le policier,
Bernard Dheanequin, n'a pas été
victime d'un redouiable gangster,
mais d'un homme aigri qui a frappé
sans raison apparente un agent sans raison apparente un agent

quant - un éventuel accès manta-

C'est l'heure de la relève et le car sang.

Frace, jour 17 decembre, sous fecrou extraditionnel à Paris, le docteur Gianfranco Pancino, de nationalité italieune, médecin et chercheur à l'institut d'hématologie de l'hôpitul Saint-Louis (le Monde du 19 décembre), a été condamné, vendrefi 18 décembre, par contemnece.

drefii 18 décembre, par contumace, à quinze ans de décention par la cour

d'assises de Turin, qui stamait en

appel. La peine prononcée en pre-mière instance était de douze ans de

prison, Le docteur Pancino était

accusé, dans ce procès, d'avoir parti-cipé, avec d'autres militants, à une série d'attentats commis par les

Noyaux communistes territo-

risux», proches de Prima Linea et dont le plus grave avait été l'assassi-nat, le 31 décembre 1981, d'un vigile privé d'une entreprise dépen-dant de la Fiat. Il est l'un des rares

accusés dont la peine a été aggravée ,

Cette condemnation intervient

alors que, en France, les avocats du chercheur, le bitoanier Guy Danet et Mª Roger Doumith, ont déposé une demande de mise en liberté pro-

Placé sous écron extraditionnel en France

Le docteur Pancino a été condamné en appel

ment, le gardien Dhemequin monte dans le car et demande à Gognet de la laisser de la place pour s'asseoir. Mais l'homme que personne n'a songé à menotter, se lève et dans un mouvement rapide égorge le policier avant de poster plusieurs coups de cetter sa visage de Véronique Manquillet, une femme gardien de la paix qui, asjourd'hni encore, porte les traces du drame.

Devant les jurés, Goguet s'expli-que d'une voix prématurément cho-vrotante avec l'accent des fanpourgs. « Ca montait, ça descendait, je me disais où est-ce qu'on m'emmène encore? Dhennequin m'a dit de fermer ma gueule. A côté, sur le flanc, il y avait un cuttor, je lui ai donné un coup sur le képi mais il a tourné la tête et c'est Piecre Gognet avait été interpellé près de son demicile au mousant où il apostrophait des pessantes et, en raison de son état d'excitation, les policiers décident de l'emmener à l'infirmeri pour le conduire à l'infirmeri pour le conduire à l'infirmeri psychiatrique de la préfecture en diagnostique de la préfecture de la propositique de la propositique de la préfecture de la préfe constater une ivresse importante qui n'a pas été vérifiée par une prise de

de police doit changer d'équipage. Mais aux être un ivrogne, Goguet An commissariet du III^a arrondisse- était comm pour fréquenter sanda-

ses avocats ont entrepris des dén

fils de quatorse ans.

ches pour « régularise la situation »

du chercheur qui vit en France depuis 1982 avec son éponse et son

De son côté, l'Association

Entraide et solidarité sur réfugiés

italiens en France, qui proteste

contre l'arrestation du docteur Pan-

cino, estime « évident que la

conjoncture politique, notamment électorale, s'exerce sur le destin des

réfugiés qui deviennent ainsi une poignée d'otages ». Selon l'associa-tion, « il faut une mobilisation en deçà et au-delà des Alpes pour accé-

lérer le processus d'amnisties

concernant les prisonniers et les res-

proches comme menteur, peresseux, grossier, méliant, « un loubard sous

tion séalle favorisée par l'imprégna-tion éthylique » susceptible de bénéficier de larges circonstances Les seuls témoignages positifs c'est Goguet qui les détenzit. Méliant à l'extrême, il ne les avait pus confiés à ses avocats, gardant par devers lui son propre dossier dans lequel il a fouillé régulièrement tout au long des débats, tournant le dos au président Maurice Colomb.

oieds devant. » Ce n'était pas le veu de l'avocat général, M. Yves Larue, qui, après avoir « cherché le vérité» avait demandé une peine de huit ans de réclusion criminelle. Ses avocats Mª Thierry Lévy et Mª Guillanme Weill-Raynal ont tenté d'expliquer som acte par la peur : « Celle d'une unimal qui ne neut nes prendre la

Mais les jurés parisiens, tout en requalifiant l'accusation de meurtre en coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, ont prononcé une poine de douze aus de réclusion criminelle contre Pierre Goguet dont un avocat des parties civiles, Mº Gilles Dussert avait dit : « Toute l'histoire de sa vie

La requête en amulation

de la procédure

contre M. Nucci

a été déposée

Comme prévu (le Monde du 19 décembre), les avocats de M. Christian Nucci, ancien ministre

de la coopération, ont déposé, ven-

annulation de la procédure engagée

contre leur client. Me Jean-Paul

Lévy et Francis Szpiner, estiment que la levée d'immunité parlemen-taire de M. Nucci aurait dû être

décidée avant que le Sénat approuve

le renvoi de l'ancien ministre en

Cette requête en annulation a été

transmise, vendredi après midi, à M. Paul Berthian, conseiller, doyen de la chambre criminelle de la Cour

de cassation, M. Berthian doit prési

der la commission d'instruction for-

mée de cinq magistrats de cette cour, qui va examiner les faits repro-chés à M. Nucci.

MAURICE PEYROT.

en avoir l'âge », capable des pires comportements. A untendre la lec-ture de l'enquête de personnalité, il aurait tous les défants et rien ne plaidessit en sa faveur à l'exception planteran en sa ravent a l'exception de son engagement dans la Résistance et de trois années passées en Allemagne. Les séquelles de la déportation lui vandront une confortable pension d'invalidité qui, depuis 1958, en fera un oisif. Pour les psychiatres, il no s'agit pas d'un dément, mais seulement d'un carso-tériel souffrant d'une - démentalisa-

Same illusion sur son sort, il avait déclaré aux médecins de la maison d'arrêt : « La prison j'en sortirai les

à quinze ans de détention par un tribunal italien animal qui ne peut pas prendre la fuite», tout en decenndant que la gues du docteur Pancino, qui le sanction soit modérée. considérent comme « l'un des

grands specialistes mondiaux de l'Immunologie des cancers du sein », unt déjà recueilli quelque cent vingt signatures en sa faveur dans les milieux médicaux et de la recherche notamment, tandis que est une bouffée de haine gigantes-que qui l'a mené à ce geste, »

Les Verts demandent

La nouvelle plainte des Verts vise notamment MM. Jacques Chirac, Jacques Tonbon, secrétaire général du RPR, et Robert Galley, trésorier du même mouvement. Elle s'appuie sur les erticles L 113 et L 116 du code électoral. Aux termes de ces deux textes, «ceux qui, par des manesures frauduleuses quelcon-ques (...), auront porté atteinte (...) à la sincérité d'un scrutin » pourront

compagne sur un thome voisin : d'information et de diffusion du premier ministre. Dans la mit du 15 au 16 décembre, les sénateurs ont cependant voté la suspension des poursaites engagées contre leur col-lègne. Les Verts, qui protestem de cette décision, ont décidé de saisir à ce propos la Commission euro-péense des droits de l'homme à

"Votre génération finira forcément



Pour quinze mille places supplémentaires

Le programme de construction des nouvelles prisons devrait s'achever en 1991

entreprises lauréates du concours pour la construction de quinze mille places supplémen-taires de prison (les sociétés Fougerolle, SPIE-Batignolles, les Grands Travaux de Marseille et Dumez), les maquettes types des nouveaux établissements pénitentiaires out été présentées à la presse.

L'un a fait du « pavillonnaire éclaté » où le détenu circule badgé. L'autre a mis au point de petites unités d'hébergement en forme de croix et s'engage à donner du travail à 60 % des détenus. Le troisième a imaginé une « prison-village » tra-versée par une rue vitrée. Le der-nier, plus classique, livre un fer à cheval entouré de grillage. Là, il n'y a pas de miradors. Sans relâche, un véhicule de ronde assure la surveillance des enceintes.

Les petites maquettes que le ministère de la justice a présentées à la presse le 17 décembre donnent sans doute assez mal la mesure des efforts considérables faits par les entreprises concurrentes pour décrocher l'énorme marché de programmes dits des « 15 000 » : 4,05 milliards de francs. La découverie du monde pénitestiaire n'a pas toujours été simple pour les repré-sentants des entreprises de travaux publics, et les questions nombreuses posées aux spécialistes lors des promiers échanges avant la remise des projets montraient assez la mécon-naissance des uns et le flou des autres. Il n'empêche, en temps et en heure, les projets out été remis, choisis par le jury et approuvés par le ministre. Une fois les marchés signés, les premiers travaux de terrassement pourront commencer au mois de mars prochain et la dernière pierre devrait être posée en 1991.

Ces quinze milie nouvelles places seront, on s'en donte, la grande

Après la désignation des attreprises lauréates du justice, qui, après avoir voulu faire construire et administrer vingt-cinq mille places supplémenting de priore de p jets reteams ne frappent pas par un sens fulgurant de l'innovation, l'exercice était difficile, le cahier des charges exigeant des figures imposées et ne laissant de marge de manœuvre que sur l'image des bâti-ments et le système de sécurité. Le fonctionnement interne, hii, ne pouvait guère subir de modifications

> mités de vic. « Les résultats sont décents », estime un membre du jury. Cer-taines entreprises, sachant qu'elles seraient aussi sélectionnées sur les structures qu'elles metiraient en place pour favoriser la réinsertion des détenus, se sont engagées à leur personnalisée - des accords seraient ainsi conclus avec l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes - et même pour certains à les embaucher à leur sor-

radicales, dans la mesure où étaient préconisées bien sûr des cellules individuelles et aussi des petites

Qui contrôlera?

tie de prison.

Au ministère de la justice, où l'on est visiblement soulage de voir un projet, filt-il fort différent du projet initial, aboutir enfia, on met en avant certains chiffres pour justifier sa satisfaction. Dans les nouvelles prisons, le prix de journée sera de 120 francs contre 170 francs ; le construction (270 000 france la place en moyeme) est bien inférieur au prix moyen habituel (400 000 francs); on a fait des économies de personnel de surveillance (un surveillant pour quatre détenus et non plus un pour trois).

Reste à savoir comment vivront ces établissements de l'intérieur et

si, pendant dix ans, les prestations sur lesquelles s'engagent les entreprises pourront continuer d'être fournies avec autant de générosité dre ce du,ou none exbose aujourd'hui. . Qui va contrôler ces établissements? >, s'interrogent bien des directeurs de prison : « Le gérant mandaté, qui hormis la direction, le greffe et la surveillance, prendra tout en charge, ou bien le directeur de l'établissement et son équipe? . Le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Prançois Bonnelle, ne parvient guère à les rassurer en affirmant que le directeur restera maître à bord ». La pratique dira comment va fonctionner ce curieux couple

Il reste que si ce projet vise à désengurger les prisons surpeuplées et à donner aux détenus des conditions de vie à peu près satisfaisantes. il faut aussi savoir que ces quinze mille places seront peut-être « extensibles ». A la chancellerie, on annonce déjà que, s'il le faut, cer-taines cellules seront doublées pour parvenir à un taux d'occupation de 120 %. On voit bien que ce n'est pas à l'unification carcérale que l'on cherche à remédier.

gérant-directeur, privé-public.

AGATHE LOGEART.

• Une réaction du groupe Bouygues. - M. Michel Derbesse, directeur général de Bouygues Construction, a déclaré, vendredi 18 décembre, ne pas comprendre que le groups, numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics, qui dispose d'une certaine expérience par le biais de sa filiale américaine HDR, ne figure pas parmi les quetre entreprises retenues par le jury et par le garde des sceaux, pour participer à la construction des nouveaux établissements pénitentiaires en France. M. Derbesse a ajouté qu'il allait demander des explications au minis-

La campagne du RPR pour les législatives de 1986

l'inculpation de M. Chirac

Les Verts de Paris-Ecologie out décidé de déposer une nouvelle plainte avec constitution de partie civile pouvant conduire, le cas comment MM. Jacques Chirac. échéant, à l'inégibilité de M. Jacques Chirac, à la suite d'une enquête ayant mis en relief des agusements frauduleux du RPR au cours de la période précédant les législatives de 1986. Via une société et une association-écran, le mouvement néo-gaulliste avait financé une campagne publicitaire dont l'objet était prétendument civique ducure la dument civique durant les maines où le code électoral interdit l'affichage sur des panneaux commerciaux. Cette campagne «civique» avait été condamnée par la cour d'appel de Paris parce qu'elle ressemblait trop, par son gra-phisme et les slogans utilisés, à une

être privés de leurs droits civiques, donc être empêchés de se présenter à un mandat électif. L'inculpation des hauts responsa-bles du RPR dépend de M. Clande Grellier, juge d'instruction à Paris, qui a déjà inculpé, dans cette affaire, M. Paul d'Ornano, sénateur (RPR), représentant les Français frablis, hors de Français tablis hors de France, et M. Francois Ferrus, anjourd'hui conseiller pour la communication su Service

Strasbourg.

EN BREF

 Affaire Luchaire : le sort de M. Dubos: - La chambre criminelle de la Cour de cassation a confié, mercredi 16 décembre, à un « juge d'instruction du tribunal de Paris » un aier dans lequel M. Jean-François Dubos, ancien chargé de mission au cabinet de M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, est e susceptible d'être inculpé » de comuption de fonctionnaires et de trafic d'influence, dans l'affaire des ventes illégales de munitions à l'Iran, pour laquelle M. Daniel Dewayrin, prési-Luchaine, vient d'être inculpé.

Cette décision de la chambre criminelle élargit le champ des inculpations éventuelles visant M. Dubos firmité jusqu'à présent aux « infrac-tions à la législation pour les

 Nouvelle inculpation dens l'affaire de Radio-Nostalgie. — M. Maurice Ducrey, de la société lyonnaise d'affichage Noirclarc, a été inculpé, vandradi 18 décembre à Lyon, per le juge Georges Fenach, dans l'affaire des malversations concernant la geation de Radio-Nostalgie. Cette inculpation pour c'aux et usage de faux et recel d'abus de biens sociaux » fait suite à la découverte d'une fausse facture d'environ 70 000 francs dans les locaux de Radio-Nostalgie, qui aurait servi à acheter des especes publicitaires pour la campagne d'affichage du Parti socialiste du Rhône fors des élections de 1986. Le nombre des inculpations notifiées dans catte

 Nominations de magistrats Par décision du conseil supérieu de la magistrature, sont nommés MM. André Oriol, premier président de la cour d'appel de Chambéry, premier président de le cour d'appei de Lyon ; Jacques d'Alteroche, président du tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand, premier prési dent de la cour d'appel de Riom; Léonard Gaudin, président du tribunel de grande instance de Bordeaux, premier président de la cour d'appel de Chambéry ; Gérard Goudot, premier président de la cour d'appel de Noumée, premier président de la cour d'appel de Limoges; Jean Leventi, président du tribunal de grande instance de Dijon, premier président de la cour d'appel de Basse-Terre ; Claude Hanctseu, conseiller à la cour d'appel de Paris, premier président de la cour d'appel de Nouméa.

· La bureau du Syndicat de la magistrature. - Le Syndicat de la magistrature a élu un nouveau bureau de six membres : la prési-dente, M. Adeline Hazan, juge des enfants à Nanterre, élue l'année dernière, est reconduite pour un an aine que M. Richard Borneton (MACJ), vice-président, M. Jean-Marc Heller, vice-président, juge des enfants à Bobigny, et M. Daniel Clouet, secrétaire général adjoint, vice-président du tribunal de grande instance de Bourges. M. Georges Mamen remplace M. Jean-Pierre Deschamps dont le mendat venait à expiration, au poste de secrétaire général; un nouveau membre a été élu, il s'agit de M. Richard Adam, juge d'applice tion des peines à Amiens.

Espace

américano-soviétique pour Mars

L'Union soviétique vient de demander six Erats Une de modifier le sonde spatific automatique Objer-ver que les, deux pays doivent envoyer en 1992 en direction de Mars. L'objectif de cette modification serait de permettre la transmission d'images prises par detti bellions franco-soviéziques dérivant dans l'atmosphère de la planète. Ce projet, proposé au début du mois à Moscou, a été pris au sérieux par la NASA, ell poursit, pour un surcoût insignifiant, multiplier per deux ou pois la quantité des images prises par la mission franco-soviétique » affirme la revue américaine Aviation Week and Space Technology qui

Jouets

Réglementation européenne " sur la sécurité

des pays de la Communauté européanne ont adopté, vendredi 18 décembre, une réglementation sur le sécurité des jouets destinés aux enfants de moins de quatorze ans. A deter du 1º jenvier 1990, ces jouets devront porter la marque « CE » pour être exportés vers les pays du Merché commun. Ce nouvezu label, qui garantira le caractère non todique, hygiénique et inimiam-mable des jouets, obeira à une norme communautaira, les Douze s'engageant par ailleurs à reconnaître les normes nationales de chaque pays de la CEE en la matière.

Paris

visoire pour leur client; cello-ci sortissants politiques italiess, il devrait être examinée le 29 décem-faut faire pression pour que l'astle lue par la chambre d'accusation de aux réfugiés soit rétabli et main-

REPERES

Coopération Un nouveau président pour la Défense

Le conseil d'administration de l'EPAD (Etablissement public d'amé ragement du quartier de la Défense) a choisi, vandredi 18 décembre. comme nouveau président M. Charles Ceccaldi-Raynaud, main (RPR) de Puteaux (Hauts-de-Seine) vice-président du conseil régiona d'lle de France, en remplacement de M. Jacques Deschamps, Le conseil d'administration a, d'autre part, donné un avis favorable à la nomine comme directeur d'URBA 2000, de M. Gérard de Senneville, administrateur civil hors classe. L'existence de l'EPAD « est prolongée jusqu'en 1992 par un décret en cours de signature », pré cise un communiqué.

Radioactivité

Trafic de déchets entre la Belgique et la RFA

Le gouvernement de Bonn a décidé, le jeudi 17 décembre, de reticirement son autorisation d'exercer à la société ouestallemende de transports nucléaires Transmikleur, après la découverte d'un trafic illégal de déchets núclésires entre la Belgique et le République fédérale d'Allemagne. Selon le parquet de Hansu, trois cent vingt et un filts de déchets hautement radioactifs provenant du centre d'études nucléaires, belge de Mol auraient été importés en Allemagne entre 1982 et 1984. Il semblerait que d'autres filts provenent de cen-tres d'autres filts provenent de cen-tres allemands alent été illégalement stockés à Mol. Transnuklear affirme que certains de ses employés, ficenciés depuis, avaient accepté des pota-de vins pour ces transports illicites (le Monde du 28 avril).

Le commissaire aux comptes Guy Balu a été remis en liberté

Ecrosé le vendredi 11 décembre, M. Guy Balu, commissaire aux comptes, a été remis en liberté vendnedi soir 18 déce Ricol, président de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, a indiqué, en annoncent cette libération, que la compagnie ferait « le point sur l'évolution de cette affaire lundi 21 décembre ».

L'incarcération de M. Belu. inculpé par M. Gilbert Flam, juge d'instruction à Evry (Essenne), de complicité d'escroquerie, de nonrévélation de faits délictueux et d'informations mensongères, avait amené la Compagnie des commissaires aux comptes à décider. le iendi 17 décembre, de « rompre ses relations avec la justice = (le Monde du 19 décembre), L'inculpation de M. Balu était intervenne dans une affaire financière concermant le Comptoir des inventions pour l'automobile (CIPA), pour laquelle onze personnes, dont M. Jérôme Dapuis, ancien directeur du cabinet de M. Christian Pierret deputé PS des Vosges, ont déjà été inculpées. Mais seul M. Balu avait été placé sous mandat de dépôt.

(Mitterrand à J.F. Bizot)

par avoir le pouvoir dans ce pays?



orizon

-Kong

10 Le Monde ● Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987 •••

Etat complet des lieux à la veille du 3^e millénaire.

Le plus récent, le plus complet, le plus pointu des Atlas. Ses dimensions sont imposantes: 305 x 455 mm et 520 pages, dont 251 de cartes

physiques et politiques. Objectif : pouvoir assembler et embrasser d'un même regard, un maximum d'informations grâce à une codification claire et extrêmement dense. Ses échelles vont du 1/10.000° au 1/270.000.000°. Elles agissent comme un objectif zoom, nous éloignant ou nous rapprochant pour une vision globale ou ponctuelle.

Son index, le plus complet, stocke plus de 210.000 noms figurant à la fois sous leur vocable national (Wahran pour Oran) et dans leur traduction française. Ses pages thématiques présentent les informations les plus récentes et les plus

souvent recherchées. On n'en compte pas moins de 40 comprenant statistiques, cartes, diagrammes, graphiques et photos.

L'Atlas Universel, ouvrage scientifique, a été établi en collaboration avec de très grands spécialistes internationaux, dont l'équipe des correspondants étrangers du Monde. L'Atlas Universel Sélection-Le Monde, restera l'ouvrage géographique et cartographique de référence. C'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil indispensable.

M. Frank

dandestir

Il est le plus actuel, le plus utile et le moins conformiste des cadeaux.

Ac Monde

UNIVERSEL

Sélection du Reader's Digest

ELECTRIC CONTROL OF THE PROPERTY OF THE PROPER

production of the state of

the state of the s

attender ausgebiedig

and the same of th

semble être la principale leçon des dre mesure, du SGEN-CFDT, résultats des élections professionnelles dans l'éducation nationale, à Ce «retour au bercail » des élecrielles de déponillement. Chez les cette fédération a été la cible des instituteurs. FO perdraît plus de 3 % des voix au profit principalement du SNI (FEN) qui obtient plus de 70 % des voix, et du SGEN-CFDT. Dans le second degré la chute de FO, qui avait obtens 16 % des suffrages en 1924 est encora plus avec. frages en 1984, est encore plus spec-taculaire et atteindrait plus de 6 %, du syndicat

La FEN regagne le terrain qu'elle au profit du SNES (FEN) qui pro-avait concédé à FO en 1984. Telle gresse d'autant, et, dans une moin-

l'issue des premières opérations par-tielles de dépouillement. Chez les cette fédération a été la cible des

CYCLISME: le dopage d'une championne

L'affaire Longo est classée

Affaire classée : le bureau direc-teur de la Fédération française de cyclisme (FFC) a décidé de ne prendre ancune sanction contre peanure Longo déclarée » positive » leanure Longo déclarée » positive » c'est à dire « dopée » à l'éphé-drine — après le record du monde des 3 kilomètres, établi à Colorado Spring le 12 septembre dernier.

Vice de forme dans la procédure, règles déontologiques et bonne foi de la championae – qui avait annonce n'admettre aucune sanction – sont les arguments qui ont permis au bureau fédéral de suivre

(UCI) d'homologuer les records établis par Jeannie Longo à Colo-rado Spring (3, 5, 10 kilomètres et heure) dans les jours suivants le contrôle positif. Si l'UCI ne suit pasla FFC, aucune des performances de la Grenobloise établies entre le 12 septembre et le 12 octobre ne sera homologuable.

La FFC a également classé sans ante le dossier de Fabrice Colas, champion du monde de tandem avec Frédéric Magné, qui avait subi un contrôle positif lors des épreuves Dans cet esprit, la FFC va demander à l'Union cycliste imamationale préolympiques de Séoul en septem-

FOOTBALL: les suites de l'affaire Cabanas

M. François Yvinec a quitté clandestinement la Colombie

«Je sids abasourdi. Il y a avait beaucoup de choses qui n'étalent pas claires dans cette affaire, mais là je ne comprends plus rien. M. François Yvinec a pris ses responsabilités. Je ne sais comment tout cela va se terminer. Maintenant il ne reste plus qu'à attendre son retour en France». Telle a été la éaction du président de la Fédération française de football, M. Jean Fournet-Fayard, en apprenant le 18 décembre le dernier rebondisse-ment de feuilleton Yvinec-Cabanas.

Retenn en Colombie depuis plus d'un mois (*le Monde* du 1st décem-bre) le président du club de football breton de Brest Armorique FC qui venait de trouver im accord le club de Cali pour le transfert du joueur Cabanas après l'intervention de la Fédération internationale de football (FIFA), ne s'est pas présenté ven-dredi 18 devant le juge d'instruction avec lequel il avait rendez-vous à Bogota. On indiquait alors au siège du club breton, que François Yvinec

France. - En match avancé comp-tant pour la vingt-quatrième journée du championnat de Franca de pre-mière division, Monaco, leader du classement, a battu 2-1, le 18 décembre, le Paris-SG qui, à la veille de la trève, se trouve en posi-

tion de barragista. • TENNIS : finale de la coupe - L'équipe de Soède menait 2-0 face à l'équipe indienne à l'issue de la pramière journée de la fisale de

avait quitté clandestinement la Colombie à bord d'un avion de tourisme pour se rendre à Caracas (Vénezuels). C'est là que devaient (Véneziella). C'est là que devaient le rejoindre le joneur paraguayen Roberto Cabanas, sa francée, et l'interprête Marie-Thérèse Lopez, par un vol régulier de la compagnie VIASA.

Le président du Brest Armorique et le joueur étaient inscrits sur la liste des passagers du vol régulier de In VIASA entre! devait arriver samedi 19 décembre en début d'après-midi. Leur présence à bord de l'avien n'a pas été confirmée.

Avent de quitter Bogota François Yvinec à laissé, selon l'AFP, à l'un de ses défenseurs le message suivant : « Je sors de Colombie car j'ai des affaires urgentes à régler en France. Je n'ai pas l'intention de me soustraire à la justice colombienne et j'accepte de revenir en 1988. »

• FOOTBALL: championnat de la coupe Davis, disputée à Gosteborg, du 18 au 20 décembre. Anders Jarryd (15º mondiai), qui jouait pour la première fois en simple dans cetta épreuve, a battu le vétéren Vijay Amritraj (216º mondial) 6-3, 6-3, 6-1; et Mats Wilander (3º mondiai) a dominé Ramesh Krishaan (55° mondist) 5-4, 6-1, 5-3. Rien ne semblait empécher la Suède de remporter pour la quatrième fois le célébre saladier d'argent.



"La première fois, il me l'a fait av

MÉDECINE

Greffe cœur-poumons réalisée sur une fillette à Paris

Une fillette de onze ans a subi une greffe cœur-poumons dans la nuit du 17 au 18 décembre, à l'hôpital Laennec à Paris. Son état était jugé « aussi satisfaisant que possible ». mais ce n'est qu'an bout d'une semaine que les médecins pourront vraiment se prononcer.

L'enfant souffrait d'hypertension artérielle pulmonaire, maladie caractérisée par un rétrécissement progressif des artères pulmonaires qui empêchait la circulation normale du sang. Elle avait déjà subi, en 1976 et 1978, deux opérations de chirurgie cardiaque et attendait cette greffe depuis plus d'un an.

L'opération réalisée à Laenne par les docteurs Pascal Vouhé et Philippe Dartevelle montre qu'il n'est pas nécessaire de se rendre en Grande-Bretagne pour ce type d'intervention. C'est en effet presque toujours la même maladie qui avait conduit plusieurs enfants à se faire operer ea Angleterre chez le professeur Magdi Yacoub, spécialiste mondial des greffes cœurpoumons.

En réalité, des transplantations occur-pournous ont été réalisées chez l'adulte et l'enfant à la Pitié-Salpêtrière. Les listes d'attente sont longues et le nombre de donneurs compatibles reste faible; une meilleure organisation des prélèvements devrait permettre à la France de combler son retard en la matière.

· Nouveaux fromages à l'Index en Suisse. — Trois nouveaux fromages français sont venus s'ajouter à la liste des pâtes interdites à la vente par les autorités helvétiques en raison de la présence dans ces produits d'un bectérie susceptible de déclencher une maladie parfois mortelle, la listériose. Ce sont l'edelweiss de Cléron, le marquis de crémembert saint-hubert et le blubry's bresse bleu. Un nouveeu fromage suisse a été également mis à l'index, le saint-paulin de Valcrème à Sierre. Il y a désormais vingt-quatre fromeges interdits en Suisse : un d'ori-gine italienne, neuf d'origine suisse et quinza d'origine française.

SCIENCES

Menacé du départ des Britanniques le CERN doit procéder à de sévères économies

Les Britanniques se retireront-ils du CERN? C'est un des points chauds de la réunion, les jeudi 17 et vendredi 18 décembre à Genève, du conseil d'administration du Laboratoire européen de physique des par-ticules, plus connu sous son ancien

Le Conseil a élu un nouveau pré-sident, M. Josef Rembser, haut fonctionnaire du ministère ouest-allemand de la recherche et de la technologie. Il a anssi décidé de nommer comme successeur à M. Herwig Schopper, directeur général de l'organisme, M. Carlo Rubbia, prix Nobel de physique pour des travaux faits an CERN.

Un retrait immédiat est exclu. Quant fut décidée la construction du LEP, le grand anneau de collision implanté dans un tunnel circulaire long de 27 kilomètres, creusé sous le pays de Gex et le Jura, les pays membres du CERN s'engagèrent à ne pas se retirer du projet avant l'achèvement des travaux, au printemps 1989. D'autre part, toute décision de retrait d'un membre doit être notifiée un an à l'avance. La Grande-Bretagne pourrait done annoncer son retrait après l'achèvement du LEP.

Arrêt des recrutements

Le raison? M= Thatcher trouve que le CERN lui ocûte trop cher. Bien que son gouvernement pré-tende avoir « protégé » le budget britannique de recherche depuis 1980, on sait bien que la recherche, surtout fondamentale, ne fait pas partie de ses priorités. Et bien que le pudget du CERN sit comm, ces dernières années, une lente décroissance, cela ne compense pas le fait qu'il soit établi en france suisses, monnaie par rapport à laquelle la livre sterling — antre autres — s'est notablement dévaluée.

Si seuls les Britamiques ont messacé de se retirer - l'opinion

dominante, ces jours derniers, était qu'ils s'en tiendraient à la menace la plupart des autres membres trouvent comme eux que le CERN coûte cher. C'est ce qui a motivé la constitution d'un « comité d'évaluation du CERN», présidé par M. Anatole Abragam, professeur an Collège de France, et constitué de personnalités extérieures à la physique des hautes énergies. L'avant-propos de son rap-port est d'ailleurs intitulé « le CERN vu de l'extérieur ».

Ce rapport, présenté à l'actuelle session du conseil, évalue le CERN sous plusieurs aspects, mais est cen-tré sur les possibilités d'économies, et fait à ce sujet de nombreuses suggestions - qui ne sont pas toutes du goût de la direction.

Le comité ne remet nullement en cause « la nécessité de poursuivre activement l'étude de la physique des particules ». Il reconnaît la « réussite scientifique et cultu-relle » qu'est le CERN et souligne que cet organisme « a montré la voie aux industriels en leur faisant découvrir l'intérêt de la coopération européenne ».

Il note aussi que le programme du CERN est un tout qu'il est impossible de le diviser en groupes d'acti-vités indépendantes, auxquels cha-que pays pourrait participer à la carte – formule retenue pour les programmes de l'Agence apatiale européenne. Les différents accélérateurs du CERN - PS, SPS et bientôt LEP - travaillent en chaîne, chacun servant d'injecteur au suivant. Il n'est donc pas possible de faire des économies en arrêtant l'un d'eux ou en réduisant le programme scientifique. C'est sur la gestion qu'il fant agir, et à un moindre titre sur les relations avec l'industrie.

La comité d'évaluation considère que « des économies budgétaires considérables peuvent encore être réalisées, bien qu'un effort très sérieux ait été accompli au cours des dernières années ». Les mesures proposées portent ..essentiellement

sur la réduction des effectifs, l'évolution du statut du personnel et contrôle des rémunérations. Le rapport indique cependant que en raison de diverses rigidités, les mesures qu'il propose « ne commenceront à produire un effet visible que dans quelques années ».

Le rapport s'en prend surtout au statut de fonctionnaire international des quelque 3 440 agents du CERN, - effectif qui doit descendre à 3 000 à la fin du siècle, d'après les prévisions actuelles de la direction, et que le cComité propose de faire décroi-tre beaucoup plus rapidement, en le ramenant à 3 100 dès 1991. Pour les ingénieurs et les administrateurs de haut rang, il propose l'arrêt presque complet des recrutements. Les remplacements indispensables se feraient sur contrat à durée déterminée. C'est une politique que la direc-tion a déjà commencé d'appliquer.

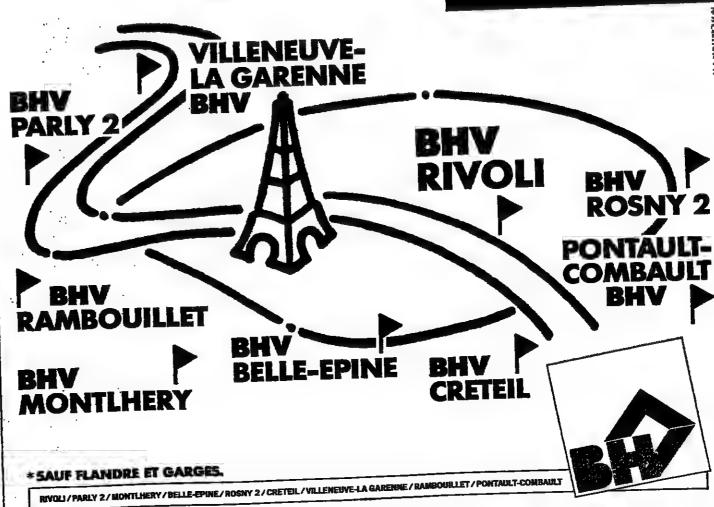
Pour les personnels d'exécution, pour lesquels le rapport reconnaît que « ce n'est pas une pratique courante de proposer à des dactylos, à des ouvriers mécaniciens, à des manutentionnaires, à des magasiniers, des contrats de trois à six ens », il propose la création de deux filiales, de droit français et suisse, auxquelles ils seraient rattachés. C'est l'un des points sur lesquels la direction du CERN s'oppose fortement au comité. Elle estime que « cette suggestion n'améliorera par la flexibilità » dans la gestion du personnel et que « la diminution des couts est douteuse si l'on considère que les filiales françaises et suisses seraient soumises à l'impôt et auraient à payer des salaires imposés (1) et des cotisations de Sécurité sociale ». M. Abragam répond que « la direction n'a pas compris, ou pas voulu comprendre, le sens de cette proposition ».

MAURICE ARYONNY.

(1) Les fonctionnaires internationaux ne paient pas d'impôt sur le



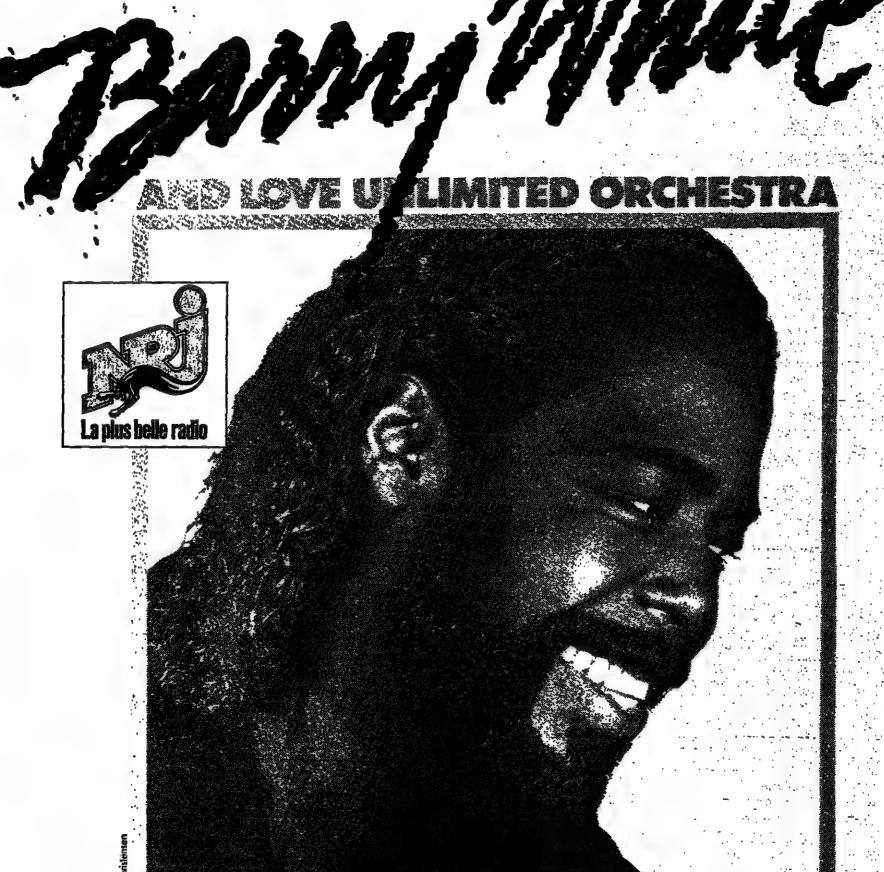




ا مكذا من الاصل

12 Le Monde • Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987 •••

LESLY PRODUCTIONS EN ACCORD AVEC MOÏSE NAHAÏSI PRESENTE



LE 31 DECEMBRE 1987 A 22H

LE REVEILLON "NRJ

PRESENTE ET ANIME PAR MARC SCALIA JUSQU'A L'AUBE DANS LA PLUS GRANDE DISCOTHEQUE DE FRANCE.



A PARIS AU ZENITH



Réservations: 3 FNAC, Nuggets, Clémentine et agences. Par Minitel 3615 RVPM et LIBE

THÉATRE

Le mime Marceau au Théâtre des Champs-Elysées

Contre le temps avec le silence

Le mime Marceau fête les quarante ans de Bip. Son héros lunaire vit mal les temps futurs,

mais n'a pas pris une ride. « Ce personnage entre chez nous

sur des pieds de voleur, avec le ter-rible sans-gène du clair de lune », écrivait Jean Cocteau en 1954, dans sa préface à Pantomines, l'un des sa préface à Pantomines, l'un des nombreux films réalisé sur le mime Marceau. Depuis quarante ans, le mime arpente le silence, jongle avec le vide et chorégraphie, d'une ligne de sourcil, d'un jeté d'épaule, son théâtre intérieur. Il n'a qu'un geste à faire, entrer en scène, et la salle conquise d'avance l'applandit, car conquise d'avance l'applaudit, car elle le reconnaît. A tous, anciens ou nouveaux spectateurs, son visage portant à même la peau le masque lunaire, sa silhonette blanche, son maillot rayé et son boléro gris qui lui saute au pombril sont familiers.

Le mime Marceau est sensible à cette reconnaissance, à cette amitié. Mais il suit bien que le temps est là à grignoter l'énergie, la fermeté d'un appui au soi, si nécessaire quand on charge le corps de dessiner dans l'espace des poèmes. Certains, il est vrai, ont un peu vieilli, mais l'art est resté le même, mimirable dans ses paradores. puisou'il s'agit bien de paradoxes, puisqu'il s'agit bien de montrer ce que l'on ne devrait pas voir – les sentiments – et d'esquiver ce qui devrait sauter aux yeux : l'effort physique.

Ce nouveau spectacle, surtout dans la première partie, s'étire un

An Théâtre des Champs-Elysée peu. Trois jeunes mimes sortis de jusqu'au 10 janvier.

son école. Galmiche, Malcohn et Nowak, accompagnent le mime Mar-ceau dans quelques Pantomimes de style, dont la plupart sont des créa-tions. On leur préfère les pièces plus anciennes. Ainsi le kafkalen Cau-chemen du plancabet en la Educhemor du pickpocket ou le Fabri-cant de masques, drame très hugo-lien de l'homme condamné au rire, avec son musque burleaque collé au visage, dont il ne pervient plus à se défaire.

Caricaturiste tendre

Dans Iardin public, on retrouve la possie, le charme burleaque du mime Marceau, caricaturiste tendre de la vie quotidienne. Et tout l'univers de Bip, de retour dans la seconde partie, chapeau noir orné d'une fleur rouge. Bip prend le train, se suicide, joue David et Goliath, s'égare dans les temps modernes, s'egare dans les temps modernes, s'angoisse des temps futura. C'est au paumé, un grand môme, aux aven-tures gentiment nalves, qui, pour finir, s'éloigne sur la pointe des pieds, se fond dans le décor, s'efface de la scène. L'image est belle, qui nous renvoie à notre mémoire; où le mime Marceau, de ses deux mains enlacées sur sa nuque, de leurs caresses solitaires, dos au public, raconte si bien toute la tendresse et la nostalgie des pierrots de nos enfances. Salut l'artiste!

« Chorus Line » au Châtelet

Autoportrait de Broadway

Enfin à Paris l'une des comédies

musicales les plus mythiques, et l'une des plus proches

itinérants qui vont d'un spectacle à un autre et densent anonymement de chasur en chasur. Chorus Line est une comédie musicale légendaire. Son caractère mythique a été reconnu pratiquement à ses débuts, en 1975, à Broedway, où elle est encore représentée. Récompensée par sept Tony Awards, adaptée par Hollywood dens un film qui ne coûta pas moins de 30 millions de dollars, Chorus Line est aussi l'œuvre maîtresse de Michael Bennett isparu au début de l'été, qui fut l'un des cius brillants chorégra-

Charus Line a porté Michail Bennett, ancien «chorus boy» dont le premier succès de metteur en acène avait été obtenu sept ans plus tôt avec Promises is, au rang et au titre de rince de Broadway. D'un coup, Michael Bennett a été catapulté aux côtés de Bob Fosse et de Harold Prince, et Chorus Line, suite de séquences réunies par une construction parfaitement équilibrée et par un très insolits ton basé sur l'impiroyable philosophie « succès-insuccès » du théậtre, est devenue l'un des sommets absolus du genre. Avec ses moments de tension, de charme et d'humour trépidant, avec son mélange magique des styles et l'extraordinaire diversité des musiques - rock classique,

ment utilisée comme dans un film - réunies pour l'occasion.

Charus Line reconte l'histoire d'une audition : pour le recrutement de huit danseurs, quatre hommes et quatre femmes, pour le chasur, cent candidate se sont présentés. Dix-sept d'entre eux ont été retenus et vont aubir une Célébration de Broadway et dernière épreuve. Pour misux scène, placé à l'arrière du théâtre et communiquant per micro, feit raconter aux candidats leur propre histoire. Les huit rescapés decette épreuve un peu spéciale où chacun révèle son ego se retrouvent fondus dans le chœur, portant costumes de paillettes étincelantes et coiffée de chapeaux melon dorés pour danser avec une précision remarquable la

La troupe américaine out oré-

sente Chorus Line au Théâtre musical de Paris parcourt le Elle déborde d'énergie et d'enthousissme, de talent et de grâce. Elle rend doublement magique cette représentation d'une des comédies musicales les plus originales que nous a livrées Broadway. L'un de ses autoportraits les plus vibrants et les plus riches d'humanité. Le public du Châtelet est fasciné par fes mouvements de la troupe. Et quand les confessions des candidata prennent le pas sur la danse, le spectateur ne cille pes. A croire que l'anglais est devenu notre deuxième langue, il est vrai que le programme contient pour tions et de traductions de dialo-

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre musical de Paris, 20 h 30.

PHOTO

The second secon

Bonnard à Orsay

Langueur, fraîcheur et volupté

Traitant de sa vie intime et de sa vie familiale, 222 vues inédites célèbrent l'interaction de la vision de Bonnard, peintre et photographe.

« La peinture a sur la photogra-phie l'avantage d'être faite à la main », disait Boanard. Vraisemblent initié à l'image fixe en 1891 par Vuillard, il s'y est exercé pour-tant durant un quart de siècle. Sans se prendre au sérieux, ai tirer luite ses épreuves. Et en observant un tel silence sur cette activité, à première vue secondaire, que l'ensemble de sa production photographique ne fut révélée qu'en 1970.

Il ne s'est jamais prétendu photo-graphe. Utilisé comme l'est le Pola-rold aujourd'hui, son Model Pocket Kodak (pour dames) était tout à la fois un aide-mêmoire, un carnet de croquis mais aussi un instrument de travail employé par référence à la peinture, comme le prouvent les sur-prenantes séances de pose en plein air avec sa compagne et modèle favori, Marthe, rencontrée en 1893 et épousée trente-deux ans plus tard.

Silhouette blanche et me, dressée, assise ou accroupie à contre-jour dans les buissons, elle reprend doci-lement les postures indolentes du modèle académique. Main gauche à la nuque ou sur son sein droit, variant ses poses, en simulant des actions ordinaires, elle exécute une

danse figée, à l'érotisme discret. Et d'autant plus provocant qu'elle a lieu dans un cadre qui n'est pas habituellement le sien. Terré dans les scuillages, le corps lumineux, mystérieusement décapité par la pénombre, est autant le sujet d'une étude distante et consciencieuse que l'objet clairement exprimé d'un

Muse comparable à celle que fut Jeanne Rozerot pour Zola, Maria Boursin précède ainsi les sus sensuels qui figurent dans l'œuvre picturale. Bonnard en personne, de profil, assis dans l'herbe ou examinant la ramure d'un arbre, se fit photographier nu par Marthe, dans le jar-din de Montval, en vue des lithogra-phies de Daphnis et Chloé, commandées par Vollard.

Réalisées dans le même esprit que ses toiles, ces esquisses ne furent toutefois jamais recopiées sarvile-ment. Même lorsque dans le clair-obscur de l'atelier de Montmartre, il saisit Marthe alanguie, allongée de dos, sur un lit défait, il ne s'agit que d'ébauches. D'où naîtront l'indo-lente, la Sieste ou l'Homme et la Femme. Et bien sûr, vers 1908, Marthe au tub, composition char-nière, où la chair brossée splendidement dit son dù à Renoir.

Durant les vacances annuelles passées en familie, à la campagne, à Noisy-le-Grand ou au Grand-Lemps, Bonnard coche au vol. en toute liberté, les sensations. Portrai-turant ses proches et ses amis, il complète joyeusement chaque été son album de famille. Gorgées de rires et de soleil, scènes champètres de jeux, luttes et baignades resti-tuent le souvenir des instants heureux. Avec une hardiesse formelle aussi inventive que celle de Lartigue (gros plan, mouvement), le peintre clame son amour des enfants. Et attisant la vivacité de son œil, affine son sens de l'observation en captant les animaux au cinquantième de seconde, surtout les chats, qu'ils sau-tent sur la robe d'Andrée Terrasse ou s'éclipsent d'un bond dans les

Lassé sans doute par la recherche de la vérité de l'instant, Bonnard abandonne la photographie vers 1922. Mais son œur photographi-que a fidèlement suivi l'évolution de sa peinture. Témoignant d'une parenté manifeste dans le choix des sujeta, la rétrospective présentée à Orsay est tirée des épreuves et néga-tifs orignaux. Virés aépia, les contacts au format miniature ont été agrandis par Jean-Jacques Sauciat.

PATRICK ROEGIERS.

* « Bonnard photographe », présenté su musée d'Orsay jusqu'su 25 janvier 1988. Sous le même titre, paration d'un aibum, préface d'Antoine Terrasse, textes de Françoise Helbrun et Philippe Néagu, 270 reproductions en noir et 16 en couleurs, coéd. Philippe Sers et Réunion des Musées nationaux, 240 francs.



« La Baignade des enfants ». Terrasse du Grand-Lemp (1903)

CINÉMA

«L'Aventure intérieure », de Joe Dante

La veine cave se rebiffe

Plongez en sous-marin dans les veines d'un petit gringalet poursuivi par d'horribles savants fous,

un cow-boy givré et une jolie fille. C'est Noël.

Le nucléaire, c'est démodé, « peronne n'a le courage de s'en servir ». L'espace, c'est un four, « on balance des l'errari en orbite; c'est tout ». L'avenir est à la miniaturisation, et les chercheurs travaillent comme des malades dans la Silicon Valley californienne. Ainsi, le commandant Tuck (Dennis Quaid) et son vaisseau submersible sont réduits à la taille d'un gros virus et placés dans une seringue pour être injectés dans

Hélas! une équipe d'un labora-toire rival fait irruption et fauche la puce électronique nécessaire au réagrandissement de Tuck à la taille normale. Le patron de l'expérience a le temps de s'enfuir et, au terme la seringue dans les fesses d'un petit vendeur maigrichon, Jack (Martin Short), pour qui démarre une série de pépus phénoménale. Il doit se battre contre les méchants qui veulent hii prendre Tuck, qui se balade dans son organisme à moitié ivre et chantant Twistin the Night Away, résister au charme de Lydia (Meg Ryan), la fiancée de Tuck, et survi-vre tout simplement à la felie furieuse du schuario.

Le délire au cinéma supporte bien La peinture une forte fièvre. Pour la maîtrise est-elle histe dans l'excès, on peut faire confiance à Joe Dante depuis Piranhas (1978), son pastiche des Dents de la mer, et, plus récemment, Explorers. Si Richard Fleischer nous avait déjà fait passer dans les veines d'un me en sous-marin (le Voyage fantastique), la petite virée que propose Dante est nettement plus explosive et hilarante.

Le bon sens ni le bon goût ne sont au rendez-vous, et on ne s'en plaint pas, tant le fantasme singulier de Dante a besoin de liberté pour se déployer dans toute sa cohérence. Ce qu'il fait. Le rythme du film, son mélange de gags impossibles à raconter, ravageurs, et de suspense épouvantable (Allons-nous trouver à temps le bon canal salivaire? our choir dans le bol slimes taire et le lac mortel des sucs gastriques?), sont impitoyablement drôles et foat de cette épopée spéléo biologico-psychanalytico-policière un chef-d'œuvre du bizarre digne d'Hellzapoppin, de 1941 et de Lewis Caroll.

MICHEL BRAUDEAU.

• PRÉCISION. - M. François Crosset, professeur à l'université de Paris-IV-Sorbonne, grand prix d'histoire de la Ville de Paris (le Monde du 13-14 décembre), nous prie de préciser qu'il a suivi les enseiconstruents à la London School of Economics; quant il était boursier en Angleterre, mais qu'il n'est pas diplâmé de cet établéscement.

« Caravaggio », de Derek Jarman

Les hommes préfèrent les blonds

est-elle histoire de mœurs ? Il paraît que oui : voyez le Caravage.

On a vu.

Michelangelo Merisi da Caravag-gio, autrement dit le Caravage, était-il gay? Les historiens de l'art, s'ils avaient eu des soupcons, étaient demeurés évasifs. Ou indifférents. Arrès tout Michelange, et Léo-Après tout, Michel-Ange, et Léo-sard lui-même... L'affaire n'était pas bien importante à leurs yeux. Erreur, aveuglement! Derek Jar-man, que l'on connaissait pour un Sebastione on le saint martyr disait, mais en latin, d'étranges douceurs à ses bourreaux très « cuir », vient rétablir les faits. Non seulem Caravage préférait les ragazzi, mais son art ne se comprend que selon cette révélation. Suit une démons-

tration d'une heure et demis. Michelangelo (Nigel Terry) est à Porto-Ercole, il n'a pas quarante ans, il a la fièvre, il revient de Naples, tout va mai et son valet muet ne suit comment le soigner. Michelangelo va mourir et donc il merorit son passé (le procédé n'est pas neuf, tant pis). Adolescent, il fait le trottoir à Rome, tout en peignant. Il rencontre bientôt le cardinal del Monte, qui lui commente Lucrèce au lit et le protège.

Pais tout se complique. Le peintre préfère aux charmes discrets de cunes abbés vêtus de noir ceux, plus voyants, d'un boxeur blond comme David Bowie, nommé Ranuccio (Sean Bean). Ce dernier pose et permet au Caravage d'achever son Martyre de saint Matthieu. Le pein-

s'aimer de manière peu platonique. La petite amie de Ranuccio, Lena (Tilda Swinton), est jalouse. L'insfait un enfant au terme d'une débauche dans les catacombes romaines où le Saint Père se montre torse nu sous un masque de satyre. Ranucci qui est un garçon impulsif, nois Léna: et le Caravage, qui ne l'est pas moins, égorge l'amant meur-trier. C'est fini.

La vraie vie du Caravage làdedans? Evaporée. A quei bon objecter que si le peintre tua un Ranuccio Tomasini, ce fut dans un duel, après une partie de jeu de raquette? Ces vétilles ne gênent pas Jarman, qui s'amuse à placer quel-ques anachronismes bien gros dans son récit - une moto, une machine à écrire et même une calculette made in Japon. Ces plaisanteries amusent deux ou trois grandes minutes, avant que tout ne retombe dans la mélo lyrique, l'analyse de la peinture dans d'éprouvantes reconstitutions de tableaux vivants et le propos dans le prone. Pour être un grand peintre, il faut être anormal, il faut lutter contre la morale, il faut transgresser les tabous, etc.

Ces banalités sur la création font l'essentiel des dialogues - écrits en style aymboliste, fin de siècle, Jar-man, qui n'est, hélas, ni Ken Russel ni Pasolini, enfile les clichés comme d'autres les peries. Reste que son Caravaggio contient une information fort précieuse : c'est que le pein-tre n'aimait pas les artichants à

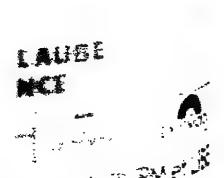
PHILIPPE DAGEN.

UN FILM POUR TOUS LES ENFANTS D'AUJOURD'HUI

UN FILM DE_



LION D'OR-



Spectacles

théâtre

primé à Moscou,

le film dont

tout le monde parle.

Magnifique!

Extraordinaire!

LE FIGARO

Inoubliable!

Intelligent!

Viva Fellini!

la croix

Fellinissime!

France Soir

La classe! ACTUEL .

Et vogue le cinéma! -Micration

Un chef-d'œuvre!

FEDERICO FELLINI

INTERVISTA

le quotidien

- Telerama

20 h 45.

SPECTACLES NOUVEAUX

VEUVE MARTINIQUAISE CHER-CHE CATHOLIQUE CHAUVE. Théâtre du Lucerneire (45-44-57-34) LE FAISEUR. Vincennes. Théatre Daniel-Sorano (48-08-60-83). 21 h, à 18 h, le dimanche.

Les salles à Paris

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Taupe : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). Une fem scule: 20 h 30, dim. 17 h. ARLEQUIN (RESTAURANT-THEATRE) (45-89-43-22). Le Miracle

de Théophile : 20 h 30. ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Une année sans été (Festival d' à Paris) : 20 h 30, dim. 16 h.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23).
Duphnis et Chioé + l'Ue de Talipatan :
20 h 30, dim. 15 h. ATELIER (46-06-49-24). Bads: 20 h 30, dim. 15 h. BATACLAN (47-00-30-12). Zooc

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Las Petits Pas (Festival d'automne à Paris) : 20 h 30, dim. 16 h. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). L'Excès contraire : 18 h et 21 h 30, dies.

CARRÉ SILVIA MONPORT (45-31-28-34). Iphigénie: 20 h 30, dim. 16 h. CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15). Le Temps, le fou : 21 h. CARTOUCHERIE THÉATRE. DE LA TEMPÉTE (43-28-36-36). Saile L. La Vénus à la fourture : 20 h 30, dim. 16 h. Les Pragmaistes : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). L'Indiade on l'India de leurs rêves : 18 h 30, dim. 15 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-Acclamé à Cannes,

Samedi 19 - Dimanche 20 décembre

CENTRE WALLONTE-BRUXELLES (42.96-12-27). La Resson Paris-Gipty (Festival d'ausonne à Paris): 21 h. (ITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (43-89-38-69). La Resserre, Bé-rénice: 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elyste : 21 h, dim. 15 h 30. COMÉDER DE PARIS (42-81-00-11).

Les Dindons de la farce tranquille ; 19 h 30 ez 21 h 30, dim. 15 h 30. COMÉDHE FEALDENNE (43-21-22-22). Casanova ou la Dinaipation : 20 h 30, dim. 15 h 30.

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Safe Richellon. Taronnet: 20 h 30. b Dim. Monsierr chasso: 14 h. DAUNOU (42-61-69-14). Monsierr Ma-sure: 21 h, dim. 15 h 30.

DOZ-HUIT THEATRE (43-26-47-47). Trop cher payé: 20 h 30, dipa. 16 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Péripatéti-ciens : 20 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 23 h. EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Epoque épique : 20 h 30, diss. 15 h 30.

ELDORADO (42-49-60-27). L'Auberge du choval bianc : 15 h et 20 h 30, dim. 15 h. ELYSÉE-MONTMARTRE

25-15). Pendango : 14 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h. Gim. 15 h.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). Le Potis Bruit des pertes de bois : 20 h 15, Gim.
dernière 14 h 45. La Tragédie des treise
vuisseaux : 22 h 30, dim. dernière
16 h 30.

ESSAION DE PARES (42-78-46-42).

Calle I La mili terman 21 h dim. 17 h.

Salle I. La nuit renne: 21 h. dins. 17 h. FONTAINE (48-74-74-40). An second, tout va bion !: 18 h et 21 h. CATTE-MONTPARNASSE

ASSE (43-22-Book : 18 k 30 ot 16-18). L'Eloignen 21 h 30, dim. 15 h. GALERIE 55 (43-26-63-51). Be Trayel :

GAVEAU-THÊATRE (SALLE GA-VEAU) (45-63-20-30). La potite chatte est marte: 15 à 30, mar. 19 b. GRAND HALL MONTORGUEL (42-96-04-06). La Fale de Chaillet: 20 à 30, din. demière 18 à 30.

CUICHET MONTPARNASSE (41-I7-88-61). Le Chien de Nosi (A Christmas Carol): 18 h 30, dim. 17 h. La Sortie an (h@lre: 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Mademe Sans-Gine: 15 h 30 et 20 h 30, mer., dim. 15 h 30. HOTEL LUTETIA (SALON TRIANON)

(45-44-38-10). Le Traducteur elepto-mane on la disparition : 20 h 45, dim. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-rrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Lettre d'une incomme : 21 h 30. LA BASTILLE (43-57-42-14). luven-

LA BRUYERE (48-74-76-99). Premiere
Jouneste: 21 h, dim. 15 h

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Rice

dégagé autour des oreilles, s'il vons piar i: 20 h 15. Carmen Cru : 22 h. LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02), Fons-troi la pais avec Galusbarre : 19 h. L'Etonname Famille Bromé : 21 h. dim.

16 h 30. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théanne moir. Parlous en commo d'un créateur à es aunre : 20 h. Nous, Théanne Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théanne resus. Le Petit Prince : 20 h. Veuve tractionnaire observée cutholique chaove :

MADELEINE (42-63-07-09), Les Fieds dans l'eau : 18 h et 21 h, dian. 15 h 30. MAISON DE LA POÈSIE (42-36-72-53).
Cette leaste traversée du désir : 18 h.
MARAES (42-78-03-53). En famille, ou s'aurange toujours : 20 h 30.
MARIE STUART (45-08-17-80). Le Bal des monstres : 18 h 30. Haune Autriche : 20 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). Keen : 20 h, dim. 15 L

MARKINY (PETIT) (43-25-20-74). La Mentenae: 18 h et 21 h, dim. 15 h. MATHURINS (43-65-90-00). L'Idiot (Théire, Manique, Dune dam la ville): 20 h 30, dim. 15 h 30.

MICHEL (43-65-35-02). La Chambre d'ami: 18 à 30 et 21 à 30, dins. 15 à 30. MINTHODREME (47-42-95-22). Double Mixtu: 18 h 30 et 21 h 30. dim. 15 h 30. MOGADOR (42-85-38-80). Caleros : 20 b 30, dim. 15 b.

20 b 30, dam. 15 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). La Socret: 18 het 21 h 15, dim. 15 h 30.

MOUFFETARD (43-31-11-99). La Lavoir: 20 h 45, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Mais qui cet qui ?: 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

ODÉON (COMÉDEE-FRANCAISÉ) (43-25-70-32). Le Marchard de Venire (Fes-tival d'autonne à Paris) : 19 h 30, dim. 14 h.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). L'Anga de l'information: 18 h, dim. 18 h 30. de l'information: 18 n. dem. 18 n. 30.

CEUVRE (48-74-42-32). Léopoid le biennimé: 20 h 45, dim. 15 h.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93).

Grande milje. Le Madeleine Prouge à

Paris : 21 h. dim. 15 h. Putte soile.

Pleure pus Gilbert Trio: 19 h. dim. 17 h.

PALAES DES SPORTS (48-28-40-90). L'Affaire du courrier de Lyon : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h et 18 h 30. PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Hurle herls on le Réactionnaire amoureux : 17 h 30 et 21 h, dim, 15 h.

PARRS-VILLETTE (42-02-02-68), Ya bon Bamboula: 21 h, dim. 16 h 30. POCKIE-MONTPARNASSE (45-48-92-97), Salle IL Reine suère: 20 h 45, dim. 15 h, Salle IL Ma chère Rose: 21 h, dim. dernière: 15 h 30.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Crimes de comer:21 à, dien. 15 h.

BANKLAGE (42-88-64-44). Bestion of Restieune : 20 h 30. WENAISSANCE (42-08-18-50). Un jardin en désordes : 18 h 30 et 21 h 30, dim.

48 d Process d'Oriéans : 20 h 30, dim. 16 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Les Seins de Lola : 20 h 45, dim. 15 h. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards: 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Le Buiser de la femme-araignée: 21 k. dim. 15 h 30. THÉATRE 13 (45-88-16-30). Comme on regarde number les femilles : 20 h 45, dim. 15 h.

THEATRE DE DEX RECIERS (42-64-35-90). Macha: 20 h 30, dm. 18 h 30, THÉATRE DE L'EST PARISON (43-64-80-80). Le Triomphe 20 h 30, dim. dernière 15 h. he de l'amour :

20 I 50, cmm. cermere 15 h.
THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Cochon qui s'en dédit : 18 h 30, dim. 18 h 30, Salle I. L'Etranger : 20 h 30, dim. 15 h. L'Ecume des jours : 22 h, dim. 17 h. Salle II. La Métamosphose : 20 h 30, dim. 15 h. Huis clos : 22 h, dim. 15 h. Huis clos : 22 h, dim. 17 h. THEATRE DE LA PLAINE (42-50-

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). Le Pont des soupirs : 20 h 30, dim. 15 h 30. THÉATRE DES CHAMPS ELYSÉES (47-20-36-37). Pantomines de style et Pantomines de Bip : 20 h 30, dim. 15 h

THEATRE DES CINQUANTE (43-55-

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). As-thur (Los 3 Jeanne): 21 h. THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). Quel Petit Véto ?: 21 h. dian. devailles 16 h. THEATRE MUSICAL DE PARIS (42-

33-00-00). A Chorus Lins: 16 h st 20 h 30, mer. 14 h 30, clim. 14 h 30 et 18 h 30. THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Thilite. Le Son-lier de satia: 15 h, dim. dernière 13 h. Thilite Chaire. Une lune pour les dé-shérités: 20 h 30.

THEATHE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande malle. Dom Juan (en hommage à Louis Jouves) : 15 h et 20 à 30, dans, 15 h et 18 à 30. Ivades asse. Une heure avec : Rross Solavy : 18 h 30. Le Trie en mi bémoi : 21 h, dim. 15 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Zavier Laconture dans la cadre de la Timbelo: 15 h. Arrivez les filles: 18 h 30. Le Dé-nournement d'avion le plan fon de l'an-de: 22 h 14 née : 22 h 15.

TOURTOUR (48-87-82-48). Pointure sur-sol: 19 h. Profession imitateur! Et en plus...; 20 h 30. J'aime Brocht: 22 h 30. TRISTAN-SERNARD (45-22-08-40). Le Quaturo Violens dingues : 19 L. Sylvie-Joly: 21 b.

VALHUBERT (THÉATRE) (45-84-30-60). Le Tarmife : 15 h et 20 h 30, dim. dornière 15 h. VARIETES (42-23-09-92). Cent eacore mieux l'agrès-midi : 17 la 30 et 21 h, dim. 15 h.

ZERNE (43-57-51-55). La Maison soccetta l'échee : 20 h 30. Hors de chez sei : 22 h 30. ZINGARO (CHAPITRAU CHAUFFÉ) DAUMESNIL (43-44-67-90). Zingaro:

En région parlsienne

AUSERVILLERS (THEATSE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Grande saile, Maison de poupée : 20 ls 30, dim. 16 ls 30. Peties saile. Lequel est fou de aous deux ? (Festival d'automns à Paris) : 21 ls, dim. dernière 17 ls.

Paris): 21 h, dim. demicre 17 h.

BORICNY (MAISON DE LA
CULTURE) (48-31-11-45). Partition.
inschevée pour piano mécanique Specticle en langue italienne: 20 h 30, dim.
demicre 15 h.

CHATEMAY-MALABRY (TERATRE
DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33). D.

Dim. Le Roi en le Cadavre: 16 h.

CHATEMAY-MATARE DE L'ARC. (42-

Dim. Le Roi di le Cadave: 16 le.
CLICHY (THÉATRE DE L'ARC) (4270-03-18). L'Alde-mémoire: 21 le.
CLICHY (THÉATRE RUTEMEUF)
(47-39-22-38). D Dim. Le Vagabond
repaire: 15 le.
ENGRIEN (THÉATRE MUNICIPAL
DU CASINO) (34-12-90-00). L'Anaonce faire à Marie: 20 le 45.



ERMONT (THEATRE PIERRE FRES-NAY) (34-15-09-48). Poil de carotte : 20 h 30, dim. 16 h. EVRY (AGORA) (64-97-30-31). Jo ross

sims: 20 h 30. IVRY (THÉATRE D'IVRY) (46-72-37-43). L'Eclipso de la bulle : 20 h 30, dim. 16 h.

JUVISY SUR ORGE (THEATRE DE L'ECLIPSE) (69-21-60-34). Les Amours perdues : 21 h. MANTERRE (IMEATRE DES AMAN-DIERS) (42-21-18-21). Grando salle. Piomiers à Ingolstadi (Festival Conme à Paris) : 21 h 30, dim. decrière

NEUTLLY (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). Jonatan le mat : 20 h 30.

SAINT-DENIS (THEATRE GÉRARD)
PHILIPE) (42-43-17-17), Saile G. Rohard. Mais n'te promèze donc pas toute
sus: 20 h 30, dim. 16 h. Saile L.-M. Serreas. Eloge de la pornographie: 20 h 30,
dim. 16 h. Saile Le Terrier. Les Souffrances du jeune Werther: 18 h 30 et
22 h 30, dim. 18 h 30.

BAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (ROND-POINT LIBERTÉ) (48-39-9-10). Ga-lapagos: 21 h, dim. dermèro 15 h. lapagos: 21 h. dim. dermere 15 n.
SUEESNES (ENTREPOT) (45-0613-10). Nous sommes is jennes, nous as
pouvous pas amendre: 21 h.
VERSARLIES (THÉATRE MONTANSIER) (39-50-71-18)- Y's-t-Il mr otage
dans l'immeable?: 21 h.

VINCENNES (THÉATRE DANIEL SO-BANO) (48-08-60-83). ▷ Dim. Le Fai-

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

Hittel impérial (1939, v.o.), de Robert Florey, 15 h.; Nons... les games (1941), de Louis Daquin, 17 h.; Denx ferumes en or (1970), de Claude Fournier, 19 h.; Valérie 1968), de Denis Récoux, 21 h.

DIMANCHE La Coquelache de Paris (1938, v.c.), de Henry Kaster, 15 h; he Fauteuit 47 (1937), de Fernand Rivers, 17 h; Mourir à tue-dis (1979), de Anne-Claire Poirier, 19 h; in Vie révés (1972), de Miraille Damsersau,

CENTRE CHORGES POMPIDOU. (42-78-35-57)

SAMEDI Les Ruelles du malbeur (1949, v.o.), de Nicholas Ray, 15 h; l'Ebé tortide (1963, v.o.), de Meth Erksen, 17 h; Ma Tanza (1986, v.o.), de Halit Refig, 19 h; Guide (1965, v.o.a.t.f.), de Vijay Amand, 21 h.

DEMANCHE Les Lisisons secrètes (1960, WARLE), de Richard Quine, 15 h.; Trots amis (1958, w.e.), de Memduh Un, 17 h.; le Vengennes des surpents (1962, v.o.); de Motta Erksan, 19 h; le Temps précient (1946, v.o.), da Mebboob, 21 k

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU. (IZ-78-37-28) · SAMEDI

Hommage à Pierre Bramberger; Une histoire d'em (1938), de François Truffaut et Jette-Luc Godord, 14 h 30; Tirez sur le pianiste (1960), de Erançois Truffaut, 14 h 30; les Marines (1957), de François Reichenbach, 17 h 30; la Dénomiation (1961), de Jacques Dénois-Valeroze, 17 h 30; l'Etelle de mer (1928), de Man Ray, 20 h 30; le Doctour Mahuse (1922), de Fritz Lang, 20 h 30.

MISSELF COLF

COUNTY ...

Skämene (11 pm

the production of the Paris

್ಷ ನಿದ್ಯಾಗಿ ಸಿಲ್ಲ ಸಿಲ್ಲ Particular Constitution of the

Et also was a

E 250 110 11 1100 gije propertivisk is

Managine symplectic

Sept destroy of the

Carle Carles . C Court To

BATURES MAN

TEN

Millian arker

DIMANCHE DIMANCEE.

Bommaga è Pierre Brunnberger : li Fête des mères (1969), de Gérérd Pirès, 14 h 30; Sens famille (1934), de Marc Allégeet, 14 h 30; le Coup de bergar (1956), de Jacques Rivette, 17 h 30; le Droit d'aulte (1970), de Jeun-Pierre Lajournade, 20 h 30; Prima della Rivoluzione (1964); de Bescardo Berto-Inoci, 20 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

L'AVENTURE INTÉRIEURE Film AVENTUGE INTERCETABLE OF THE AMERICAN DE INCLUSION DE MOTOR DE STATE DE STA mount Opera, 9º (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59); UGC Gobelins, 19º (43-36-23-44); Mistral, 14º (45-39-52-43); Pathé Moutpername, 14º (43-20-12-06); UGC Convention, 15º (45-74-93-40); Pathé Wopier, 18º (45-22-46-01); Trois Sacrétan, 19º (42-06-79-79).

CARAVAGGIO, Film britannique de Derek Jarmam, v.o.; Ciné Beam-bourg, 3: (42-71-32-36); Clinay Palace, 5: (43-54-07-76); Le Bea-tille, I): (43-54-07-76).

Palaco, 5 (43-5407-76); La Basfille, II* (49-5407-76).

CAYENNE PALACE. Film fraganis
de Alain Malian: Porum Orient
Express, 1** (42-34-42-26); Rex., 2**
(42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC
Odéon, 6** (42-25-10-30); UGC
Bianritz, 9** (45-62-20-40); UGC
Lyon Bastille, 12** (43-43-01-59); Grammont Chryention,
Odéon, 6** (42-25-10-30); UGC
Lyon Bastille, 12** (43-43-01-59); Bennegatille, 12** (43-43-01-59); Pathé Chichy,
15** (45-62-40-01); Le Gambein,
UGC Gobelins, I3** (43-36-23-44);
Gamont Alésia, 14** (43-2720** (46-36-10-96).
Lyon Bastille, 12** (43-43-01-59); Bennegatille, 12** (43-43-01-59);
UGC Gobelins, I3** (43-36-23-44);
Gamont Alésia, 14** (43-2720** (46-36-10-96).
Lion Bastille, 12** (43-43-01-59); Bennegatille, 10** (42-33-42-26);
Gamont Alésia, 14** (43-2720** (46-36-10-96).
Lion Bastille, 12** (43-43-01-59); Bennegatille, 10** (43-63-63); Le
George: V, 8** (43-62-41-46); V.1:
Le Triomphe, 8** (43-62-45-76);
Maxwelles, 9** (47-70-72-86); Paramount, Opéra, 9** (47-42-56-31); Fanyeite, I3** (43-31-56-86); Le
Grischin, 13** (43-38-58-6); La
Grischin, 13** (43-38-58-6); La
Grischin, 13** (43-38-58-6); La
Grischin, 13** (43-33-42-26); Paramount, Opéra, 9** (47-42-56-31); Fanyeite, I3** (43-31-58-86); La
Grischin, 13** (43-33-68); La
Grischin, 13** (43-33-68-86); La
Grischin, 13** (43-33-62-45); Paramount, Opéra, 9** (47-70-72-86); La
Grischin, 13** (43-36-58); La
Grischin, 13** (43-36-58); La
Grischin, 13** (43-33-68-6); La
Grischin, 13** (43-63-68-6); La
Grischin, 13** (43-33-68-6); La
Grischin, 13** (43-

18-03); Gammont Parnesse, 14"
(43-35-30-40).

DE CUERRE LASSE Film fragrati de Jumes Fargu, v.c.: Forum Orient Enrico: Gammont Lex Halles, 1" (40-26-12-12); Real, 2" villes, 9" (47-37-57-47); Le Triumphe, 8" (45-62-45-76); V.L.: Mazeward, 8" (43-67-9-17); Gammont Ambustada, 8" (43-59-19-06); George V. 8" (45-62-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, 9" (43-43-34-3); Parnemont Opins, 9" (47-42-55-31); Lex Nation, 12" (43-43-64-67); Farnemont Parnisse, 14" (43-35-30-40); Real Marignan-Concorde, 8" (43-59-49-94); Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-59-19-79); v.f.: Pathé Impérial (43-20-12-06); Gammont Convention, 15" (45-22-46-01).

ESHTAR: Film américain de Elaine May, v.n.: Forum Arcen-Ciel, 1" (43-30-12-96); Images, 18" (45-32-12-06); Images, 18" (45-32-12-06); Images, 18" (45-22-47-94).

dio, 5 (46-33-63-20); Guorge V, 8 (45-62-47-46); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-52); Trois. Parnessions, 14 (43-20-30-19); vf.; Rex, 2 (42-36-83-93); Parnessions Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12 (43-43-01-59); Fauvette, 13 (43-31-43-31); 01-59); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Le Calorie, 13° (45-80-18-03); Les Montparnos, 14° (43-75-52-37); Convention Salmi-Cheries, 15° (45-79-33-00); Genmont Convention, 15° (48-28-42-77); Images, 18° (45-32-47-94).

42-27): Images, 19 (45-12-47-94).

LES KEUFS. Film français de Joseno
Belesko: Foram Arc-ca-Cici, 19
(42-97-53-74); 14 Juillet Odéon, 6
(43-25-59-83); Gaumant Colisée, 9
(43-59-29-46); George V. 8- (45-62-41-46); Maxievilles, 9 (47-76-72-96); Pathic Paincais, 9 (47-76-73-98); UGC Lyon Bastille, 12
(43-43-01-59); Fauvette, 19 (43-31-56-86); Gaumant Alesta, 14-(43-27-84-80); Mirannar, 14-(43-20-89-52); Gaumant Convention, 19 (48-26-42-27); Pathé Clichy, 19 (48-26-46-01); Le Gambetra, 20 (46-36-10-96).

BENEGADE, Film itale-américatis de

BOCK ALIENS: Film américain de James Pargo, v.o.: Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Epéc de Bois, 5- (43-37-57-47); Le Triom-phe, & (45-62-45-76); v.f.: Maxe-villes, 9- (47-70-72-86). SENS UNMAUTE

PARIS EN VISITES

LUNDI 21 DÉCEMBRE

LUNDI 21 DÉCEMBRE

- Hôtels de l'île Saint-Loais »
14 h 30, sortie mêtro Saint-Paul (Résurrection du passé).

- Jardin des porcelaines »
14 h 30,
musée Guimet, 6, place d'iéns (Approche de l'art).

- L'Opéra »
14 h 30, hall d'entrés
(Michèle Pohyer).

- L'Eglise Saint-Etienne-du-Mont »
14 h 30, devant l'Eglise, place du Pauthéon (Monuments historiques).

- Le Corbusier à Auteuil : h villa:
Laroche »
15 h, sortie mêtro Jammin
(Monuments historiques).

- L'art de l'Afrique occidentale et
contrale au Musée des arts africains et
océanieus »
15 h, 293, avenue Danmes
nal (Monuments historiques).

- L'art de l'Afrique occidentale et
contrale au Musée des arts africains et
océanieus »
15 h, 293, avenue Danmes
nal (Monuments historiques).



Le 23 décembre

Linda aurait pu être une fille de famille, mais la famille c'est . . .

Emily LLOYD dans Too Much!

Neissances

Fiançailles

<u>Décès</u>

- Philippe RUSCH, Marie-Dominique, née Bauer, Anne, Romain et Julie

Claire.

M. et M= Jean-Paul BARRÉ
 sont heureux de faire part des fiançailles

Emmanuel

Claire.

- On nous prie d'annoncer le décès

M. André BESSON, professeur honoraire à l'université Paris-II,

officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national

survenu le 15 décembre 1987, à son

domicile, dans sa quatre-vingt-sixième

M. et M= Alain Bougauit, M. et M= Jean-Louis Besson,

Les obsèques ont en lieu dans la plus stricte intimité, à Villemenx-sur-Eure. Une messe sera célébrée à Paris olté-cies surses.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, carrefour de la Croix-Rouge,

JOURNAL OFFICIEL

DES DECRETS

Sont publics an Journal officiel du vendredi 18 décembre :-

Nº 87-1008 du 17 décembre

● Nº 87-1010 du 10 décembre 1987 portant publication de l'accord

de coopération dans le domaine

vétérinaire entre le gouvernement de la République française et le gouver-nement de la République populaire

● Nº 87-1012 du 11 décembre

1987 modifiant le décret nº 86-770

du 10 juin 1986 fixant la liste des

maladies dont la déclaration est obligatoire en application de l'article L. 11 du code de la santé publique.

bongroiss, fait a Buci

13 février 1987.

fills do M. et M= Gey HORTON.

Consulat général de France,

Milan.

De la part de

ses enfants, Ses petits

M= André Besson,

Ses neveux et nièces.

aon épouse, M. Georges Besson,

50, ree Francisque-Voytier, 42100 Saint-Etienne.

le 9 décembre 1987.

Le Carnet du Monde

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE SITUATION LE 19 DÉCEMBRE 1987 A 0 HEURE TU

Carlo Carlo

2000

cinema

1996年16月1日 18日本公司 1912年12月

PRÉVISIONS POUR LE 21 DÉCEMBRE A 0 HEURE TU Un pea plus an sed, sur la Hente-Normandie, l'He-de-France, l'Oriémais, le Bourgogne et l'Auverne, le Lyomale et les Alpes, les pessages mageux le marin ne donneront pas de pluie. An fil des heures le soleil finire même par s'imposer. Les températures sur ces régions peritront de 5 ou 6 degrés au lever du jour pour atteindre 12 à 14 degrés vers 15 heures.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 19 décembre à 0 h TU et le dimanche 20 décembre à

Les hautes pressions qui s'établissent sur le golfe de Gascogne et la France vont se maintenir plusieurs jours. Les perturbations contourneront est anticpu-cions, débordant tout de même demain sur la rout et l'ant de auten name. Maland conse, department rout de meme demain sur le nord et l'est de notre pays. Malgré une légère baisse due an rayonnement nocturne, les températures resteront

Un temps digne d'un mois d'actobre à

Dheanche matin il pleavers un peu us un ciel gris sur le Nord, les Flandrea, les Ardennes, la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté. Il fera alors 7 on 8 degrés sur ces régions. La plaie s'arrè-tera en début d'après-midi, le soleil per-cera alors petit à petit et fera montes la cera alors petit à petit et fera montes la température jusqu'à 13 degrés environ.

TEMPS PREVULE 20_12_87

TEMPÉRATURES maxima -

FRANCE

ALACCIÓ .

CAEN ... CHERNOLIKÝ

DUCH ...

INOGES ..

NAMEY

JCE ...

KOLEGES

CLERKENT FERE

NARSER LEWAR

APE HOUSE

STRANSCOREG

A

PAU....

ENCHE SAN

le 18-12 à 6 heures TU et le 19-12-1987 à 6 heures TU

e relevées entre

PODUBAPTINE .. 31 20

RANGEOK 29

PARCELONE

BET CRADE

BRITTLES

DAKAR

DELEE

HONGKONG

ETANGUL

I ISSONNE

D

moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

DIERM .

C ciel couvert

B

ÉTRANGER

TOTAL

PROBLÈME Nº 4639

quelqu'un qui réalisa de véritables exploits. -IV. Tel qu'on ne saurait éviter les éclats. Parmi très nombreux N'avait pas à craindre les retours de manivelle. Entrée en matière. - VI. Où nombreux sont ceux qui sinissent par se je ter à l'eau. Est due à un travail de la nature. Ont XIV

le feu quelque part. Note. wil. Oblige a montrer plus que le bout de l'oreille. Il agit à la légère. A fait mettre du monde à genoux. Faisait passer de mauvais moments. « VIIL Nul ne saurait s'en passer. Mauvaise réaction. « IX. Dépassée par celui qui mont elles despatage de l'august l'acceptage. VII. Oblige & vent aller davantage de l'avant. De quoi ne plus avoir de blé. - X. Faiquoi ne plus avoir de blé. — X. Fai-sait augmenter le risque d'accro-chage. Aide à franchir le pes. On prend le dessus sur lui. — XI. Avec lui, il nous arrive de ecuper la ficelle. Sa présence, même lointaine, se faisait sentir. Fait rêver. Fait jouer les grands. — XII. Très facile à percer. Fait siffler. — XIII. On ne tient pas à ce qu'elle nous passe sous le nez. Porte souvent du noir. Avait le nez. Porte souvent du noir. Avait bien plus de pieds que de chevilles.

— XIV. Rester couché. Il faut fréquemment on passer par là. --XV. Préposition. Contrée mythologique. Mieux vaut ne pas l'envoyer sur

VERTICALEMENT

le tapis.

C'est dans le Sud-Ouest que la min ins fraiche avec 4 degrée per

vera 15 à 16 degrés. De la Brotagne au Centre II fora 12 à 15 degrés, et près de la Méditerrante, 17 ou 18 degrés reste-

DEBUT DE

MATINEE

minima et temps observé

LOS ANGELES ...

IIIXEMBOURG ...

MATRAKECH

(EXIO)

MILAN

NEW-YORK

PÉKEN RID-DE-LANEIRO

STOCKHOLM

VARSOVE

T

*

neige

SHGAPOUR

TOETO.

TUNES ...

TENNE.

0

CLS&C

* TU = temps universal, c'est-à-dire pour la France : heure légale

unt établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale

OSLO2 PALMADEMAL ... 20

WADRID

MATRORE.

le 19-12-1987

LEGENDE

- magnante

PELANCES

COURTES

rout possibles.

1. Nombreux sont ceux auxqueis sa présence fait ramasser plus d'une veste. De quoi être sur le sable mais pas sur la paille. — 2. Homme de grand intrêt. Gourdes de faible capacité. — 3. Où eut lieu un combat de chaft. I biles en cas de besoin. bat de chefs. Utiles en cas de besoin. - 4. Démontre. Interviennent dans maints règlements. Mioux valait ne pas être sous la griffe de cette tigresse. Pronom. - 5. Une femme qui n'a pas peur du loup. Tei qu'il y une cortaine circulation. -Sur le reste du pays, Bretagne, Sad-Ouest et régions méditerranéemes, le soiell chassers vite les brumes mati-nales. Attention cependant aux bancs de brooillard le matin, en particulier en Aquitaine, en Charentes et dans le 6. Poussée au mécontentement. Adverbe. Est de bien moindre inté-

rêt s'il n'y a rien à en tirer. -

7. Nonnette ou religieuse. Prouve que l'on s'est occupé des affaires des connu de cenx qui ont l'habitude de se serrer la ceinture. — 15. Très anciens combattants. Est dans les

- 3. Aisée. Eider. - 4. Etna. XI. -5. Fa. Suites. - 6. Filets. Rets. -7. Amuseur. Ure. - 8. Reg. Traire.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Un homme d'ouverture. N'incite guère à manger le morceau.

II. Pour celui qui a l'habitude d'être à côté de la plaque. De drôles d'oiseaux qui sont en fait des faisans. — III. Passent en courant. Peut servir à dévorer. Fut proche de

autres. - 8. Un qui est tombé des nues. Pour apporter la voix aux ténors. Façon de parler. - 9. Laissait de côté les chemins de traverse. Avec euz, il est possible de faire des macarons. Brisée en son coeur. 10. Empêche de croquer. Fut dévorée par le feu. - 11. Réalisé par des hommes de terrain. Près des couverts. - 12. Idéales pour celui qui veut jeter la pierre. Met au-dessus de tout soupçon. Note. - 13. Pousse en Afrique. Partie d'une canne. Suscite l'adoration. - 14. Rares sont ceux qui n'ont jamais l'œil sur elle.
De quoi commettre l'un des sept
péchés capitaux. Adverbe. Bien

> Solution du problème nº 4638 Horizontalement

III. erse. Luge. - IV. Miettes. -V. Eden. Tets. - VI. Ré (Ile). Assure. — VII. Ile. Rå. -VIII. Elixir. Io. — IX. Editeurs. -X. Etres. — XI. Caresse.

I. Chauffard. - II. Rai. Aimée.

Vartical mes

1. Crémerie. Oc. - 2. Haridelle.

GUY BROUTY.

Echecs



Effleurant, jeudi, le front de Karpov, son ancien amour, la couronn royale a failli, dès vendredi soir, revenir se poser sur celui de Kasparov, son amant légitime, pour, fina-lement, rester suspendue, exigeant encore de ses deux prétendants un dernier combat avant de se donner, le samedi 19 décembre, à l'un deux : soit Kasparov, s'il gagne la vingt-quatrième partie, et il conserve son titre, soit Karpov, s'il fait nulle, et il remporte alors le match.

Avant la reprise, samedi après-midi, la balance penchait en faveur de Kasparov, mais des chances d'arracher la nullité étaient aussi données à Karpov. Le challenger revient de loin. Surpris par l'ouverture du champion du monde (una anglais en l'affactionnée en un système plais en l'affactionnée en un système plais en l'affactionnée. Reti, qu'affectionnait Botvinnik), il prit un temps considérable pour résister à la domination constante des Blancs. A dessein, Kasparov avait choisi de jouer « à la Karpov», grignotant l'espace, fermant le jeu (15.d4) puis l'ouvrant (21.b4). Il prit, lui aussi, du temps, mais moins que Karpov, et, quand il vit qu'au vingt-huitième coup il ne restait à ce dernier que quatre minutes pour douze coups, il sacrifia un pion (29.24), et l'enfer commença pour le challenger.

Sur les quatre minutes qui lui restaient, il en prit trois pour jouer cinq coups et se retrouver avec une seule minute pour ses sept derniers coups. On le croyait perdu, d'autant plus que la pendule de l'échiquier électronique, visible par tous les spectateurs, indiqua qu'il avait perdu au

SUR MINITEL

Prévisions complète Météo marine Temps observé Paris, province 36.15 Tapez LEMONDE pais METEO

Vingt-quatrième partie : ajournée

Kasparov en position (et en obligation) de gagner

temps. Les cris et les applaudissements fusèrent! Mais non, la pendule était en avance, et Karpov réussit, juste avant que son drapeau ne tombe, à arriver au quarantième

Dans l'affaire, il avait perdu un pion et en avait un autre en éé, isolé. C'est évidemment un désavantage important, mais la présence des Dames empêche de conclure que Kasparov à la victoire en poche. Reste à ne pas oublier qu'il n'a qu'une seule issue : le gain.

B. de C.

Blases : KASPAROV Notrs: KARPOV Vingt-quatrième partie

parue a	Liffernan and an annual section of the section of t	
1. e4(5) 65 2. CT3 CT6 3. g3 65(5) 4. 63 P67 (12) 5. Fg2(5) 6-6(15) 6. 6-6(5) 16(21) 7. Fb2(5) Fv7(21) 8. 63(5) Fv7(21) 8. 63(5) Fv7(21) 10. CE2(23) 25(49) 11. 63(40) Fv6(61) 12. Dc2(49) Fx62(63) 13. Dx62(59) Cd6(64) 14. cx45(51) Fx65(69) 15. 64(86) Fx63(113) 16. Fx63 De7 17. CM4(101) Fx63(113) 18. Fx63 De7	23, a3 (127) 24. Tbi (128) Tx 25. Txdi (136) 26. Cd3 27. Tcl (136) 29. a4 (141) 30. Dbi (137) 29. a4 (141) 31. Cd5 32. Txdb (141) 34. Dd5 33. Ddi 34. Dd8 37. Dxa4 38. R64 39. Db5 40. Dxb6	di+(137)) De7 (139) M6 CE7 (146) CE5 (146) CA6 (147) De7 (Cxe4 Cxe6 CX7 (169) Bi7 DX7 DX7 DX7 DX7 DX7 DX7 DX7 DX7 DX7 DX

Les chiffres entre parenthèses repré-sentent, en minutes, le temps total de réslexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

Position à l'aiour

BLANCS: Rg1, Db5, F64, P63, 12, g3 et h2. NOIRS : Rg8, D67, Cf8, P66, g7

- M. Jean-Louis Deveau, M. Michel Deveau,

ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M= Jean-Marie DEVEAU,

survenu le 17 décembre 1987,

Les obsèques seront célébrées le mer-credi 23 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris (14°).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans la sépulture de

7, rue Boulard, 75014 Paris.

 M. Georges Pauline,
M. et M[∞] Jean-François David,
M. et M[∞] Laurence David-Scetbur
M. et M[∞] Jean-Claude David-Jisse

M. et M[∞] Jean-Claude David-Jisse M. Michel David, M. et M= Marcel David, Leurs enfants et leurs familles ont la douleur de faire part du décès de

Mª Marie-Louise PAULINE,

La cérémonie religiouse et l'inhuma tion out ou lieu dans l'intimité familiale.

10, rue Voltaire, 78100 Saint-Germain en-Laye.

- On nous prie d'annoncer le décès Franco SARTORL

administrateur délégné de la société italienne Condé Nest, surveus subitement à Houston (Texas),

le 9 décembre 1987. Les obsèques ont en lieu à Milan, le 19 décembre.

Piezza Castello, 27, 20121 Milan (Italie).

- Le docteur et M= Jean-Claude

Werba, Joël, Sylvic et David, Et toute sa famille. ent la douleur de faire part du décès de

M= Régine WERBA.

1987.

Remerciements

Très émue par les innombrables

témolorages de sympathic qu'elle a reçus lors du décès de Jeen BOUVIER,

Jeannino Surel, sa compagne, remercie tous les amis qui se sont associés à son 1987 fixant le régime disciplinaire du personnel à statut ouvrier du ministère de la défense.

Anniversaires

- A l'occasion du vingtième anniver seire de la mort de

M. Marcel LE-BOULCH,

rvenue à Chilly-Mazarin, 21 décembre 1967,

Son épouse et son fils sonhaiteat que tous ceux qui l'ont connu et apprécié sient une peasée pour lui en ce jour.

- Il y a cinq ans, nous quittait le

professen Raymond LEIBOVICL

 № 87-1013 du 17 décembre 1987 modifiant le décret nº 75-640 Que ceux qui l'ont comm et aimé se du 16 juillet 1975 portant création d'un Conseil supérieur de l'adoption.

Lettres

Après la mort de Marguerite Yourcenar

de l'humanisme »

M. François Mitterrand a rendu hommage à « la puissance et l'indé-pendance de l'esprit » de Margue-rite Yourcenar, qui « incarnait les valeurs irremplaçables de l'huma-

Dans une lettre à Claude Galli-mard, l'éditeur de l'écrivain dispa-rue, M. Mitterrand écrit : « Avec Marguerite Yourcenar vient de s'éteindre un des grands écrivains de ce siècle. Femme de haute culture et de grande exigeance, elle cherchait dans l'histoire des exem-ples de la grandeur humaine. A tra-vers « Hadrien », l'Empereur vers « Hadrien », l'Empereur rèveur, ou « Zénon », le médecin philosophe de Bruges, elle nous a donné des leçons de noblesse, de conscience, et aussi d'appêtit de vivre. » « Tout au long de sa vie, conclut M. Mitterrand, Marguerite Yourcenar a témoigné de la puis-sance et de l'indépendance de l'esprit. Son œuvre honore la langue l'espris. Son œuvre honore la langue

M. Chirac: « Une personnalité hors pair »

Voici les principales réactions à la suite du décès de Marguerite

Le premier ministre a rendu hom-mage à cette femme d'exception, cette personnalité hors pair -qu'était Marguerite Yourcenar. Dans une déclaration rendue publi-Yourcenar:

M. Mitterrand : « les que par Matignon, le premier minis-tre écrit : « Les lettres françaises viennent de perdre une femme d'exception. Forte d'un style classique et rigoureux, Marguerite Your-cenar sut employer un ton très percenar sut employer un lon tres per-sonnel pour trouver, grâce à l'histoire, l'occasion d'une réflexion poussée sur la morale et le pouvoir. Les Mémoires d'Hadrien, l'Œuvre au noir et l'évocation délicate et passionnante de son histoire familiale lui ont valu un vaste public de Gdales en morase de toutes les fidèles, en marge de toutes les modes. Je salue respectueusement sa mémoire et rend hommage à cette personnalité hors pair.

. M. François Léotard : . Marguerite Yourcenar est l'Incarnation même de l'artiste libre, celui qui met toutes les ressources de son intelligence et de son àme au service de sa vocation », a déclaré le minis-tre de la culture. « Le « grand œuvre » littéraire de Marguerite Yourcenar résulte d'une mysté-rieuse alchimie verbale faite de mots simples et de rencontres avec mots simples et de rencontres uvez des êtres, des situations ou des textes d'exception. De son isolement splendide (...) Marguerite Yource-nar a entrepris tous ses voyages, imaginaires ou réels, pour y rencon-trer Hadrien ou Alexis, Mishima, Virginia Woolf...

 M. Jean d'Ormesson : « Après Sartre et Aragon, c'est Marguerite Yourcenar qui représentait le mieux la littérature française dans le monde-, a déclaré, vendredi matin, l'académicien Jean d'Ormesson. « Je suis naturellement ému, a-t-il ajouté. Son œuvre se situait à un niveau très élevé -



30

Le Monde REGIONS

POUR RÉPONDRE AU DÉFI EUROPÉEN

Reims: du champagne à la « high-tech »

EAN Falata, député RPR et maire de Reims, affiche clairement l'ambition de hisser la métropole champenoise at ses 200 000 habitants au rang de vaste entreprise à une heure où la concurrence exercée per d'autres villes de province - pouvant souvent se prévaloir d'un effet d'antériorité - corse la difficuité.

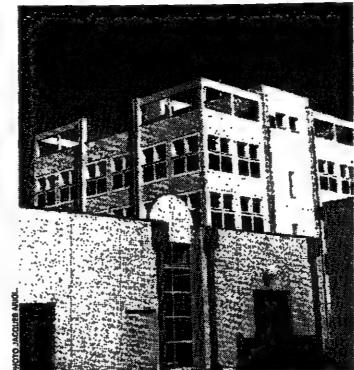
Le municipalité qu'il dirige depuis 1983 vient, très solennellement, de décréter la mobilisation générale afin de donner à la ville des sacres une « nouveile dimension » et de préparer les conditions d'une « nouvelle dynamique du développement économique ». En filigrane, forte du siogan « Reims carrefour européen ». mui tient accore de l'incantation. elle marque sa volonté de répondre au « défi » du grand marché unique, suivant le vosu formulé par le premier magistrat.

Un front commun associant les élus, les décideurs économiques, les acteurs consulaires, universitaires et de recherche, s'est formé. Un tel consensus, se piaît à considérer le maire, aurait été « impossible » à réaliser voici quelques années.

L'équipe municipale, qui croit indispensable d'enciencher la vitesse supérieure, n'en disconvient pas, tout en incriminant l'héritage : quand bien même l'industrie du chempagne remplirait une fonction motrice et mettrait la région plutôt à l'abri des turbulences économiques encore que les restructurations continuent de se développer. Reims accuse le handicap notable d'appeler tardivement au ressaisissement et au réveil technologi-

Jean Falaia entend, à défaut de băzir Reims Technopole, favoriser l'émergence d'un technopôle à Reims, pierre angulaire d'un tissu économique modernisé. En d'autres termes, il manifeste le souci d'étoffer le zone technologique Henri-Farman, établie au sudest de la ville et retenue comme s lieu privilégié du développement, capable d'attirer les activités innovantes, les entreprises è valeur ajoutée. »

C'est ià, notamment, qu'ont été implantés le parc des expositions (ouvert avant l'été), le centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT) versé dans les traitements de sur-



Le centre régional d'ammention et de transfert de technologie justiffé sur le site Floret Forman.

faces, le centre routier régional. C'est là que sera installée le vitrine de la « high-tech ». Vitrine « fourre-tout utilisée à des fins médiatiques », critique l'opposi-

Réactiver la croissance

L'entente élus-décideurs à déjà donné naissance à un groupe d'orientation, lequel devrait servir fédérateur dans os plan de bataille destiné à résctiver la

A charge pour catte instance de fixer les modelités d'accuell aur le site Hanri-Farman, d'élaborer une stratégie d'ensemble, de catalyser les énergies, étant entendu que la ville se déclare prête à se donner les moyens financiers qu'exigeront les décitions. Il lui appartiendra aussi de déterminer s'il faut accorder une spécialisation au technopôle l'agro-industrie ? - peut-être de suggérer la désignation d'un « Monsieur technopôle ».

En attendant, la ville fait les yeux doux aux investisseurs. Elle énumère ses atouts : un potential de mille chercheurs; un réservoir de dix-sept mille étudiants; des équipements en chantier ou en

projet (palais des congrès, tramway, reseau câblé); une position privilégiée ; une capacité à assurer la liaison rechercheentreprises. Elle signale l'arrivée prochaine de l'autoroute A-26 prolongeant le futur tunnel sous la Manche. Elle rappelle qu'autant de terrains industriels ont trouvé acquereurs en un an qu'en quatre ans. Elle se prend à rêver que le

TGV-Est, un jour, la desserve Sous l'osil de la DATAR et l'impulsion de Jean-Louis Schneider, premier adjoint et président du district, elle crause l'idée d'un « axe de croissance », tendent è harmoniser les politiques auivies par Châlons sur Marne et Troyes en matière de culture, de touris et de transport.

ill reste capendant à vendre le produit Reims. Selon Jecques Séguéle, le publiciste consulté par la mairie, la ville-phare de Champagne se doit d'abord de mieux poser, voire d'affirmer se person-nalité, de définir une image qui pour l'instant apparaît fuyante, voire intengible. Elle se doit, recommende-t-il, de laisser a'exprimer son caractère, sous peine de s'échiner en vain....

15.0

au st

 $\mathbb{P}^{2} \otimes_{\mathbb{P}^{2}} \otimes_{\mathbb{P}^{2}} \otimes_{\mathbb{P}^{2}}$

HAIRES

A Balladur re

loillierd, de f

hat Kensu

Femmes oubliées

AQUITAINE

La délégation régionale à la condition féminine d'Aquitaine et l'INSEE de Bordeaux ont rassemblé, dans une plaquette intitulée Femmes en chiffres Aquitaine, les principales données statistiques sur la population féminine de la région. En Aquitaine, une femme sur quatre a soixante ans ou plus. Leur espérance de vie dépasse soixante-dixneuf ans au lieu de soixante et onze ans pour les hommes. Les femmes constituent 40 % de la population salariale de la région mais 4 🧏 seulement occupent des postes de cadres ou exercent des professions intellectuelles supérieures. Par contre, 83 % des emplois à temps partiel sont tenus par des femmes. Plus de la moitié d'entre elles exercent des professions d'assistantes maternelles, employées de maison, secrétaires ou

dactvics. Les semmes représentent plus de la moitié des chômeurs de la région (un taux de chômage de 13.7 %). une sur trois est inscrite à l'Agence pour l'emploi depuis un an ou plus. D'autre part, aucun des quatorze mandats de sénateur d'Aquitaine n'est détenu par une l'emme et 3 % seulement des 235 conseillers généraux sont des conseillères générales alors que les électrices sont plus nombreuses que les électeurs.

INSEE, 33, rue de Saget, 33076 Bordaux Cedex, tél. 56-91-02-35.

de deux poissons munis eux aussi d'un radio-émetteur.

L'expérience qui a été conduite avec le soutien actif de l'Association de protection du saumon, semble c concluante. Elle pourrait de ce fait être reproduite ailleurs

ile-de-France

Une meilleure image

La Fédération des jeunes cham-bres économiques d'Ile-de-France a remis à Michel Giraud, président du conseil régional, un Livre blanc qui contient ses propositions pour affir-mer l'identité et renforcer l'image de la région.

Ces propositions résultent du travail mené durant plusieurs mois par plusieurs groupes de travail. En voici quelques-unes : introduire un chapitre spécifique sur l'histoire de à l'exemple de ce qui se fait dans les villes nouvelles, renforcer les liaisons avec les associations d'habitants : créer un label île-de-France pour les produits agricoles de la région; organiser un trophée lle-de-France destiné à récompenser chaque année une entreprise performante : asso-cier la région à de grandes manifestations sportives, etc.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier ouvre sa médiathèque Brûlant les étapes, ne serait-ce que pour prendre les devants sur Nîmes qui a un projet comparable,

Une charte

des comités

d'expansion

tements, les villes ou « les pays »

sous forme d'associations, les

comités d'expansion (et le CNERP)

rassemblent des hommes politiques de différentes tendances, des syndi-

calistes, des universitaires, des res-

ponsables économiques. Ils militent en l'aveur du développement régio-

Les comités et le CNERP, pré-

side par Bernard Stasi, president (CDS) de la région Champagne

Ardenne, tiendront leur prochain

congrès à Metz les 14 et 15 janvier

sar le thème « L'Europe nouvelle

dimension pour les économies régio-

(°) CNERP, 219, bd Seint-Germain,

nai et de la décentralisation

d'Aquitaine.

Montpellier a inauguré le 19 décembre sa médiathèque, la première de la région. Elle regroupe les diffé-rents services de la bibliothèque municipale, la discothèque qui existait déjà, les activités nouvelles de la vidéothèque-didacthèque, installées sur mille mètres carrés, au premier

étage de l'ancien lycée. Vidéothèque-didacthèque, cela mérite quelques explications, que donne volontiers son animateur, Pierre Pitiot, critique de cinéma, auteur de plusieur ouvrages, co-créateur des « Rencontres du cinéma méditerranéen », connu pour sa passion de l'image que nourrit

une grande culture:

La didacthèque, précise-t-il, comprendra d'abord un lieu d'informatique à la portée de tous, équipé d'un nanoréseau et de logiciels éducatifs. Elle proposera ensuite un réseau plus pointu sur lequel des utilisateurs pourront se servir de leurs propres logiciels ou en créer.

 La vidéothèque a déjà à sa disposition des moniteurs et des magnétoscopes standards et professionnels ainst qu'un lecteur de vidéodisque laser interactif. Elle permestra des visionnements individuels par petits groupes et, pour des groupes plus importants, on pourra se rendre à l'auditorium du musée et au Centre Rabelais (cinq cents places j.

Le stock d'images privilégiera trois axes : la création régionale et notamment les activités de la technopole Montpellier-Languedoc-Roussillon, l'ouverture sur le monde extérieur, en priorité sur les villes jumelées, le cinéma sous toutes ses formes, mais avec une prédifection pour le cinéma médi-

terranéen. Les productions de plu-sieurs pays affluent déjà (Yougoslavie, Algérie, Grèce). La médiathèque Gutenberg, puisque tel est son nom, sera un lleu d'animation en liaison avec les autres activités culturelles de la ville et de la région (festivals de la musique, de la danse, du cinéma méditerranéen, salons de la photo, de la communi-catique, Maison de la géographie Maison d'Heidelberg), et elle s'exportera, car des projets de coo-pération sont déjà envisagés avec Louisville (Kemucky), Heidelberg et Venise. Montpellier l'entrepreante, seion le slogan de son maire Georges Frêche, va devenir Montpellier la rayonnante », conclut Pierre Pitiot, rayonnant de chaleur et d'énergie.

L'Hérault à Paris

Le conseil général de l'Hérault ouvrira au printemps 1988 à Paris une maison baptisée - espace Hérault », destinée département dans la capitale.

L'ancien cinéma Le Quintet, rue de la Harpe. Dans le cinquième arrondissement et un regroupement d'intérêt économique, réunissant les principales villes de l'Hérault, est en cours de constitution pour gérer le futur « espace Hérault » qui accueillera à partir du 15 mai 1988, su 1 000 mètres carrés, un restaurant gastronomique et une boutique de produits héraultais, une agence de tourisme, un bureau d'accueil et d'information, une médiathèque et une salie de spectacles.

MEDI-PYRENEES

Vin des cimes

A quelques rangées de vignes des Pyrénées-Atlantiques, le châtean Maumusson, dans le Gers, élève le madiran, un vin franc, un vin de garde, vendu en souscription, que l'on découvre dans six des restaurants trois étoiles européens. Et bientôt un vin des cimes.

Alain Brumont, le propriétaire. a voulu sonder la légende. Celle qui vient du début du siècle et veut que le vin élevé en altitude soit à la fois différent et plus agréable palais que le vin de plaine : « Avant les deux guerres, cette pratique était cou-rante dans notre piémont. Tout restait très empirique mais certains s'étaient rendus compte, à tort ou d raison d'ailleurs, et sans vraiment l'expliquer, que le vin porté en haut ait meilleur que le même resté en has. L'ai voulu savoir si c'était vrai et surtout pourquoi ça l'était. »

Treme barriques neuves de madi-ran 1987 vont donc être montées en hélicoptère au restaurant du funiculaire de l'Ayré à Barèges (Hautes-Pyrénées). A 2 500 m d'altitude, pas moins. L'université de Toulouse, la chambre d'agriculture de la-Gironde, le laboratoire départemen-tal d'Eauze (Gers) s'associent à

Le vin sera régulièrement soutiré durant six mois et comparé à celui des treate barriques restées dans la vallée, selon une multitude de para-mètres qui feront ensuite la joie des ordinateurs de la faculté. La nôtre,

NORD-PAS-DE-CALAIS

L'informatique : sur les mines

L'informatique sera peut-être l'une des plus belles réussites de la vaste opération de conversion des Charbonnages du Nord - Pas-de-Calais, dont on americs in fin pour

Actuellement, les Houillères n'emploient plus que 12000 salariés environ, alors qu'ils étaient plus de 200 000 il y a une trentaine d'années; en 1975 était créée une société CDF-Informatique à partir de matériels alors très performants employés dans le bassin minier. De nombreux clients, publics et privés, lui out fait confiance, et il s'agit bien anjourd'hui de lui assurer un développement indispensable.

Cette société a fait un pas décisif en se rapprochant du GSI-Natel, qui est spécialisé dans le matériel Bull. Ainsi a été créée une troisième société CDF-Informatique-Natel, qui, selon Jack Verlaine, directeur néral des Houillères du Nord-Pas-de-Calais, est maintenant le numéro un de la technologie Bull France. Cette nouvelle société, dont le capital est tenu à 80% par les Charbonnages, regroupe 390 per-sonnes pour un chiffre d'affaires d'environ 190 millions de francs. A tière d'exemple, c'est le CDF-Informatique-Natel qui assure le traitement des examess pour l'édu-cation nationale sur les bases d'un système créé à Lille il y a quelques

DANS LE TARN, A L'ABBAYE DE SORÈZE

Un conservatoire de la presse francophone

U pied de la Montagne Noire, dans le Tam, sur les fondations d'une abbaye créée sous Charlemagne, fonctionne depuis 1682 le fameux collège, benedictin puis dominicain, de Sorèze, qui forma aussi bien Bolivar que Nuber-Pacha, le Mazarin égyptien, et continue, sous la forme laïque qu'il a adoptée depuis 1978, d'artirer des pensionnaires d'outre-mer le Monde de l'éducation de novembre 1980).

La mémoire francophone qui s'y est de longue date accumulée a donné l'idée au conseil régional Midi-Pyrénées (dont le président est Dominique Baudis, maire de Toulouse) de louer pour vingt-cinq. ans une partie des superbes bâtiments Louis XVI de l'établissement et d'y installer la toute nouvelle anderion internationale des espaces francophones (1) et la pressothèque des journaux publiés en francais hors de France. Soit quelque 3 000 titres (dont . une centaine de quotidiens); moins de 1 000 sont conservés jusqu'à présent à Paris, à l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (2), qui est partie prenante au projet et est en train de transférer ses archives à Sorèze.

Le président de cette union, Auguste Mirmon. journaliste à Fraternité-Matin (Abidjan) a, début décembre, à Sorèze, en compagnie de Gérard Longuet, ministre des postes et télécommunications. donné symboliquement le signal des traveux d'aménagement, pour lesquels plus de 4,5 millions de francs de fonds publics, nationaux ou régionaux. ont été dégagés. La pressothèque devrait fonction-

ner dans un an. Le ministère de la culture et de la communication et le Centre régional des lettres assureront les frais de fonctionnement, estimés à 600 000 francs par an. Les membres étrangers de l'UIJPLF (environ 2 250 journalistes) et des chercheurs demandaient depuis longtemps à la section française (250 membres) d'installer en France une pressothèque francophone, mais aucun local adéquet n'avait ou être trouvé à Pans.

Travail de reliure

Les bénédictines spécialisées du Sorézois assuraront le travail de reliure mais naturellement les journaux seront aussi microfilmes, en liaison avec la future unité régionale de microfilms. La pressothèque sera couplée avec un centre de formation de bibliothécaires pour la jeunesse. Une vingtaine de cellules semblables à celle où vécut et mourut Lacordaire, rénovateur de Sorèze vers 1850, seront mises pour une somme modique à la disposition des chercheurs et stagiaires.

Située dans le parc régional du Haut-Languedoc. visitle et calme cité de Sorèze offre à la pressothèque francophone le cadre naturel et historique propice s'il en est à l'étude.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) PIEE, 14, place du Salin, 31000 Toulouse (2) ULIPLE, 3, cité Bergère, 75009 Paris.

AUVERGNE

Des saumons dans l'ascenseur

Le barrage de Poutes sur l'Allier. près d'Alleyras (Haute-Loire), a été équipé d'un ascenseur destiné à per-mettre aux saumons de remonter vers les hautes frayères de la rivière. Un aménagement de 1 million de francs effectué pour l'essentiel par Electricité de France.

Cette année, principalement en octobre et novembre, quarante et un saumons ont pris l'ascenseur. L'un d'eux intéresse particulièrement les responsables de l'opération car il est norteur d'un radio-émetteur qui va permettre de le suivre dans ses évolutions durant les prochains mois, En 1986, seize saumons étaient

Ainsi la grande migration des saumons entre le Haut-Allier et l'océan Atlantique au large de l'Islande, du Groenland et des îles Feroe, n'est plus totalement interrompue. Même si certains saumons refusent obstinément d'utiliser le moyen moderne de remontée de la rivière mis à leur disposition. Ce sur le cas dernièrement

Cette page a été résilisée par sos Francis Dupuy, Jean-Pierre Foron, Ginette de Matha et Georges tion : Jacques-François

Une fédération des villes movennes

Une fédération des villes moyennes, c'est-à-dire des villes de 20 000 à 100 000 habitants qui ne Regroupés dans le CNERP (Conseil national des économies régionales et de la productivité), les font pas partie des banlieues des comités d'expansion ont rédigé une - charte • qui a été adoptée et prégrandes métropokes, va voir le jour. La décision a été annoncée le sentée à l'hôtel de Lassay en pré-15 décembre par Maurice Ligor, maire (UDF) de Choler, entouré de sence de Jacques Chaban-Delmas, Jean Auronx, maire (PS) de président de l'Assemblée nationale et président du conseil régional Rosone, Robert Borrel, maire (non inscrit) de Annemasse et Yves Guéna, maire (RPR) de Périgueux. Créés dans les régions, les dépar-

L'assemblée générale constitutive de la fédération sura lieu le 19 janvier. Deux cents villes sont concermées.

• Rectificatif. - Parlant dans le Monde daté 29-30 novembre de l'aménagement de l'ancien Palais des festivals de Cames, Guy Porte écrivait : « Un troisième groupe, associant la Société générale à l'entreprise de travaux publics Campenon Bernard, est également resté

longuemps sur les rangs. » Ce troisième groupe était en réa-lité la SCRI (Société commerciale de réalisations immobilières), asso-ciée avec l'entreprise de travaux publics Campenon Bernard, et non la Société générale.

-tech » Dens un communiqué quelque pen embarrassé, publié le vendredi 18 décembre dans l'après-midi, la Compagnie générale des marières nucléaires (COGMA), filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), a reconsu avoir perdu 250 millions de francs sur des opérations effectuées pour son compte, entre le deuxième semestre 1987, sur le Marché à terme des instruments financiers (MATIF) et sur celui des options. La COGEMA à « ouvezt une enquête» pour déterminer les causes de cette perte. « Les vérifications aécessoires sont en cours, AND THE RESERVE OF THE PARTY OF

19. 19. 19.

The second secon

Sometime to the second

The second secon

Sec. 14

causes de cêtte perte. « Les vérifications accessoires sont en cours,
en vue d'en apprécier les conditions de réalisation et afin de
prendre, le cas échéant, toutes dispositions utiles pour protèger les
intérêts de la compagnie. »
Cette demière a examiné ses
documents internes, mais « n'a pas
trouvé de réponse complète » à cet
« accident de parcours ». Elle a
donc averti les autorités de tutelle
du marché, direction du Trésor,
Chambre de compensation des instruments financiers de Paris
(CCIFP) et Chambre syndicale

bre dernier, du Crédit mutuel du Sud-Est à Lyon, pour 70 millions de francs, dissait-on. Le second a affecté la charge d'agents de change parisienne Ferri-Germe, qui a perdu de 120 à 200 millions de francs en octobre dernier et, litté-ralement «lessivée», a du se vendre au Crédit foncier de France.

Dans le cas de la COGEMA, l'accident n'est pas vraiment catastrophique. Cette compagnie, qui emploie, avec ses filiales, dix-buit mille personnes, est le miméro un mondial pour le cycle du combustible nucléaire, depuis l'extraction de l'uranium naturel, son enrichissement (EURODIF à Pierrelatte) et son retraitement (usines de La

Hague et de Marcoule). Son chif-fre d'affaires est de 17 milliards de francs (22 milliards de francs en consolidé) et son bénéfice de consolide) et son benefice de 356 millions de francs (759 mil-lions de francs en consolidé). Une de ses caractéristiques est de dispo-ser d'une très abondante trésorerie, 5 milliards de francs environ, du fait de ses 3 milliards de francs d'autofinancement annuel et, sur-tont, de ses avances de clients sur contrats à long terme, notamment

aouci de placer cette trésorerie sur deux à cinq ans. Elle a eu un important portefeuille en SICAV d'obligations et de trésorerie en 1986, se retirant vers des placements plus courts à partir de l'automne 1986, lorsque le marché s'est retourné, les taux s'orientant à la hausse, après avoir haissé pendant cinq ans. Selon M. de Wissocq, à l'ouverture du marché à terme (MATIF), en février 1986, la COGEMA « a fait comme les autres et a voulu le texter». Elle s'en est retirée et a dénoué tontes ses opérations entre mai et septembre 1987, avant le krach boursier. En les dénouant, elle a mis à jour le pou aux roses et s'emploie maintenant à chercher les causes de l'accident, après avoir mis à la l'accident, après avoir mis à la porte son chel trésorier. - Nous ne comprenons par très bien ce mar-ché très compliqué », avoue-t-ou à la compagnie, qui, en lançant son enquête, a préféré avertir tout le monde, afin de couper court aux rumeurs folles.

Un marché non réglementé

colff) et Chambre syndicale des agents de change, a indiqué le président de la COGEMA, M. François de Wissocq.

C'est donc le troisième « accident » qui se produit sur le MATIF depuis son démarrage, le 20 février 1986, et ce n'est sans donte pas le dernier. Le premier « avoué » avait été le fait, en octo-

dant une période déterminée. Le même contrat fait obligation au vendeur de vendre ou d'acheter cet emprunt sur l'ordre de l'acheteur. En contrepartie, l'acheteur paie au vendeur une prime, qui fait l'objet de cotations sur le marché et, dont le cours peut varier assez forte-ment (effet de levier). En effet, si, comme l'espère l'acheteur, le cours de l'emprunt monte, ce qui permet-tra de le revendre avec bénéfice, celui de la prime montera propor-tionnellement plus vite, et inverse-

Le maniement des options est Le maniement des options est délicat et peut être dangereux pour un opérateur peu averil. En outre, leur marché n'est pas encore réglementé, c'est-à-dire qu'il n'est pas soumis à la juridiction de la chambre de compensation du MATIF. Les options se négocient de gré à gré (over the counter), sans compensation quotidienne comme pour les contrats à terme classiques, sans fonderent juridique ni parapasans fondement juridique ni garan-tie de marché avec, le cas échéant, des risques sur la contrepartie, le tout sur un marché de 15 à 20 milliards de francs.

Les opérateurs échafaudent de savantes « échelles » d'achats et de vente d'options, elles-mêmes à l'achat et à la vente, le tout « à cheval » (straddle) pour limiter les risques. Ces risques restent tout de même élevés, en cas de variations brusques, comme celles de 7 % en hausse et en baisse les 19 et 20 octobre derniers, qui ont coûté si cher à la charge Ferri.

Dans ces échelles, seuls de très Dans ces échelles, seuls de très bons spécialistes peuvent s'y retrouver et le profane n'y voit que du bleu. On comprend donc l'embarras des dirigeants de la COGEMA, qui vont demander des explications aux agents de change intermédiaires sur ce marché et sur le MATIF, pour, comme le précise leur communiqué, protéger les intérêts de la compagnie ». Celle-ci n'en mourra pas, loin de là. En deux ans, ses placements financiers ont rapporté l'milliard de francs brut, pertes sur le MATIF brut, pertes sur le MATIF incluses, ses résultats financiers devraient atteindre 340 millions de francs en 1987 comme en 1986, avec un taux de rendement moyen maintenu au niveau du marché monétaire (entre 7 % et 8 %), « ce qui n'est pas glorieux mais cor-rect », a estimé M. de Wissocq. Quant aux résultats de l'exercice, ils ne devraient pas être touchés.

milliard de france sans ries comprendre, c'est dur, même pour COGEMA, et il est probable que cet « accident » ne sera pas le der-nier, lorsqu'il faudra publier les bilans 1987 de certains établissements ou déboucler certaines opérations après leur arrêt temporaire ou définitif. Gare au MATIF. C'est un instrument très utile et qui a fait ses preuves pour couvrir des risques normaux de taux et de cours, mais il peut, aussi, brûler les doigts et roussir les pantalons!

FRANÇOIS RENARD.

Le jugement d'un délinquant en col blanc

Ivan Boesky, l'escroc de Wall Street, condamné à trois ans de prison

NEW-YORK (Nations unies,

de notre correspondant

« Quoi, trois ans, c'est tout », l'employée de supermarché trouve que la paine infligée à un homme qui a « volé des cen-taines de millions de dollars » est taries de minions de conars y est « ridicule ». Pour se part, le pro-cureur général de New-York, M. Rudolf Giuliani, estime que la justice américaine a atteint, le vendradi 18 décembre, un tournant en condamnant, pour la pre-mière fois, un définquant en col blanc à une peine de prison

Placide et manifestement décu, le plus célèbre des escrocs de Wall Street, Ivan Boesky, cinquanta ans, a écouté la sentence en silence : trois ans d'incarcération dans un établissement « à sécurité réduita » où celui que l'on appelait, il n'y a pas si lontemps encore, « Ivan le Tari-ble », retrouvera sans doute plu-sieurs de ses ex-collègues de la banque et de la finance, certains « tombés » à la suite de ses propres aveux.

La défense aurait préféré une peine symbolique, assortie d'une obligation de service civil. Le juge, lui, a préféré un autre sym-bole, celui de la fermeté à l'égard d'un miliau dont les agissements ont peut-être contribué à la récente chute de la Bourse.

Commencés il y a deux ans. l'enquête sur les « délits d'inities a (Insider Trading) avait pris pour cible un certain nombre de Wall Street, dont le point commun était une fortune colossale, acquise depuis peu de temps. Premier inculpé, Dennis Lévine, arbitragiste réputé, a tout avoué : un réseau souterrain d'hommes indépendants organid'années, des « razzies sur les OPA ». La recette était simple : informés à l'avance des intentions de la société « X », intérese par le rachat de la société « Y », les arbitragistes achetalent des quantités importantes d'actions de la société « Y », qu'ils revendaient, quelques jours

sant ainsi une plue-value souvent très consistante, étant donné que les OPA donnent toujours lieu à une prime versée aux détenteurs d'actions de la firme convoitée. Malheureusement, la loi interdit aux arbitragistes de se servir d'informations de ca type.

L'informatisation des opéraétonnées de voir certains comptes bancaires s'enfler sou inement à la suite d'une OPA, les autorités ont pu remonte plusieurs filières complexes et découvrir le plus grand réseau de détournement boursier jamais connu à Wall Street.

Grâce aux aveux de Lévine, le procureur Giuliani, homme tenace et courageux, a pu incul « patron » de cette mafia en cravates de soie, ivan Boesky, financier indépendant, connu pour un style de vie qui, même à New-York, soulève des doutes A son tour, Boesky s'est mis à table, citant plusieurs noms, dont ceux de Martin Siegel et de Budd Jeffries, deux « enfants prodiges » de Wall Street. Contre la promesse d'une cer taine clémence de la part de la justice, le brillant escroc a tout avoué - du moins c'est ce qu'il affirme, - permettant l'ouverture de dix-neuf enquêtes judi-

à jamais divisés sur l'attitude à adopter à l'égard de ces criminels dont l'arme n'est pas le revolver, mais la clavier de l'ordinateur, les dommages causés à la profession boursière ne pour-

Désormais vilipendes et, souvent à juste titre, soupçonnes d'activités répréhensibles, les jeunes loups de Wall Street ont la réputation. L'affaire Boesky a confirmé ce que certains soupfièvre boursière, telle qu'elle a été vécue à New-York depuis cinq ans, reposait, en partie, sur

CHARLES LESCAUT.

SOCIAL

En l'absence de directives salariales pour le secteur public

Le gouvernement reste favorable au strict maintien du pouvoir d'achat

Chirac est en train d'opérer une prise ne renierait encore petite révolution dans le domaine enjourd'hui.

Ce dirigisme salarial a été reconseptembre 1976, le premier ministre n'adressera pas de directives sur la politique salariale dans le secteur public.

5 octobre 1976, qu'aucune entre prise ne renierait encore aujourd'hui.

Ce dirigisme salarial a été reconseque duit année après année parallèlement aux recommandations salapolitique salariale dans le secteur publique, où le riales adressées par le CNPF pour le rôle du patron, un calendrier de la coctobre est anticipée au 1" septembre). Les syndicats signature de l'accord salarial 1987 ent pris acte de ce coup de pouce (1).

Dans la fonction publique, où le riales adressées par le CNPF pour le rôle du patron, un calendrier de l'accord salarial 1987 ent pris acte de ce coup de pouce (1).

La pratique des directives sala-riales avait été inaugurée par M. Raymond Barre en 1976, dans le cadre du plan de lutte œuvre en succédant à M. Chirac. Tout en confirmant « le principe de la négociation collective des salaires et la poursuite de la politique contractuelle», M. Barre avait recommandé qu'en 1977 la progression des salaires ne soit pas supérieure à la hausse du coût de la

La directive de M. Barre ne s'appliquait qu'au secteur public.
Mars le premier ministre s'était éga-lement adressé à l'époque aux parto-naires sociaux, considérant que « la politique salariale, dans le secteur public comme dans le secteur privé, doit s'inspirer de l'ensemble de ces priorines » fisés par le genverne. principes » fixés par le gouverne-ment pour modérer l'évolution des

Dans le même temps, M. Barre avait fixé une règle évidente : « Les contrats établis doivent tenir compte chaque année de la situation économique de l'entreprise concer-née et de la situation économique générale», déclarait-il au Monde la

sans directives....

montrera l'usage qui sera fait, du moins pour 1988, de cette liberté... alors même que le CNPF a déjà abandonné – comme l'UIMM dans ses - conseils - pour 1988 dans la

(1) La CGT, non signataire, a orga-nisé une grève de quatre heures le 17 décembre avec baisse de production

Face à l'emprise croissante de Washington

Le président mexicain de la Banque interaméricaine de développement a donné sa démission

WASHINGTON

correspondance

M. Ortiz Mena, président de la Banque interaméricaine de dévelop-pement (BID) depuis dix-sept ans, a annoucé sa démission à compter du 29 février 1988.

Dans sa lettre de démission, M. Mena fait seulement part de son

désir de rentrer au Mexique. Il ne fait pas état des relations de plus en plus difficiles entre les pays latinoaméricains et le gouvernement amé-ricain. La raison immédiate de son départ est pourtant liée à l'insistance de M. Ronald Reagan et de son secrétaire au Trésor, M. James Baker, de nommer un de ses proches collaborateurs, M. Conrow, au poste de vice-président exécutif de la BID.

Il appartient au président de la BID de procéder à la nomination des postes importants, soumise à l'approbation du conseil des administrateurs. Mais, dans la pratique, il était acquis que le poste de vice-président exécutif serait occupé par un Américain. Dans l'optique de Washington, celle de M. Conrow ne devait pas poser de problèmes puisqu'il succéderait à M. Curtin, lui aussi choisi par le secrétaire au

La démission de M. Mena bloque maintenant la nomination de gouverneurs de la BID devront élire un nouveau président.

De toute évidence, le gouvernement américain veut resserrer son contrôle sur la BID dont la politique de prêts, à la différence de celle du mondiale, est contrôlée par les pays débiteurs et non par les créanciers. Les milieux officiels américains estiment que la BID n'observe pas de critères assez rigoureux dans sa poli-tique de prêts. Aussi bica M. Baker avait tenté de modifier la procédure des taux qui favorisaient les bénéficiaires des prêts plutôt que les préteurs. Il n'avait pas réussi cependant dans cet effort qui aurait permis aux Etats-Unis et au Canada d'assurer une sorte de veto sur les prêts de la BID. M. Baker avait alors décidé de Unis, la plus importante à la BID.

Des rumeurs circulent également selon lesquelles M. Conable, prési-dent de la Banque mondiale, démissionnerait prochainement sous la pression de Washington qui considererait comme insuffisantes les mesures de réorganisation prises au

AFFAIRES

M. Balladur réserve 3 milliards de francs pour Renault

Le ministre de l'économie, M. Balladur, a déclaré, le 18 décem-bre sur RTL, qu'il avait « réservé une somme supérieure à 3 milliards de francs qui pourra être consacrée au désendettement de Renault ».

Cela · prouve bien que l'objectif du gouvernement demeure le même: remettre Renault en bonne situation financière, mais nous pourrons d'autant mieux le faire qu'il disposera d'un statut rénové ., a-t-il ajouté.

Le projet de transformation de Renault — de régie en société ano-nyme — devait s'accompagner d'un abandon de créances publiques de 12 milliards de francs, destiné à alléger la dette du constructeur nationa-lisé.

La discussion parlementaire de ce projet reste hypothétique, mais cela n'empêche pas l'Etat de doter Renault en capital, comme il l'a fait au cours des années précédentes. Quitte à déclencher les foudres des autorités de Bruxelles qui out déjà ouvert une enquête sur les 8 mil-liards de francs de dotations reçus par Renault en 1985 et 1986.

Ce dirigisme salarial a été reconduit année après année parallèlement aux recommandations salariales adressées par le CNPF pour le secteur privé. M. Chirse lui-même négociation va être mis au point de la cord salarial (1957) pris acte de ce coup de pouce (1).

Dans la fonction publique, où gouvernement joue directement rôle du patron, un calendrier de secteur privé. M. Chirse lui-même cn revenant au pouvoir n'a pas dérogé à la règle.

Ainsi, le 5 mai 1986, M. Chirac précisait que les dirigeants des

entreprises publiques devaient sur les salaires demander l'accord de leur ministère de tutelle • avant de décider toutes mesures concernant leur personnel». Le 12 novembre 1986, M. Chirac précisait que les dirigeants des entreprises publiques devaient tenir leur ministère de tatelle « informé » de leur projet, « ainsi que le ministère de l'écono-mie, des finances et de la privatisation et la commission interministérielle de coordination des salaires (CICS) qui s'assureront de leur conformité aux présentes direc-tives. Difficile d'être plus strict

dans le contrôle... L'abandon de toute directive salariale pour 1988 a été décidé après que M. Chirac avait rencontre les dirigeants des entreprises publiques. Ils lui ont fait savoir qu'ils souhaitaient avoir « les coudées fran-ches ». « Il est absurde, dit-on anjourd'hui à l'hôtel Matignon, de faire avancer toutes les entreprises publiques du même pas en même

L'entourage de M. Chirac assure qu'en l'absence de directives écrites, il n'y aura pas de directives orales sons le manteau. Mais si les entre-prises doivent négocier en fonction de leurs possibilités propres, elles sont supposées connaître l' - orienta-tion générale - du gonvernement qui est « claire et nette » : « strict main-tien du pouvoir d'achat » (en moyenne). Le cadre général doit demeurer celui de la rigueur, mais

Par eilleurs, les entreprises publiques — qui sont un peu soeptiques devant cette brusque liberté — devrout toujours passer devant la commission interministérielle de coordination des salaires, la fameuse CICS. Mais, souligne-t-on à Mati-gnon, le contrôle à posteriori sera allègé», puisqu'il n'y aura plus de référence à une lettre de directives du premier ministre. L'expérience métallurgie - toute recommunanda-tion chiffrée.

tion chiffrée.

Le premier test devrait avoir lien, encore une fois, à EGF. Déjà, une nouvelle mesure a été annoncée par la direction d'EGF, le 17 décembre, consistant, sans qu'il s'agisse d'un solde de tout compte pour 1987, à accorder une rallonge de 0,3 % de la masse salariale (l'augmentation en niveau de 1,7 % au 1 avril est anticipée au 1 février, et celle de 0,4 %

gouvernement joue directement le rôle du patron, un calendrier de négociation va être mis au point. officiellement les fédérations de fonctionnaires dans la seconde quin-

Mais la négociation 1988 s'annonce mal. Une enveloppe bud-gétaire contraignante (+ 2,5 % en masse), une définition stricte de la masse salariale, une période préélectorale coïncidant avec des événo-ments syndicaux (changement de patron - à la fédération FO, congrès de la FEN début février), autant de signes peu favorables. MICHEL NOBLECOURT.

(16 % de grévistes).

ENERGIE

La renégociation sur le prix du gaz algérien

(Suite de la première page.)

Gaz de France, souteur par son ministère de tutelle, tente, en effet, de renégocier des clauses cohérentes avec les autres contrats de fourniture de la

France.

Le contrat initial, conclu en 1982 par M. Cheysson, octroyait en effet à l'Algérie un surcoût de 27 % par rapport au prix moyen des approvisionnements français, pris en charge pour moitié par l'Etat et pour moitié par Gaz de France. A l'occasion de la révision de la revision de la sion du contrat, qui devait normale-ment intervenir au début de cette ment miervenir au debut de cette année. Gaz de France, fort de la situa-tion de pléthone du marché gazier international, a demandé que le prix de base soit remis en ligue avec le marché

meriauviai.

En dépit de vingt-cinq rémions, ancun accord n'a pu être trouvé entre GDF et son bomologue algérienne, la GDF et son homologue algérienne, la SONATRACH, tant l'écurt entre les deux positions est grand. Alger, fort du précédent créé en 1982, souhaite en précédent créé en 1982, souhaite en effet un prix de départ supérieur de 28,9 % au prix moyen des approvisionnements français — calculé aux frontières françaises, — alors que Gaz de France n'est prêt à payer qu'un surcoût de 16 %, prix équivalent à celui accepté par les Italiens l'an dernier, ou au maximum de 16 %, équivalent à celui accepté par les Grecs cette amée (1).

Si la demande alaérieure était

négociations ultérieures d'Alger avec « extrêmement délicat » rue de Gre-

Outre que Gaz de France ne souhaite pas non plus créer un exemple fâcheux pour ses autres fournisseurs, notamment les Soviétiques et les Hol-landais, avec qui la renégociation des contrats vient d'être engagée, il est clair qu'un accord sur ces bases aurait des conséquences durables sur le prix de vente du gaz aux clients finaux (quelques points d'augmentation sup-plémentaires par au) et compromet-trait la compétitivité du gaz en France vis-à-vis du fuel et de l'électricité.

Les réserves du ministre de l'industrie

La concession que s'appréterait à accepter très rapidement le gouvernement de M. Chirac ne porterait dans un premier temps que sur le prix inté-rimaire pavé par GDF en l'absence de contrat définitif. Mais elle risque de compromettre la position des Français dans les négociations à venir. Le nouvenu prix intérimaire (2) serait en effet supérieur d'environ 16 % à la moyenne des approvisionnements et correspondrait de fait au maximum juge acceptable par Gaz de France.

C'est un peu comme dant une négo-ciation où l'on weut acheter un topis et qu'on ne parvient pas à se mettre d'accord sur le prix, à accepter de régler un acompte équivalant au maximum de ce qu'on veut payer, sans attendre que les discussions soient finies », expliquent les négocia-

Il est clair que l'intervention du pre-mier ministre dans ce dontier jugé

directement seisi du problème depuis septembre et qui a rencontré à plusieurs reprises son homologue algérien, n'a jusqu'ici rien cèdé qui compromette le caractère commercial de l'accord. Nous négocions sur des bases industrielles, assure-t-on rue de Grenelle, et s'il y a d'autres points de vue, ils doivent être clairement exprimés ». Tout en ayant assuré cette semaine le ministère de l'industrie qu'il restait officiellement chargé du dos-sier, et que la position française n'était pas modifiée, Matignon semble à l'évi-dence déterminé à passer outre aux objections de son ministre. Au cours du week-end, de nouveaux contacts, du week-end, de nouveaux contacts, devaient être pris entre Paris et Alger pour tenter de régler le problème. VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le prix moyen des approvisionnements français (sur la base d'un petrole à 18 dollars) c'est-à-dire le prix du marché, est de 1,94 dollar par million de BTU (unité de compte internationale du gaz). Sur les mêmes bases, le prix du contrat conclu par l'Algérie avec l'Italie est de 2,14 dollars, soit 10% de plus, et celui du contrat avec la Grèce de 2,25 dollars, soit 16% de plus. Le prix souhaité par Alger s'élève à 2,50 dollars, soit 28,9% de plus que la moyenne des achats français.

(2) Le prix intérimaire payé depuis le (2) Le prix intérimaire payé depuis le début de l'année par GDF est en ligne avec le prix international du marché, cur la formule de 1982, appliqué sux cours actuels du pétrole, donne un prix voicin de

la moyeme des approvisionnements fran-çais. Le surcoût de 1982 a été en effet pro-gressivement effacé par la baisse des prix du brut depuis cinq ans, sur lesquel le gaz algérien est indexé.

BOURSE DE PARIS

PRÈS le 12, le chiffre 15 a porté chance à la Bourse de Paris. A l'issue de la semaine écoulée, la quinzième après le grand krach d'octobre, les valeurs françaises ont mouté. De 1,4 % seviement. Ce n'est pas beaucoup. Mais après le déluge de feu tombé rue Vivienne, beaucoup ont poussé un soupir de soulagement. Ce bilan hebdomadaire aurait pu être de bien meilleure qualité si des ventes béséficiaires n'avaient pas contraint le marché à faire machine arrière dans les der-

Timidement amorcé, le vendredi précédent, le mouvement de reprise s'était en effet sensiblement accentué durant les trois premières séances, frôlant 1,4 % lundi, pour dépasser 1,5 % le lendemain et passer à 2,11 % mercredi. Trop beau, hélas, pour continuer. Des dégagements réduisirent la marque jeudi (~ 1,16 %) et encore à la veille du week-end (~ 1,3 %), ramenant le marché non lein de ses plus less piresur depuis deux ans. loin de ses plus bas niveaux depuis deux ans.

Retour inévitable du halancier? Aucune des rares reprises techniques enregistrées après l'éloignement du cyclone n'a excédé 5 % à 6 %. Celle-là n'a pas dérogé à la règle. Il efit été fou du reste de croire la Bourse capable d'accomplir un plus grand effort.

La dernière liquidation de l'année est désormais très proche. Elle aura fieu le mardi 22 décembre. Que sur des rachats faits récemment des investisseurs aient jugé pradent de prendre leurs bénéfices sans attendre le dernier moment n'a vraiment rien pour surprendre. 5 % de gain ne se laissent pas passer quand les pertes subies dépassent 37 % en moyen

D'autant que tous les dangers ne sont pas écartés. L'on s'habitue à tout, même à la dégringolade du billet vert. Mais force est de constater que celle-ci commence à prendre une tournure catastrophique, pour les entreprises exportatrices, pour toutes celles aussi dont une bonne partie des bénéfices provient de la zone dollar.

Pour témoigner que la situation est toujours aussi grave, éviter aussi que la vigilance générale ne se relâche, « 33 » des plus grands experts économiques du monde out ces deraiers jours lancé un véritable cri d'alarme en brandissant l'épourantail de la récession. Selon eax, personne a'y échappera, si les grands pays industrialisés ne pren-nent pas rapidement les mesures radicales qui s'impo-sent : les Etats-Unis, en colmatant leur déficit budgé-

Une culotte de gendarme

taire ; in RFA eu relançant sou économie ; le Japon en réduisant sou excédent commercial.

C'est peut-être donner beaucomp d'importance à ce Cest peut-eure aouser neancomp d'importance 2 ce groupe d'experts. Mais en tout cas, sous les lambris, tout de moude parlait de cet avertissement solemnel et des mesures préconisées, en soulignant au passage qu'elles étaient inapplicables, pour des raisons électorales évi-

Enfin, les boursiers parisieus out été fortement incités à rajuster leurs positions dans l'ignorance des réactions de Wall Street. Le marché new-yorkais avait en effet ce vendredi un rendez-vous capital avec la triple échèmace trimestrielle des contrats à terme (actions, options, indices), encore appelée « journée des trois sorcières », la première depuis le kruch d'octobre. «Si New-York craque, Paris presdra une triche de Noël, c'est assuré», disait un spécialiste, vendredi 18 décembre après-midi.

Finalement, Wall Street a tordu le cou aux trois sorcières. Mais personne ne pouvait le savoir. Reste que, cette senaine, pour la première fois depuis longtemps, quelques bonnes nouvelles sont arrivées rue Vivienne. D'abord l'aumonce inattendue d'une forte réduction du déficit commercial pour novembre, retombé, à miracle, à 700 millions de francs seniement (au lieu de 4,9 milliards 700 millions de francs seulement (au lieu de 4,9 milliards de francs pour octobre) grâce à la vente de deux Aktus et à «la réexportation de Wahid Gordji» lança une méchante langue. Et puis l'indice des prix pour le même mois s'est aussi révêlé très sage (entre 0,1 % et 0,2 %). De son côté, l'INSEE a estimé que la crise n'avait pas eu d'influence sur le comportement des mémages, et des échos rassurants venus des Etats-Unis out rapporté que les industriels du Nouveau Monde étaient plutôt confinats. Perf. cortes avec unidence, le sentiment séné. confiants. Bref, certes avec prudence, le sentiment général semble avoir un peu évolué en mieux sous les lumbris.

Les « zinzins », dont le syndic de la Compagnie des agents de change affirme par téléphone qu'ils ne sont pas intervenus « systématiquement » durant les houres noires, ce qui en soi constitue la recommissance de leur « raids », sont restés l'arme au pied. En d'autres termes, le marché comme un grand opéré a fuit ses premiers pas tout seal, sans l'appui des médecins.

Semaine du 14 au 18 décembre

Certes, in convalescence n'est pas commencée. Il s'en fast de lois. Des imprudents vont avoir des ardoises salées à régler (voir affaire COGEMA). Mais lentement, le vie financière paraît reprendre ses droits. Beaucoup croient que le fond est maintenant atteint et que d'ici à la fin de l'amée la reprise technique pourrait se poursuivre. Un agent de change n'estime pas impoasible me remontée des cours de 15 % sur les plus has niveaux, d'ici an 31 décembre. Possible. En tout cus, les liquidités ne manquent pas. Elles seront même surabondantes en janvier, avec, en plus de la trentaine de milliards de francs provement des versements de titres indemnitaires et des conpons d'emprunts, les 34 milliards de remboursement du 7 % 1973. Ce serait bien le diable qu'une bouse partie de cet argent ne revienne pas en Bourse. Car le petit porteur a tenn bon. La preuve : en novembre, le montant des sons-criptions nettes aux SICAV Monory-CEA est en hausse de 1,6 milliard de francs. Et ce petit porteur, tout le monde s'empresse de le choyer. La COB a mis à l'étude des mesures pour le protéger. Le président de L'Air Certes, la convalescence n'est pas commencée. Il s'en des mesures pour le protéger. Le président de L'Air liquide a envoyé ceut mille lettres pour rassurer les sieus. Des tas d'associations prennent sa défense, comme l'APARIBAS (associations des petits actionnaires résolusiet intransigeants envers les banques, assurances et sociétés privatisées). Imétal, pour dédoumager les sieus, va racheter ses propres actions à 145 F en y ajoutant une cation. va racheter ses propres actions à 145 F en y ajoutant me-action Penarroya. L'agence Havas amonce qu'elle va organiser des rencontres on province durant les deux pre-miers mois de 1988 pour rencontrer aes actionnaires. Mon Dieu, qu'il est doux, par les temps qui courent, d'être petit porteur on petite portense. Enfin, si d'aven-ture une hetaille hoursière éclatait entre le cumulien Sea-gram et le britannique Grand Metropolitan pour le contrôle de Martell, les remous crôis seraient très favo-robles à la Borrose. rables à la Bourse.

A moins que la denxième mi-temps de la crise ne se produise à Tokyo, où certains prédisent encore un «Hirostrium hoursier» — auquel cas il n'y aurait pas de prolongations — tout porte à croire que le début de 1988 pourrait être meilleur que la fiin de 1987. De toute façon, les sicavistes de la dernière heure pourraient bien faire la différence et un ultime coup de pouce pourrait être aussi donné aux cours pour habiller moies panyrement les bilans de fin d'année.

Pétroles

Esson
Fetrofina
R.P.France

Primagaz Raffinago Royal Dutch

Sogerap Total

RTZ

SCRRG Niles Geleries Signatus Grynnet Marine Westlel La Henn

Mines, caoutchouc,

AMORÉ DESSOT.

18-12-87 Diff.

225 - 18 289 - 6,16 269,59 + 2,50 1285 - 16 66,59 - 6,59 49,6 + 8 71 + 1,89 571 - 3 276 - 25 359 - 5,10

Diff.

18-12-87

+ 18 Soggrap + 165 SDRF.de-Cal

+ 14.9 Fives Like ... + 14.2 Av. Dessuit + 13.9 Eff ... + 13.6 Majorette ...

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

M6di 302 859 315 074 900 121 856 283 800 023 Lafarge 237 194 266 646 904 GGnet caux 233 731 256 880 576

Génée. esux. 237 731 256 580 576
Seez. 280 990 239 445 857
CSF 322 334 232 367 441
Total 588 864 202 434 360
L'Orési 73 990 185 051 547

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

(*) De 10 au 17 décembre inches.

Or die Odie en berrei — Odie en liegest e Plèce trançaise (20 fr.) Plèce française (10 fr.)

Pièce suises (20 fr.)

Dead sourerain toe de 20 dollura — 10 dollura — 5 dollurs

= 20 mm/s = 10 floring = 5 roubles

TRAITÉES AURM (*)

titles cap. (F)

609 649 554 583 018 157 754 521 736 114 1 870 672 349 691 129 302 859 315 074 900

Cours Cours 11 déc. 18 déc.

#5 900 #5 960

48 700 46 700

530

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

%

Métallurgie

construction mécanique

	18-12-87	Diff.
Alsoi	218	+ 22
Avions Dessant-B.		- 64
De Dietrich	1 445	+ 370
FACOM	429	+ 5
Fives Li	83	7.50
Marine Wendel (1)	225.20	+ 29.70
Penhoet (2)		~ 13.90
Peugeot SA		+ 44
Poctain	13.10	- 0.10
Sagem	1 359	4 9
Saulnes-Châtillon	29.80	+ 1,78
Strafor	246	4 5
Valéa	1	1 17
Vallourec	39 40	0.40
TENOMINE	20,00	- 0,46

Si le krach du 19 octobre a

entraîné jusqu'à présent une chute de 30 % en moyenne des

titres cotés sur le règlement men-suel, la secousse a été nettement

ché. Le recul y dépasse 50 %. Pendant près de deux mois, la

plupart des valeurs n'ont pu être cotées car seuls affluaient des ordres de vente. Le flux de liqui-

dités, qui avait amené une hausse spectaculaire des cours en trois

ens, en se tarissant, a accéléré la baissa de ces deux demiers mois.

Conséquence, ce marché ado-lescent, créé en 1983, « trans-

formé en champ de ruines » selon

certains, est e pratiquement morta. Pour qu'il survive et sur-tout pour qu'il ne devienne pas un

chors cote de luxe », où les tran-

sactions seraient rares, une qua-rantaine de sociétés regroupées au sein d'ESM (Entreprises du

second marché) tentent de rés-

gir. Affirmant tout d'abord que l'effondrement des cours ne cor-respond pas à la situation des

Pour réagir à la faiblesse de

son cours de Bourse, imétal a décidé de proposer, le 21 janvier

extraordinaire des actionnaires,

le rachat d'un million de ses pro-

pres actions, afin de les annules

ensuite par une réduction du capital. Cette offre porte sur

En échange de chaque titre, la

société versera en espèces 145 F

auxquels s'ajoutera une action de

la filiale à 33 % Penarroya. Sur la

base d'un demier cours de 29 F,

cette offre confère à imétal une

valeur de 174 F pour un titre qui

cotait 132 F. Cette procédure de

rachat, qui est courante aux

Etats-Unis, est peu utilisée en

France et très rarement dans de

tellas proportions, bien que la

législation autorise la reprise per

une firme de 10 % de son capital.

de se protéger contre un « préda-

teur », soit de soutenir les cours

de l'action. Dans le cas d'Imétal, si près de 50 % des titres sont

dans le public, le reste est détenu

Cette procédure permet soit

8.5 % des parts.

Alimentation

	18-12-87	<u></u>	Diff.
Béghin-Say	330	+	1
Bougrain	2 156	+	56
BSN	4 345	+	190
Carrefour	2 450	+	209
Casino	118,20	+	14,20
Euromarché	2 920	+	70
Guyenne et Gase	425	+	20
Lesieur	1 460	+	15
Neslê	33 200	+	12,50
LUMH Moet-Hen.	1 515	+	109
Occidentale (Gle)	605	+	45
Olida-Caby	207	[-	3
Pergod-Ricard	673	++	22
Promodès	1 390	+	25
Saint-Louis	1 170	_	10
Saupiquet (1)	919	-	34
Source Perrier	520	+	13
		_	

de 34 % de leurs bénéfices en 1987, ce comité entend avant

tout rétablir la confiance. Pour

cela, il propose une information

spécifique dépassant la commu-nication financière traditionnelle

et un dialogue avec l'ensemble

Pour le comité, il importe par

ses diverses propositions que la

plir son rôle d'« outil finencier

indispensable à l'indépendance et

à la croissance des entreprises ».

Cela concerne pas moins de deux

cent soixante-quinze firmes dont

près d'une centaine sont entrées

en Bourse cette année. Les membres d'ESM ne veulent donc

absolument pas que « le second

marché soit le « printemps de Prague » de notre économie ». Reste à savoir si ces simples pro-

positions permettront de rétablir la confiance dans un marché qui

souffre avant tout de sa volatilité.

parmi lesquels se trouvent Parfi-nance (20 %), Euris et associés

(13 %), le groupe Rothschild (7 %), ERAP (6 %) et AGF (6 %).

L'opération devrait donc avant tout, selon la direction du groupe,

tion de l'action Imétal, dont la

valeur d'actif est estimée à

200 F. Elle permettra aussi à ce

groupe de poursuivre son désen-

gagement de ses activités

minières et métallurgiques

(le Monde du B août). En appor-tant à l'échange des titres Penar-roya, Imétal na détiendra plus

que 14 % de cette société contre 33 % actuellement.

gnera cette mesure d'un abandon de créance de 80 millions de francs, qui réduira d'amandon Par ailleurs, la firme accompe-

francs, qui réduira d'autant le prêt de 250 millions de france

accordé en 1986. En contrepar-

tie. Imétal devrait recevoir

800 000 bons de souscription,

donnant droit pour une durée de cinq ans, de souscrire 800 000

ections de Penarroya au prix de

55 F l'unité.

entrainer une meilleure appr

des détenteurs de titres.

(1) Coupon de 15 F.

Un second marché

à la recherche d'un nouveau souffle

Imétal va racheter 8,5 %

de son propre capital

Matériel électrique services publics

	<u> </u>		
	18-12-87	Diff.	Accor
Alcatel	1998	+ 60	Arjomen
Aisthorn	257	+ 22	Bic
CGE	222	+ 15	Bis
Crouzet	146.59	+ 10,49	CGIP
Générale des Eaux	1 081	+ 23	Club Méditerranée .
IBM	626	+ 16	Essilor
Intertechnique	592	+ 84	Europe 1
ITT	243	+ 1,20	Hachette
Legrand	2 176	+ 116	L'Air fiquide
Lyomaise des Eaux .	1 185	+ 0	L'Orfal
Matre	1 410	~ 5	Navigation Mixte
Merlin-Gérin	1 350	+ 48	Nord-Est
Moteurs Leroy-Somer	385	+ 2,10	Premes Cité
Moulinest	43.40		Saint-Gobain
PM Labinal	651	- 14	Senofi
Radiotechnique	955	+ 45	Skis Ressignal
Cathenham		- 7	Ser troopigue
Schlemberger	639	+ 52	
SEB			Banques, assur
Sieucus	1 240	+ 5	Danques, assu
Signatux	312	+ 46	•
Telémés. Electrique.	2915	+ 155	
Thomson-CSF	752	+ 81	1

Bâtiment, travaux publics

	18-12-87	Diff.
Auxil d'entr.	746	+ 60
Bouygoes	931	+ 51
Ciments Français	855	+ 2
Dumez	535	+ 17
GTM	371	+ 53
J. Lefebyre	684	+ 40
Lafarge	1 195	+ 124
Maisous Phénia	45.85	- 06
Poliet et Chaussen	422	+ 17
SCREG	643	+ 98
SGE-SB	31.60	+ 21

Filatures, textiles, magasins

	18-12-87	Diff
Ladré Roudière	205	+ 20
Agachs (Fig.)	1 500	buch.
HV	230	+ 25
FAO	1 250	feerb.
ament-Serviposte	2 080	+ 80
Darty	295	+ 27
OMC	472	+ 20.50
interies Lafayette	900	+ 47
a Redoute	2 905	+ 3.50
Vouvelles Galories	324	+ 47
ristemps	375	- 6
COA	74	+ 4,05

(1) Couses de 14 F. Produits chimiques

Valeurs diverses

Banques, assurances

Buil Équipement
Bancaire (Cie)
Cotelem
Chargeors SA

CFF

Eurafrance Hénin (La) (1) Imm. Pl-Moncesa

Locindes

18-12-87 Diff.

+ 17 + 3,90 1 + 90 - 3 + 81 - 48 + 35 - 47 + 12 - 18 - 700 + 85 - 700 + 85 - 700 + 85 - 745 - 100 - 18 - 745 - 100 - 22 - 400 - 22 - 400 - 400 - 745 -

18-12-87 DUT.

266 364 630

358,10 -955 + 1 105 + 184 -862 + 329,90 + 1 161 -252,59 +

+ 10,90 - 1 + 11 + 85 + 15 - 3

3528 + 31 3528 + 31 352,10 - 4,50 955 + 46 + 135 - 1

		18-12-87	Diff.
-	Ing. Márioux	3 278	+ 53
	Labo, Bell.	900	+ 50
50	Roussel UC	701	+ 52
_	BASF	889	+ 29
90	Bayer	882	+ 32
	Hoocket	855	+ 14
	Imp. Chemic.(1)	165	+ 2
65	Norsk Hydro	112,80	~ 6,

MATIF

COLUMN		ÉCHÉA	NCES	
COURS	Déc. 87	Mara 88	Juin 28	Sept. 88
Premier	-	-	~	-
+ best	99,45	98,15	97,20	98,60
+ bas	99,20	97,85	97	96,55
Deraier	99,40	98,05	97,20	96,70
Compensation	99,40	98,05	97,29	96,70

Françaises

Étrangères

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 4 décembre 15 décembre 16 décembre 17 décembre 18 décembre 1 608 648 2626414 1841432 RM 2104886 Comptant 9775018 9 520 206 R. et obl. . 9748 181 9912726 165 134 291 428 144 983 415688 Actions . . 11548800 | 12438048 | 11998050 INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

97,2

97,5

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1986) 72,7 73,4 74,7 72,4 71,7

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén. 1 277,3 | 282,8 | 287,8 | 286,3 | 281,7

97,9

Mars 88 . 91,75 91,72 91,75 + 6,62 Jule 88. .. 91,60 91,60 91,64 +8,62 Sept. 88. 06c.88...

BONS DU TRÉSOR

Séance du 18-12-87

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Plus de 5,8 %

Semaine brillante à Wall Street of Pindice Dow Jones, malgré un léger raté, a progressé de 108,26 points (+ 5,79 %) pour s'établir, vendredi soir, à 1 975,30.

Manifestement, la disparition des craintes sur un retour de l'inflation et la confirmation par les statistiques que l'économie américaine n'avait pas souf-fert du «krach» d'octobre, out rendu les investisseurs passablement optimistes Restait à franchir le passe difficile du 18 décembre marquée par la triple échéquee trimestrielle des contrats à terme (actions, options, indices), encore appelée « journée des trois sorcières ». appelée « journée des trois sorcières ». Mais finalement les trois sorcières ont été mises en fuite sur leurs balais par les ordinateurs, qui se sont mis à cracher des programmes d'achats. Enfin, renouvagement est venu des prévisions à la hansse du PNB pour le troisième trimestre (+4,3 % au lieu des 4,1 % préves initialement), enfin des déclarations ressurantes du président du FED par le caractère abergant du déflicit companyel pour caractère abergant du déflicit companyel pour caractère de la resurrent et des la course de la caractère de de la caractè

1000

Acres 1

1221779

25 30 5 The state of the

22 to 500 1

Butter of the

Market Park Table

現在を2017年 日本 graduate to a first

2X 5

man Title of the St.

aada in aan 1250

Carlo Age of

DEFECT OF STREET Time and a second Magais.

Extended to the

2点以15年点。 Admires of the

The state of the e

Park Contract

- Carrier 19

and Particles

Company of the last of the last

MATTÈRES PI

ine .

Section.

The same of

The series of

Service Control

Section 1.

F

A title and the

122

la service

COL 25: US

i jus

429

125414

13:1

1 25

313

1008

Name of the last

1

	Coms 11 déc.	Cours 18 déc.
Alcoa Allegis (ex-UAL)	45 3/4 46 7/8	49 71 1/2
ATT Bosing Chase Man, Bank	27 3/8 35 3/4	29 1/4 37 7/8
Du Pont de Nemours Bestman Kodek	22.3/6 29.3/8 45.1/2	21 1/4 83 1/8 58 7/8
Ford	39 1/4 75 3/8	76 3/4
General Electric General Motora Goodyear	435/8 59 531/4	46 1/8 62 3/8 64 3/4
IBM	110 3/8 43 3/4	117 1/6
Mobil Oil	38.1/4 41.3/4 29	37 1/2 45 1/4
Schlemberger Texaco Union Carbide	35 1/2 20 1/2	323/2 21.5/6
Westinghouse	30 1/2 45 3/4	38 1/8 49 3/4
Xerox Corp	54 1/2	57-5/8

LONDRES Moiss 4,9 %

Le London Stock Exchange a cédé cette semaine à la déprime, et, malgré la publication de plusiours indicateurs très satisfaisants, il a baissé de 4,9 %. Même ia nouvelle selon laquelle BP aurait sug-menté sa part dans Britoil à 24,9 % n'a' pas réussi à relancer le marché.

Le secres pétroller a été an centre de l'intérés général après l'issue décevante des négociations de l'OPEP. Indices FT du 18 décembre : indus trielles. 1 310,7 (contre 1 377,8); mines d'or, 327,3 (contre 313,8); fonds d'Enst, 88,37 (contre 87,72).

289 - 186 - 32,68 - 1,61	25 7 6,10 8,06	Indices FT du 18 trielles, 1 310,7 (mines d'or, 327,3 (o d'Etat, 38,37 (contre	décemb contre contre 313	377,8)
SVARIATI	ONS		Cours 11 déc.	Cours 18 déc.
MADAIRE		Beecham Bowater Brit, Petroleum	449 372 248	457 335 237
Valores	Bersse	Charter Countailds	309	298 346
alome	-142 -136	De Beers (*) Free Gold Glaxo	93/4 135/8 1913/64	93/ 131/ 975
DRP de Cal	-127 - 83	Gt. Univ. Stores Imp. Chemical Shell	18 1/4 10 1/4 980	17 7/8 19 51/6
r Dessait	- 3A	Unilevet Victors	460 133	506 143

War Loan 38 15/16 37.9/32 (*) En dollars.

FRANCFORT Irrégulier

Partagé enere la sutisfaction procurée par la reprise de Wall Street er la crainte décienchée par la chute du doi-lar, le marché allemand a évolué assez narveusement de droite et de gache. Après avoir monté de 3%, il est rédes-cendu pour néanmoins terminer la semanie en progrès. Permeté des auto-mobiles et des chimiques.

Indices de la Commerzbank du 18 décembre : 1329,3 (contre 1304,8).

	Cours 11 déc.	Com 18 de
ABG BASF Bayer Commerzbank Deprachebank Hoccist Karstadt Mannesmen Volkswagen	218,56 251 257,30 233,59 394,86 255,59 467 197 369 222	211 256, 267 272, 468, 256, 442 113, 373, 227,

TOKYO

Pos sensible à l'effet d'entraine venu de New-York, le marché japonais s'est alourdi cette semaine. Sa perie ton-telois est restée limitée (-0,9 %), l'indice Nikkel s'inscrivant vendretti soir

à 22 926,97 (- 208,84 points). L'indice général, lui, a cédé 12,97 points, à 1844,26. Les invents seus out été suriout rendus très inquiets par la chure du dollar tombé à un plancher historique. Le ministre japoneis des lineaux les incentifics par les des les d finances les à toutefois un peu ressurés en déclarant que le Japon ferait le maxi-tour pour obtain du G.7 des mesures pour sontenir le billet

	Cours 11 déc.	
Alest Bridgestote	1240	123
Peji Bank Hooda Motors		3 II 1 30
Matsushita Electric Mitsubishi Floavy Sony Corp.	2 976 483 4938	. 50
Toyota Motors	1310	



Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

L'Europe continentale prime

C'est en Europe continentale surtout que se trouvent pour l'instant
les possibilités de croissance offettes
aux institutions qui déploient leur
activité sur les marchés internatiograndes banques helvétiques, mais naux des capitans. Le vif courant d'affaires nouvelles enregistrées ces derniers temps en Suisse, en Allemagne on an Lucembourg par exemple, contraste singulièrement avec l'ampleur des loisirs londoniers. Parallèlement, le ralentissement

Parallèlement, le ralentissement des affaires à Londres, au cour de l'euromarché proprement dit, ne manquera d'être mis à profit pour de profondes réorganisations prometteuses à terme. Ce n'est pas un hasard de voir que, à la diminution de la présence américaine dans la City correspond un remforcement le verse et i propose.

Authorite proprende du tamps avant de devenir effectives. Certains parlent de six mois, d'un au con même de deux ans.

Le problème est que les arrivées se traduisent par une réduction des quotes parts des anciens membres. C'est ce qui se produira au début de l'authorite par le produire au début de l'authorite par le produire du tamps avant de devenir effectives. Certains parlent de six mois, d'un au con même de deux ans.

Le problème est que les arrivées se traduisent par une réduction des quotes parts des anciens membres. C'est ce qui se produire au début de l'authorite par le produire du tamps avant de devenir effectives. Certains parlent de six mois, d'un au con même de deux ans.

Le problème est que les arrivées se traduisent par une réduction des quotes parts des aucus membres. C'est ce qui se produire au début de l'authorite par le produire de l'authorite par l'authorite pa

En ce qui concerne le marché l'ouverture du grand syndicat

grandes banques helvétiques, mais hien pluiôt de s'assurer que leur éventuelle candidature pourrait être retenue. Les grandes banques suisses, pour leur part, ne font pas d'effort apparent de recrutement et attendent qu'on vienne à elles. Les adhésions pourraient prendre du temps avant de devenir effectives.

cinq nouveaux participants suisses à saisse, l'attention se concentre sur qui reviendront en tout 2,25 % des montants des émissions nouvelles. Parmi les critères retenus, le pouvoir d'émission, composé des principales

Parmi les critères retenns, le pouvoir
banques du pays. Pour plusieurs étahlissements étrangers de renom qui mandats nouveaux seront décisifs.

Habile première pour Parihas

daises pour 400 millions de dent-schemarks d'obligations à 51/2 % sur cinq ans. Ces titres seront, à per-

Pour sa part, Paribas a habile-ment relevé le défi de ce secteur, présentement des plus convoités par les grandes euro-banques internatio-nales. L'attitude bienveillante des saine concurrence pour l'obtention

Trois émissions en marks out vu le de chef de file pour un emprunt en jour la semaine passée. Deutsche marks. Il s'agit d'obligations d'un montant de 150 millions de dout-d'une filiale des Antilles péerlanelles sont munies de coupons de 6,125 % sur six ans. Le débiteur est Thomson Brandt International BV.

La sourcilleuse Bundesbank exigeant qu'une émission en marks soit dirigée par un établissement situé en autorités allemandes soucieuses de promouvoir le développement de fort de Paribas, aux huit initiales, leur place financière favorise une

vente mais aussi pour l'introduction en bourse des titres. Cette commismon boursière se monte à 0,5 % au total, et la reterme précipuraire du chef de file est de 15 %. Les premières indications de prix sur le marché gris sont tont à fuit encoura-

Du même coup, Paribas s'est apparenment assuré d'une place parmi les dix premiers dans le clasl'ensemble du marché euroobligataire. La banque française a dirigé cette année 44 euro-emprunts pour près de 4,5 milliards de dollars. Elle devancera probablement à la veille du Nouvel An la firme américaine Salomon, qui se situait ven-dredi matin au dizième rang pour quelque 4,4 milliards de dollars et, certainement, la japonaise IBJ International, onzième pour environ 4,1 milliards de dollars.

De tels palmarès peuvent apparaître dérisoires au vu de l'évolution de ces derniers mois sur le marché sont pes moins pris très au sérieux, notamment en Extrême-Orient. Témoignant de l'activité des banques japonaises à l'extérieur de leur pays, ils appuient les revendications visant à une libéralisation du mar-ché financier japonais. A terme, cela pourrait mener les banques à se mesurer directement aux maisons de titres sur leur propre territoire, ce que présentement elles ne sont pas autorisées à faire.

Globalement, c'est Nomura International qui est en tête de la liste des euro-émissions, avec 122 transac-tions pour 18,7 milliards de dollars. En eurofrancs français, le Crédit commercial de France domine de loin le secteur. Quant à celui du mark, c'est évidemment à la Deutsche Bank que revient la palme,

tir de janvier, fongibles avec les 500 millions émis en novembre au peir. La norvégienne Norges Hypotekforening for Nactingalivet sollicite le marché pour 75 millions de marks; les obligations à ciuq aus portent intérêt au taux de 51/4 % et sont offertes au pair.

Thomson Brandt International BV, auquel Thomson SA apporte sa auquel Thomson SA apporte sa garantie inconditionnelle. L'opération résulte des 300 000 warrants qui avaient été émis en février dernier en même temps que 160 millions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en 1994. Cette transcollers dernier en dernier en dellars dernier en dernier en dellars auguel Thomson SA apporte sa garantie inconditionnelle. L'opération résulte des 300 000 warrants qui avaient été émis en février dernier en même temps que 160 millions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en 1994. Cette transcoller des conditionnelles de conditionnelle. L'opération résulte des 300 000 warrants qui avaient été émis en février dernier en même temps que 160 millions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en l'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en lions de dollars d'euro-obligations rémunérées à 8 % l'an jusqu'en l'euro-obligations rémunérées à l'euro-obligations rémunérées à l'euro-obligations rém avait été lancée par Paribas depuis ses quartiers du west-end londonien.

saine concurrence pour l'obtention nouvel emprunt. Son groupe de de mandats. Paribes est la première direction, composé d'établissements banque française à s'assurer le rôle allemands et étrangers mais tous

LES DEVISES ET L'OR

Une glissade interrompue

cours de la devise américaine conti-maient à glisser doucement, glissade favorisée per quelque propos particu-lièrement assassins. Par exemple, mercredi, M. Gerhard Stoltenberg, ministre allemand des finances, déclarait tranquillement que la fai-blesse du dollar n'avait » pas été étrangère à la stabilisation des prix et de la consommation en RFA», sans doute en contribuant à abaisser le coût des produits et des matières premières importés et libellés en bil-lets verts. Selon un membre du conseil de la Bundesbank, cette déclaration « ne joue pas en faveur a'un nouvel accord du groupe des Sept sur la stabilisation des parties montés montés : c'est un pur caphé-

Pour en rajouter, M. Martin Fekktein, ancien président du comité des conseillers économiques de la Maison Blanche et actuellement pro-fesseur à l'université Harvard et pré-sident du Bureau national de recherche économique, affirmait, non moine tranquillement, que le seul moyen de corriger le déséquilibre massif de la balance commerciale des Etats-Unis était une baisse du dollar à 100 yens en 1988 (il en valait 127 ce jour-là). En outre, pour lui, les accords du Louvre sur la stabilisation des parités étaient bien morts, la politique suivie. Etaient bien morts, la politique suivie en 1987 par le groupe des Cinq avait été une erreur, que ni la Maison Blanche ni la Réserve fédérale n'étaient disposées à commettre de

M. Feldstein estime que l'attitude restrictive de la réserve fédérale en matière de crédit comme la crainte permaneute d'un resserrement supplémentaire out contribué à provoquer la chute de Wall Street. Le professeur de Harvard conteste, enfin, l'effet inflationniste de la baisse du dollar, qui en principe ferait monter les prix domestiques du fait du renchérissement des importations : les Etats-Unis, rapporte-t-il, importent moins de 10 % de leur consergnation contratte et la chute consommation courante, et la chute de leur devise n'a donc que peu d'influence sur leurs prix intérieurs. A verser au dossier de la grande querelle sur les implications de recul de la devise américaine.

Ces propos, en tout cas, curent me conséquence immédiate : le dollar bettit ses records de baisse à

La semnine sous revue s'annonçait plutôt mal pour le dollar. Dans des marchés extrêmement calmes à l'approche des fêtes de fin d'année, et qui s'engagesient dans la traditionnelle trève des confiscuirs, les contre de la desire emérgique continue de la desire emérgique de la desire emérgique de la desire emérgique de la desire emergique de la desire sous de 126 yens, à 125,55 yens, en face aux attaques des vendeurs de dépit des interventions de la Banque francs, avait du laisser filer le cours

Vendredi après-midi, cependant, une petite brise plus favorable au bil-

17,63 milliards, le plus gros depuis le début de l'année, était une aberration (au sens d'écart statistique), et qu'il y aurait une correction pour le mois de novembre, à apparaître dans les chiffres publiés vers le 10 janvier prochain. Cette déclaration contribus a raffermir le marché obligataire (voir ci-dessus) et Wall Street. En outre, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, affir-mait se montrer confiant dans les efforts du groupe des Sept, qui contribuèrent, avec fruit à l'arrêt de la chute du dollar.

Excellente tenne do franc

La semaine se terminait donc sur une note moins pessimiste. Depuis quinze jours, nous l'avons relevé dans ces colonnes, certains analystes hasardent qu'une diminution du déficit commercial américain pourrait se manifester pour le mois de novem-bre, après le gonflement temporaire des importations américaines en octobre, par la mise en place des ventes de sin d'année et en raison de la progression spectaculaire des exporta-tions. C'est à quoi, sans doute, pen-sait M. Greenspan lorsqu'il a fait sa

En dépit de la lente glissade du dollar, qui, en renforçam le deuts-chemark, aurait dû affaiblir le franc, notre monnaie s'est très bien com-portée cette semaine, encore mieux que la précédente. Elle a gagné des points par rapport au deutsc dont le cours a glissé an-dessous de 3,39 F pour la première fois depuis la fin du mois d'octobre dernier, au

moment où la Banque de France. de Japon. A New-York, jeudi soir, il de 3,34 F à 3,40 F et même plus, un taisset luer le cours de 3,44 F à 3,40 F et même plus, un de 3 1,6165 DM; il est passé en dessous de la barre des 5,50 F à 5,4775 F, le tout sans fièvre ni émotion particudoucement en arrière. Cette fois, son recul a été plus net.

Ponerpellement. l'annonce d'un déficit commercial français ramené de 4,9 miliards de francs en octobre à 0,7 miliard en novembre a été déficit commercial français ramené de 4,9 milliards de francs en octobre groupe des Sept (pour se dire quoi, grands dieux!), et on vit le dollar remonter à 1,63 DM, 127 yeas et favorable à l'indice des prix pour ce favorable à l'indice des prix pour ce favorable à l'indice des prix pour ce Dans la soirée, le mouvement s'accéléra après une déclaration de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, suivant laquelle l'aggravation du déficit commercial américain pour le mois d'octobre, 17.63 milliante le ratus pare destrict la métrole, dont le baril voit son bre, puis en janvier, avec la baisse du prix du pétrole, dont le baril voit son coût diminuer en une monnaie, le

dollar, elle-même en baisse. conjuguées avec des facteurs techni-ques pour donner au franc une mei-leure couleur. L'effet taux a continue à jouer : le marché français offre une rémunération à court terme supéché allemand, pour un écart d'infla-tion qui tend à revenir à deux points. ché, voulue par la Banque de France et les pouvoirs publics, contraint per ailleurs les vendeurs de francs à découvert, qui avaient pris, à la fin d'octobre, des positions spéculatives dans l'optique d'une dévaluation du franc, à se dégager en rachetant les francs vendus.

Pour l'instant, ils ne voient guère à court terme de possibilité de réajustement du système monétaire européen et sont donc enclins à découcler leur position, surtout à l'approche de la fin de l'année, époque de mise en ordre des bilans. Le franç a donc de bonnes chances de finir l'année 1987 mienz qu'il ne l'avait commencée (il y a un an, les marchés jouaient une réévaluation du mark qui se produisit le 12 janvier 1987), surtout si la baisse du dollar s'arrêtait quelque

FRANÇOIS RENARD.

SYSTÈME MONETAIRE EUROPEEN : AMPLEUR DES VARIATIONS DE CHAQUE MONNAIE PAR RAPPORT AUX TAUX PIVOTS -0.75 -1,25 -1.50 -1.75 -2.00

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le nickel étincelant

tant) en janvier à 4395 livres le 18 décembre. A New-York, et toujours an comptant, les prix ont enchéri dans le même intervalle de 1,60 cent la livre à 3,66 cents. Les professionnels sont les premiers surpris de cette remontée spectaculaire, tant le nickel avait subi dans les années passées le contrecoup de la crise de la sidérurgie. Les aciers inox n'étalent plus au goût du jour. A l'instar de la plapart des métaux non ferreux, le nickel payait les pots cassés de la surproduction et d'une demande stagnante, voire en repli.

L'amée 1987 a, dans ce contexte, été atypique. Les prévisions des experts montrent que la consumua-tion d'acters inox va dépasser les 610000 tonnes, son plus hant niveau depuis 1979 (618000 tonnes). De son côté, la production du monde occidental devrait s'établir à 30 000 tonnes, en hausse de 30000 tonnes. Une partie de l'écart entre l'offre et la demande sera compensée par les importations en provenance des pays de l'Est. Mais une partie seulement : en 1987, l'Union soviétique aura exporté 53 000 tonnes environ. Les négo-ciants font actuellement état des difficultés qu'ils rencontrent pour se faire livrer plus de métal russe. Une mission canadienne, qui devait ces jours derniers visiter l'usine de Noryisk, la plus importante d'URSS, a été priée d'y renoncer par les autorités soviétiques, qui

COURS DU 18-12
1 365 (+ 46) Livres/sounc
1 988 (+ 86) Livres/toons
4 295 (+ 515) Livres/tonne
1 274 (+ 73) Francs/tonns
1 213 (+ 12) Livres/tome
1 791 (+ 33) Dollars/tomas
312 (+ 7,5) Cents/boissess
180 (- 9) Ceats/boisseau
283,60 (- 5) Dollars/L courts

Le chiffre entre par

Le nickel est probablement le m'out pas donné de raison à leur métal vedette de l'année 1987. Au London Metal Exchange, les cours ont quasiment doublé, de 2300 livres par tours (au compation de raison à leur de consommation devrait même s'accroître au début de 1988. Les experts estiment que ce regain d'utilisation est lié à la conquête de nou-attendues de Chine, il manque veaux marchés perticuliers : la nouencore plus de 20 000 tonnes pour que la consommation soit satisfaimante. C'est cette tension sur l'offre qui a, depuis le milieu de l'année, outenn fortement les cours du nic-

> Des déstocionges ont bien en lieu, les producteurs puisant au fur et à mesure dans leurs réserves les quantités - et les qualités - exigées par le marché. Mais, compte tenu de la mise en sommeil de nombreuses capacités de production dans les amées 1983-1986, il est difficile aux grands du aickel (Inco, Falcon-bridge, Bramet-SLN) d'accroître rapidement leurs disponibilités. Des investissements et des travaux de réparation préalables sont néces-saires afin de rendre à l'offre une certaine élasticité.

Reste à connaître les raisons de l'engouement inattendu pour le nic-kel en 1987. Une fois n'est pas coutume, la demande n'a pas connu de variation saisonnière, se montrant aussi forte au troisième trimestre, habituellement plus calme, que pen-dant les deux premiers. Le rythme

velle génération de fitts de bière est en acier inox, et non plus en alumi-nium. Ce transfert représente chaque mois un surcroît de consommation de plusieurs milliers de tonnes en Allemagne de l'Ouest. Aux Etats-Unis, General Motors négocie actuellement un gros contrat pinriannuel d'approvisionnement en nickel auprès d'Inco. Le construc-teur automobile anticipe un retour en vogue des nickelages étincelants sur les enjoliveurs, phares et parc-chocs. Au Japon, la construction d'automobiles fournit un nouveau débouché aux aciers inox qui entrent dans la fabrication des ghissières de sécurité. Après les catastrophes aériennes survennes récemment, les compagnics d'aviation changent certaines structures de leurs appareils et remplacent des moteurs. Autant d'initiatives qui font du bien au nickel. Rien ne garantit toutefois qu'elles seront suffisantes pour assurer au «métal de Satan» une ère nouvelle d'expansion.

ÉRIC FOTTORINO.

Monde **LES ARCHIVES** DE L'ACTUALITÉ **FEMMES EN FRANCE** Des acquis juridiques récents. Un glissement des valeurs et des statuts. Des résistances encore fortes. LES SYNDICATS DE SALARIÉS L'état des forces. Pourquoi le pluralisme ? Une mutation imposée. Un phénomène international. CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 14 AU 18 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)									
PLACE	Liero	\$EUL	France français	Press:	D. saark	Franc beige	Florin	Lire indicase	
Non-York	1.8270	-	18.1422	75,4432	61,3306	2,9308	54,5107	6,0834	
	1,2340	-	18,8130	74,3986	61,1621	2,9214	54,3626	0,0829	
Paris	10,0764	5,5120	-	415,84	338,85	16,1547	380,46	4,5971	
	10,1787	5,5500	-	416,20	339,45	16,2138	301,71	4,5982	
Zarich	2,6216	1,3255	34,0477	-	81,2940	3,8308	72,2549	1,1055	
	2,4456	1_3335	24,8270	-	\$1,5596	3,1957	72.03	1,1848	
Françiert	2572	1,6365	29,5814	123,01	-	4,7167	88,87%	1,3598	
	2,9986	1,6350	29,4595	127,61	-	4,7765	22,8329	1,3546	
Brussiles	62,3372	34,12	6,1501	25,7412	20,2		12,5990	2,8451	
	62,7778	34.23	6,1676	25,6693	209,36	-	18,6683	2,8360	
America	3,3516	1,1345	33.23	138,40	112,51	\$3766	-	1.5300	
	3,3736	1,8395	33,1441	137,95	112.51	5,3739	-	1,5240	
-	2190,57	1199	217,53	904,56	735,35	35,1496	653.58	-	
	2213.64	1287	217.48	985,54	736,23	35,2615	656.16	-	
Trings	232.63	127,00	23,4499	95,5129	77,3902	3,7221	69,7236	8,1859	
	286.13	174.75	21,1982	96 5004	78,7462	3.7613	49.9912	0.1067	

A Paris, 100 years étaient cotés, le vendredi 18 décembre, 4,3401 F contre

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Redoux

Après avoir soufflé le froid, l'Amérique a soufflé le chaud en cette fin de semaine, ce redoux requinquant timidement des marrequinquant timidement des marchès curopéens quelque peu douchés. La semaine dernière, l'événement, fâcheux, avait été la hausse
spectaculaire des taux à long terme
aux Etats-Unis, le rendement de
l'emprunt-phare du Trésor, le trente
ans 2017 bondissant, en quelques
jours, de 9,06 % à 9,44 %.

La raison en était l'aggravation du déficit commercial américain pour octobre, qui, en poussant le dol-lar à la baisse, faisait redouter une élévation des taux d'intérêt outre-Atlantique, c'est-à-dire une majora-tion de la prime de risque réclamée par les détenteurs de créances libellées en devises américaines. L'aug-mentation des taux longs aux Etats-Unis à partir de l'été 1987 avait amplement contribué à la chute de Wall Street et à la crise financière.

Or, pendant la semaine sous revue, le rendement de l'emprant 2017 a reculé sensiblement, revenant progressivement vers 9,20% pour fléchir brutalement jeudi et vendredi, en liaison avec la chute du priv de pétrole su lenderonin de prix du pétrole au lendemain de l'échec de le conférence de l'OPEP à Vienne. Après cette conférence, on le sain, l'absence d'accord véritable pour contenir ou réduire la production de brut a ramené le prix du baril aux environs de 15 dollars et

A New-York, l'équation est simple : hausse du prix du pétrole = inflation = chute du dollar = hausse des taux d'intérêt, et vice versa. La glissade des cours pétroliers ne pou-vait donc que pousser les taux vers le bas. Vendredi soir, le rendement de l'emprunt à trente ans est revenu un peu au-dessous de la barre des 9%. A l'affet pétrolier - s'était aussi ajouté la déclaration du prési-dent de la Réserve fédérale sur le caractère aberrant du déficit commercial américain en octobre (voir ci-dessous).

A Paris, le cours de l'échéance mars sur le MATIF – il avait la semaine dernière littéralement dégringolé par sympathie avec le cours du trente ans américain retombant de 99,70 à 96,60 - s'est mis à remonter dare-dare. Mercredi soir, il commençait par gagner un point entier, de 97,60 à 98,50, sur entier, de 97,60 à 98,50, sur l'annonce d'une forte diminution du déficit commercial français. Après un petit accès de faiblesse jeudi et vendredi matin, ce cours reprenait vendredi en fin d'après-midi sur les bonnes nouvelles d'Amèrique un demi-point pour s'établir à 98,50, soit deux points de plus que le vendredi précédent, avec un rendement d'environ 10,30% contre 10,75% précédemment. Ce cours de 98,50 constituerait un point charnière pour les normes de graphiques (chartistes), son dépassement donnant un signal de hausse.

Sur le front des émissions, pas de gros emprunts, mais une série de petits paquets de fin d'année. réservés surtout aux banques et assi-milées. La BNP a levé 500 millions de france sur douze ans à taux variable, emprunt « pré-placé », donc non public, la Banque de financement et de trésorerie (BFT), filiale du Cré-dit agricole et du Cré-dit commercial de France, a sollicité le marché pour 300 millions de francs, avec bons de souscription pour 200 millions sup-plémentaires. Le Comptoir des entrepreneurs a demandé 500 mil-lions de francs à 9.90 %, en dessous donc des 10 % actuellement prati-qués, mais sur une durée plus courte (sept ans), ce qui justifie la petite baisse. Les Caisses d'épargne (Ecureuil) émettent un emprunt de 750 millions de francs à 10 % et 10,10 % de rendement réel, destiné à

Quant à la Banque mondiale, qui appelait sur le marché français I milliard de francs (et non I million de francs, belle « coquille » de la semaine dernière que le lecteur aura rectifié de lui-mêmet. l'accueil qui leur a été réservé a été un peu catastrophique, la décote sur le marché «gris» atteignant jusqu'à 2 % cette semaine. Saturation ou peu d'enthousiasme pour la Banque mondiale, un peu «exotique». Au

20 Dimanche 20-Lundi 21 décembre 1987

Le Monde

DATES

2 Il y a soixante-dix ans, la négociation de Brest-

ÉTRANGER

3 La situation dans les terri toires occupés par Israél. 4 La discussion sur le budget américain et l'aide à la Contra nicaraguayenne.

POLITIQUE

6 La fin de la session parle mentaire d'automne. 7 Le voyage de M. Raymond Barre en Afrique

André Laurens. Communication: les difficultés du Matin de Paris.

SOCIÉTÉ

9 Nouvelles prisons : le programme de construction devrait s'achever en 1991.

11 Sciences : la budget du

Sports: l'afffaire Longo

CULTURE

13 Photos inédites de Bonnard à Orsay.

- Le mime Marceeu au Théetre des Champs-Elysées ; Chorus Line, au Théâtre

ÉCONOMIE

17 La COGEMA a perdu 250 millions de francs... sans trop savoir com-

Le gouvernement reste favorable au strict maintien du pouvoir d'achat. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes, granda marchés.

MINITEL

· Chaumet, Luchaire, CFES : votre avis sur les # affaires a FLOU

 Las tribulations de la 8 dans le PAF. VISU Faites sauter la banque

HOLD 3615 Tapez LEMONDE

Commandez vos livres sur la libraine du Monde 3616 + LM 16

Les relations entre le Vatican et Moscou s'améliorent lentement

Un ambassadeur soviétique, spécialiste des problèmes de désarmement, M. Oleg Gri-nevski, s'est rendu à Rome à la fin de la semaine pour expliquer, tant aux autorités italiennes qu'à celles du Vatican – où il a été reçu par le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat, - les résultats de la récente rencontre Gorbatchev-Reagan à Washing-

ROME

LONDRES

de notre correspondant

Par 341 voix contre 269, la Cham-

bre des communes a voié, dans la soi-rée du jeudi 17 décembre, une réforme

controversée de l'assiette et du mode

de prélèvement de l'impôt local. Les deux jours de débats intenses ont été

marques par la « révolte » spectacu-laire de dix-sept députés conservateurs

treize autres qui se sont abstenus. Selon la formule d'un orateur, - un système datant d'Elizabeth Iⁿ va être aboli sous Elizabeth II -.

approximativement, comme en France, par unité d'habitation, en

sonction de la taille et de la valeur de

celle-ci. De nombreux critères très

es valeur d'une habitation et de l'impôt

Bruxelles. - Le président du Parti socialiste francophone.

M. Guy Spitaels, cinquante-six ans,

a officiellement été chargé, le ven-dredi 18 décembre, par le roi Bau-douin, d'une mission d'information.

vainqueur des élections législatives anticipées du 13 décembre, a accepté cette mission, destinée à aider le souverain à désigner ulté-rieurement le formateur du prochain

gouvernement. En cas de réussite, ce formateur serait automatiquement

Le premier ministre sortant, le social-chrétien flamand Wilfried

nommé premier ministre.

M. Spitaels, dont le parti est sorti

Jusqu'ici, l'impôt local était prélevé

de notre correspondant

Le refroidissement qui avait marqué les relations entre le Vatican et les pays d'Europe de l'Est après les pays d'Europe de l'Est après l'accession au pontificat de Jean-Paul II, en 1978, est en passe de s'atténuer au profit d'une pratique plus réaliste. On note, par exemple, l'attitude nouvelle du patriarcat orthodoxe de Moscou, très largement influencés par le nouvelr supérieur ment influencée par le pouvoir soviétique. La participation de Filatère, métropolite de Kiev, à la journée mondiale de prière pour la paix, convoquée le 27 octobre 1986 par le pape à Assise, avait été le signal de ce dégel. Une rencontre, il y a un peu plus de deux mois à Venise,

entre le secrétariat pour l'unité des chrètiens et le patriarent russe avait consacré la reprise d'un dialogue interrompu depuis 1980.

L'époque est passée, à Moscou, des rappels nostalgiques du pontificat de Jean XXIII, opposé à celui de Jean-Paul II, coupable entre autres d'avoir signé la lettre du préfet de la Congrégation pour la doctrine de la fait la partient de la partieur de la la configuration pour la doctrine de la fait la partieur de la fait la foi, le cardinal Ratzinger, sur la théologie de la libération, où le marxisme était défini comme . la honte

Ce climat général amélioré entre Romè et Moscou relance les spéculations sur l'éventualité de déplace ments officiels entre les deux capi-tales en 1988. Un voyage de M. Gorbatchev à Rome est prévu - pour les premiers mois de l'année -, à l'invitation des autorités italiennes. Le numéro un soviétique franchira-t-il à cette occasion le seuil de Pierre - ? Il n'y a en principe aucune impossibilité à une rencontre entre le pape et le chef de la plus puissante machine athéiste » de la planète : la doctrine du Vatican est que tout voyageur significa-tif qui en fait la demande peut être reçu par le pape. On parle aussi d'un voyage de ce dernier en Union soviétique, à l'occasion du millé-

GRANDE-BRETAGNE: controverse sur le nouvel impôt local

M. Heath, ancien premier ministre conservateur

dénonce la politique « injuste » de Mme Thatcher

unique payé par toutes les personnes vivant sous le même toit. La charge

pouvait varier d'une centaine à plu-

sieurs milliers de livres, selon le nom-

me du quartier. Désormais, riches et pauvres paieront exactement autant.

Toute personne âgée de plus de dix-

huit ans sera assujettie au nouvel

impôt « par tête » d'habitant, indépen-

damment de tout signe extérieur de

C'est un impôt injuste et néfaste pour notre pays; c'est un texte de ven-

geunce et de régression sociale », a tonné, jeudi soir. M. Edward Heath. L'ancien premier ministre conserva-

teur n'intervenant que rarement, aujourd'hui, dans le débat politique, ses propes n'en ont que plus de poids. M. Heath estime que la réforme - sera

retenue à l'avenir contre les conserva-

seurs ». Opposant discret an sein de

Martens, avait démissionné lundi

dernier en tirant les lecons du recul

enregistré par son parti, principale

composante de la coalition quadri-

M. Spitaels, qui dirige le PS

depuis 1981, a été nommé ministre

d'État en 1983 à titre honorisique.

Entre 1977 et 1981, il a occupé plu-

sieurs fonctions ministérielles, avant que les socialistes soient rejetés dans

l'opposition. Ancien professeur de droit social à l'Université libre de

Brexelles, il est également depuis

1977 bourgmestre de la ville d'Ath.

En 1974, il avait été élu sénateur.

partite au pouvoir depuis 1981.

BELGIQUE: après les élections du 13 décembre

M. Guy Spitaels, socialiste francophone,

est chargé d'une mission d'information

bre de pièces, le confort et la prospé-

naire, en juin prochain, de la conver-sion de la Russie au christianisme. Le cardinal Johannes Willebrands, président du secrétariat pour l'unité des chrétiens, a pourtant déclaré nettement, la semaine dernière, que ce projet n'était » pas à l'ordre du jour ». Pour l'instant, aucune invita-tion n'est parvenue à Rome en provenance d'autorités religieuses d'URSS: or c'est toujours là le point de départ de tout voyage pontifical. Les « politiques » ne paraissent guère plus enthousiastes : M. Khartchov, président du conseil soviétique pour les affaires religieuses, n'a-t-il pas récemment déclaré ne pes bien comprendre ce que viendrait faire le pape à la célébration du millé-

Jean-Paul II hui-même nous avait Jean-Paul II hu-même nous avait dit, en novembre 1986: « Je ne parle jamais d'un voyage en Russie. Je désirerais me rendre en Lituanie. L'Eglise orthodoxe n'est pas une èglise catholique. Alors, voyage spirituel: oui; voyage pastoral: oui, mais je ne vois pas bien comment; voyage politique: non. « Son objectif son exicence, sont d'aller là où se tif, son exigence, sont d'aller là où se trouvent les catholiques soviétiques, c'est-à-dire en Lituanie; mais il ne croit guère sur ce point au feu vert

JEAN-PIERRE CLERC

son parti au « capitalisme sauvage » prôné par Mª Thatcher, M. Heath est sorti de sa réserve au nom des « valeurs sociales » de la tradition

conservatrice, qu'il estime bafonées.

Son inquiétude est due au fait que le seul moyen d'authentifier les citoyens adultes redevables du nouvel impôt consiste à consulter les listes

électorales (il n'y a pas de carte d'identité nationale en Grande-

Bretagne). Selon M. Heath, de nom-

breux jeunes préféreront ne pas s'ins-crire sur les registres électoraux pour tenter d'échapper à cette imposition qui les frappera dès l'âge de dix-huit

M. Nicholas Ridley, le ministre de l'environnement (qui est chargé des collectivités locales), a eu une tâche très difficile aux Communes pour défendre son texte. La majorité des députés conservateurs y étaient favorables, mais peu nombreux étaient ceux qui désiraent prendre la parole et lier leur aom à une réforme qui va à l'évidence augmenter l'impôt local et faire payer davantage les plus pauvres.

« Comme tous ceux qui ont des

et les personnes agées.

à Loodres et trois sur quatre à Birmingham ne paient pas actuellement d'impôts locaux...

DOMINIQUE DHOMBRÉS.

Un premier accord à la Banque de France

Les négociations entre le gouvernement de la Banque de France et l'intersyndicale (CDFT, CGT, CFTC, FO et SNA-auto organisées par le médiateur, M. Jean-Pierre Mignot, out abouti, dans la nuit de vendredi 18 à samedi 19 décembre, à la signature d'un premier accord.

Les représentants des pers se sont engagés à lever tous les blocages, ce qui devrait permettre, dès lundi, « un retour au fonctionne-ment habituel de l'ensemble de la banque », selon le texte signé par les deux parties. La direction de l'Institut d'émission a, pour sa part, accepté de ne pas procéder à des sanctions disciplinaires, administratives et pécuniaires en liaison avec le conflit. L'accord prévoit notamment qu'ell ne sera pas procédé à des retenues de salaires consécutives à la baisse de la production interve nue à Chamalières [fabrication de billets] entre le 10 et le 30 novembre ».

Samedi dans la matinée, les repré centants des syndicats et de la direction de la banque ont repris, toujours avec l'aide du médiateur, les négo-ciations sur les problèmes à l'origine du conflit (salaires, effectifs, avancement, retraite, avenir de la Ban-que...). Les discussions devraient se poursuivre tont au long du week-

• M. Maire opéré. de la CFDT, a subi le lundi 14 décembre un pontage coronarien. Cette intervention chirurgicale, prévue de longue date, s'est très bien passés, indique la CFDT. Agé de cinquente-six ans, M. Maire a été hospitalisé dans une clinique parisienne le 10 décembre. Il doit reprendre ses activités entre le 15 et le 31 janvier.

> La polémique sur les élections à « Libération »

Le tribunal prendra une décision lundi

Le tribunal d'instance de Paris, réuni le vendreti 18 décembre, ne rendra son avis sur les récentes élections à *Libération* que lundi pro-chain, dans l'après-midi. A l'issue de ces élections, la majorité des voix du collège «cadres et journalistes» s'étaient portées sur la liste commune CGT-CFDT. La direction avait aussitôt estimé que le quorum n'avait pas été respecté : elle se fonde, pour cela, sur une décision de la Cour de cassation de juin 1983 qui indique que par « votants », il faut entendre « les suffrages valqblement exprimés ».

faire payer davantage les plus pauvres.

Comme tous ceux qui ont des revenus confortables, je verserai moins: mais les retraités et les locataires des HLM verront leur charge augmenter. a résumé, jendi soir, l'ancien leader du Parti social-démocrate. M. David Owen, qui a voté coutre la loi. La réforme s'appliquera à partir de 1990 à l'Angieterre et au pays de Galles, le cas de l'Ecosse étant à partir l'este encore cependant un long chemin législatif à parcourir. Le débat à la Chambre des lords, prévu pour Pâques, s'annonce long et passionné. M. Ridley a promis, pour arracher quelques voix aux députés conservateurs e rebelles », d'apporter quelques modifications à la loi sous forme d'abattements pour les étudiants et les personnes agées. Pour les syndicats, le quorum : bien été respecté et même attesté par huissier. Les syndicats se fondent quant à eux sur le code du travail, qui indique que le quorum est atteint quand le nombre de votants, quelle que soit la nature du vote (exprimé, blanc ou nul), dépasse d'une voix le moitié des inscrits. La direction de Libération a décidé, nalgré la médistion tenté entre elle et les syndicats par des membres du conseil de surveillance du journal, et les personnes àgées.

Les travaillistes ont opéré un tir de beurage contre la réforme, mais ils n'avaint pas en réalité d'alternative à proposer, hormis un impossible maintien du statu quo. La force de M= Thatcher, dans cette affaire, est que l'ancien système était devenu presque impossible à gérer. Les critères d'évaluation des habitations étaient à la fois fantaissites, variables et archaiques, et les échappatoures innombrables. Deux habitants sur trois à Londres et trois sur quatre à Birminde maintenir sa demande de convo-cation au tribunal d'instance (le Monde du 16 décembre). Cependant, la « liste fantôche » concurrente de celle commune à la CGT et à la CFDT, qui avait surgi entretemps à Libération a perdu la moitié de ses membres qui s'en sont

Y.-M. L.

Le numéro du « Monde » daté 19 décembre 1987

a été tiré à 527 802 exemplaires



MARGUERITE YOURCENAR : FAITES-VOUS LIVRER LES ŒUVRES DE . LA DAME INSULAIRE . *36.16 TAPEZ LM16*

A . C D E F G H

Le dollar se redresse légèrement

SERVICES

Echecs15

Météorologie 15

Mots croisés 15

Spéculations sur une déclaration du groupe des Sept

La spéculation sur une déclara-nn commune, voire une réunion shita, a laissé entendre, devant un tion commune, voire une réunion imminente des ministres des finances des sept grands pays indus-tricis (le G-7) a embrasé les marches financiers en cette fin de semaine. La rumeur en est venne de Tokyo, vendredi 18 décembre, avant de se répandre sur toutes les grandes places. Elle a favorisé, en Europe vendredi après-midi, puis à New-York un léger redressement du doilar par rapport au yea et au deuts-

D'après le quotidien britannique Financial Times, de samedi 19 décembre, les ministres des finances du groupe des sept auraient mis an point, an cours des derniers jours et par téléphone, un texte de cinq pages assez semblable an com-muniqué publié lors des accords du Louvre du 22 février dernier. Ce document approuverait les mesures de politique économique prises récemment au Japon, en RFA et aux Etats-Unis en vue de réduire les déséquilibres des balances des paiements, mais ne contiendrait aucun engagement supplémentaire. Par rapport à l'accord du Louvre, il insisterait davantage sur la coordination des politiques économiques et serait moins précis en matière de stabilisation des naux de change. Sur ce dernier point, il rappellerait néanmoins la nécessité d'éviter des

S'approyent sur des informations d'origine japonaise, les cambistes estimaient vendredi qu'une déclara-tion détaillée du G-7 pourrait être rendue publique des ce weck-end. Alimentant cette rument, les déclarations officielles et contradictoires se sont multipliées. Le premier

parterre d'hommes d'affaires. qu'une réunion du G-7 pourrait avoir lien avant la fin de la semaine à venir. Samedi à Tokyo, le quoti-dien Mainichi Shimbun affirmait qu'un communiqué commun allait être rendu public en début de semaine. En RFA, des sources gouvernementales ont reconnt que des progrès avaient été réalisés dans le cadre d'une intense concertation internationale, mais qu'une telle ré-nion ne devrait pas se tenir avant le début de l'an prochain. Le ministre italien du Trésor, M. Giuliano Amato, a déclaré pour sa part : - Je Affant, a decente per per au début de 1988, ce qui ne veut pas dire le le janvier. A Paris, M. Edouard Balladur, le ministre français de l'économie, a refusé de se prononcer de la comme sur une date qu'il « espère proche ». Interrogé sur RTL vendredi, il s'est néammoins déclaré « confiant ». Il a quitté samedi Paris pour Le Caire (Egypte), où, après trois jours de visite officielle, il devrait presdre quelque congé.

187.15

الأخام ويجر

22 4 250 37 7

52 1 No. 4 1

ger a live of

45 Miller - 1

A CONTRACT OF THE RESIDENCE OF THE RESID

255 7772

35 TO

the second

digital in

Tay of London

And heart and heart

(Elizabeth en 1951)

in the contract of

Marie and the second

والمناورة والمتالية

Ten.

gaz (15. 1972)

A 25.4 5. 1411

711 112 ...

\$ 75 - 57 ... 5 BO

Asternos

Alara mi

M. N. Service

Merca

AND 24.

The section rates

We worked and the

1815 en 2 58: 1 12: 1

Maria Strate

The same of

Call the Garage of the

12 3 6. 2 2

14 de 1

199

States State of

Seren an

E that to

P. 21.00 22-

Spirit And Alex

ASC: 1 -0-9

A 30 :

Carried Section 2

Barren Bra

30 30

41.9 2 ... 78. CI

Calledon Con Br

C61 :07:

COLUMN TO

The to ca a

Spaint, Liens

5

America - Print 20

Same Comment

50 Mg. N 0 1

医多种 医多种

150 PM 110

En fait, dans toutes les capitale les responsables continuent d'affir-mer qu'une telle réunion ne pourra avoir lieu qu'une fois l'accord sur la réduction du déficit budgétaire américain voté. Vendredi, la Chambre n'étalent tonjours pas parvenu à un compromis. Ils devalent poursuivre leurs tractations au cours du weekend. Dans l'attente, M. Rosald Reagan, le président américain, a décidé de ne pas se rendre à Camp David, et de rester à Washington.

Patrick Sébastien quitte la Cinq

M. Robert Hersant, patron de la Cinq, a décidé de se séparer de l'animateur-imitateur Patrick Sébastien. Celui-ci devait présentes sa demière « Farandole », le samedi 19 décembre. Il quitters ensuite la chaîne. Depuis sa création l'été dernier. « Farandole » était l'émission la plus chère de la chaîne - 4 millions de francs environ — et sun doute l'une des émissions de variétés les plus colteuses de la rélévision. Elle n'avreit pourtant jamais réussi à concurrencer sériensement l'émission « Champs-Elysées », présentée chaque samedi par Michel Drucker

 Deux nouveaux émettaurs pour la Cinq. — La cinquième chaîne curvira le 25 décembre deux nouveaux émettaurs. Celui du mont Plant utilisera le-canal 59 (polarisation H). et complétere le diffusion de la Cinq dans le Rhône. — à Lyon notamment — et permettre à la Drôme, à l'isère et à l'Ain de recevoir les émissions de la chaîne. L'émetteur du Puy-de-Dôme utilisere le canel 30 (polarisa-tion H). Il complétera le couverture du Puy-de-Dôme, notamment de Clement-Ferrand et du département de l'Allier. Ce sont au total, selon la chaîne, deux-nouveaux millions de Français qui pourront la recevoir.

Le football à TF 1

TF1 a sauvé l'essentiel : le foetball. Alors que le cyclisme, le rugby, nail. Ators que le cyclisme, le riggby, et le tennis avaient conclu des accords avec Antenne 2, les dirigeants du football out signé, le 18 décembre au siège de la Fédération française, un accord de cinq ans avec la chaîne privée, non sans faire monter les enchères.

Ce n'est plus trois, comme dans le contrat initialement prévu, mais cinq matches de l'équipe de France que la chaîne de M. Francis Bonygues s'est engagée à retransmettre cette saison. Au total TF1 doit diffuser pendant une période de cinq ans, de quinze à vingt matches par an comprenant, outre les rencontres de l'équipe nationale, quatre mat-ches de Coupe de France, dont la finale, et quatre à huit matches l'étranger retransmis en différé. TF1 s'engage aussi à respecter les accords entre PUER et l'Union européenne de football association (UEFA), c'est-à-dire à ne plus convrir de matches « sanvages ».

Sur le plan financier, TF I qui a déjà versé un droit d'entrée de 1,7 million de franca patera 6 mil-lions de francs pour les directs et la moitié pour les différés. Concrète-ment, les téléspectateurs devraient pouvoir suivre denx matches, par mois, les mardi ou increredi, à partir

Le commissaire Jobic a été confronté

à l'une de ses accusatrices Le commissaire Yves Jobic, inculpé de « prorénétisme aggravé», a été emendu, vendredi après midi 18 décembre, par M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction à Nan-terre, sur le fond de l'affaire, avant d'être confronté à la prostituée dont les accesations out entraîné son

inculpation.

A la sortie du palais de justice de Nanterre, Me Jean-Marc Varant, avocat du commissaire, s'est déclaré « stupéfait et indigné qu'un des témoins, l'accusatrice, alt été auto-risé à se constituer partie civile ».

Vendredi, M. Hayat a readu use ordonnance qui confirme la constitu-tion de partie civile de la principale satrice, Zouříka Zenati, tren trois ass, dite «Zonzon», ont indi-qué les avocats de cette dernière, Mª Francis Terquean et William

Pour sa part, Zoulika Zenati a déclaré à la presse qu'elle avait confirmé en juge « avoir versé à deux reprises de l'argent au policier dans son bureau ». « Deux fois 1500 F et une fois 3000 F », a-t-elle

Les adhérents

du Comité Royal.

de vous informer

ont le plaisir

qu'ils ouvriront leurs magasins an public, rae Royale, le dimanche 20 décembre de 10 h 30 à 18 heures CERESCLE WEMPE PAVILLON CHRISTOFLE DEMAY: FRED JOAILLIER GISMOND! GRUNSPAN **GUCC!** LACHAUME-LADUREE LALIQUE JET F MARTELL YVES MIKAELOFF MILLIAUD O. J. PERRIN PHEDRA " ROYAL QUARTZ RUBEN HEURGON STEFANEL VILLEROY ET BOCH

